

# Rapport de gestion CORPORATION FIERA CAPITAL

Trimestre et exercice clos le 31 décembre 2018



**FIERA**CAPITAL



## Table des matières

Faits saillants financiers.....	1
Mode de présentation et déclarations prospectives.....	5
Vue d'ensemble .....	7
Événement importants.....	9
Événements postérieurs à la date de clôture.....	10
Revue des marchés, de la conjoncture économique et du rendement des fonds.....	11
Résultats financiers .....	15
Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits.....	18
Résultats d'exploitation et performance globale – Charges .....	27
Résultat net .....	31
Mesures non conformes aux IFRS .....	32
Situation de trésorerie et sources de financement.....	40
Paiements fondés sur des actions .....	46
Transactions avec des parties liées .....	51
Contrôles et procédures.....	52
Instruments financiers .....	53
Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations.....	61
Nouvelles normes comptables .....	63
Facteurs de risque.....	67

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

### FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Le présent rapport de gestion, daté du 22 mars 2019, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (la « Société » ou « Fiera Capital ») au 31 décembre 2018 et pour le trimestre et l'exercice clos à cette date. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes y afférentes pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

#### *Faits saillants au 31 décembre 2018 et pour l'exercice clos à cette date*

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits de la Société se sont accrus de 81,2 millions de dollars, ou 18 %, d'un exercice sur l'autre pour atteindre 540,3 millions de dollars, et le BAIIA ajusté<sup>1</sup> a augmenté de 20,7 millions de dollars, ou 18 %, d'un exercice sur l'autre, démontrant l'accent que la Société place sur la rentabilité et l'amélioration du rendement pour les actionnaires, et ce, même au cours d'un exercice marqué par une correction des marchés.

L'exercice 2018 a représenté tout un défi pour les gestionnaires de placement, alors que le quatrième trimestre a été caractérisé par un rendement négatif dans pratiquement tous les secteurs. En dépit de ces vents contraires, la plupart de nos gestionnaires de fonds ont affiché un rendement supérieur à leur indice de référence en 2018, limitant ainsi l'incidence des marchés.

La Société a également été en mesure de minimiser l'incidence de cette volatilité défavorable des marchés sur des résultats globaux en 2018. De plus, bien que la croissance interne ait reculé de 0,1 milliard de dollars au cours de l'exercice, les nouveaux mandats remportés l'ont été dans des stratégies présentant des points de base plus élevés que ceux des mandats perdus, ce qui, à notre avis, fera place à une augmentation des produits tirés de nos actifs sous gestion à l'avenir.

En outre, notre plateforme de stratégies de placement privé alternatives a poursuivi sa croissance rapide en 2018. La Société a intégré de nombreuses nouvelles solutions au cours des dernières années et nous récoltons maintenant les fruits de cette diversification de nos produits et de nos marges. De plus, nos clients profitent de catégories d'actifs uniques présentant des flux de trésorerie stables et récurrents et une faible corrélation aux véhicules de placement.

Enfin, les acquisitions de Clearwater et de CGOV, nos deux acquisitions survenues en 2018, ont permis à la Société d'établir sa présence dans le secteur du financement en Asie et de devenir l'un des plus importants gestionnaires de placements en gestion privée au Canada. Ces deux acquisitions se sont traduites conjointement par l'ajout de 6,9 milliards de dollars d'actifs sous gestion en 2018.

<sup>1</sup> Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS à la page 32, ainsi que le rapprochement avec le résultat net aux termes des IFRS.

## Faits saillants financiers

### Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté<sup>1)</sup>, la marge du BAIIA ajusté<sup>1)</sup> et le résultat net de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres, ainsi que pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

Tableau 1 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et les données par action)

	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017	T4 31 déc. 2018	T3 30 sept. 2018	T2 30 juin 2018	T1 31 mars 2018	T4 31 déc. 2017	T3 30 sept. 2017	T2 30 juin 2017	T1 31 mars 2017
Actifs sous gestion	136 675	128 901	136 675	143 475	139 389	131 360	128 901	123 003	125 658	122 063
Total des produits	540 285	459 096	156 963	137 109	126 232	119 981	142 046	107 127	109 349	100 574
BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	137 483	116 753	39 322	36 620	32 703	28 839	36 056	27 020	28 480	25 199
Marge du BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	25,4%	25,4%	25,1%	26,7%	25,9%	24,0%	25,4%	25,2%	26,0%	25,1%
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(5 013)	10 671	(1 709)	995	(2 106)	(2 193)	763	4 603	877	4 428
<b>PAR ACTION (DE BASE)</b>										
BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	1,45	1,42	0,41	0,38	0,35	0,32	0,43	0,33	0,35	0,31
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,05)	0,13	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01	0,06	0,01	0,05
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société <sup>1)</sup>	1,07	1,21	0,29	0,29	0,26	0,24	0,35	0,28	0,31	0,27
<b>PAR ACTION (DILUÉ)</b>										
BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	1,45	1,33	0,41	0,36	0,35	0,32	0,43	0,32	0,34	0,30
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,05)	0,12	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01	0,05	0,01	0,05
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société <sup>1)</sup>	1,07	1,13	0,29	0,27	0,26	0,24	0,35	0,27	0,30	0,26

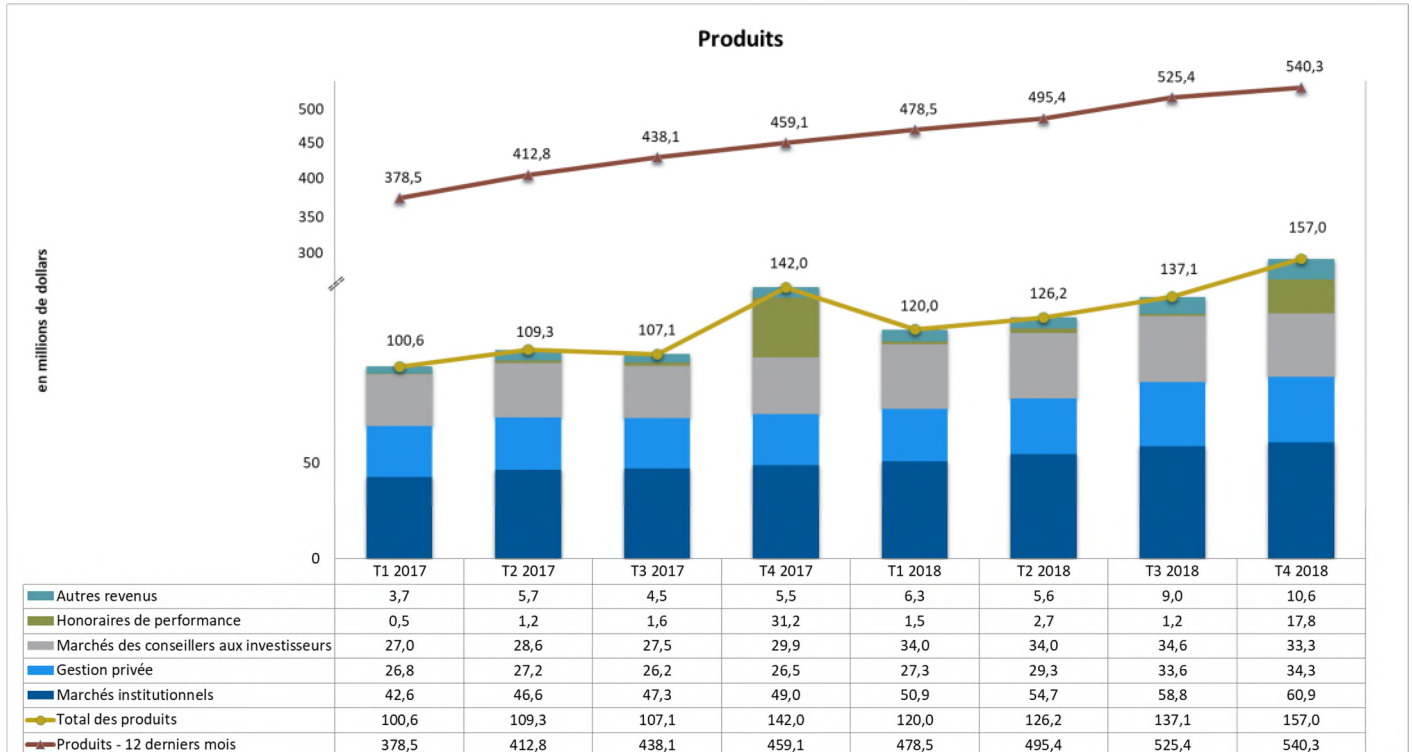
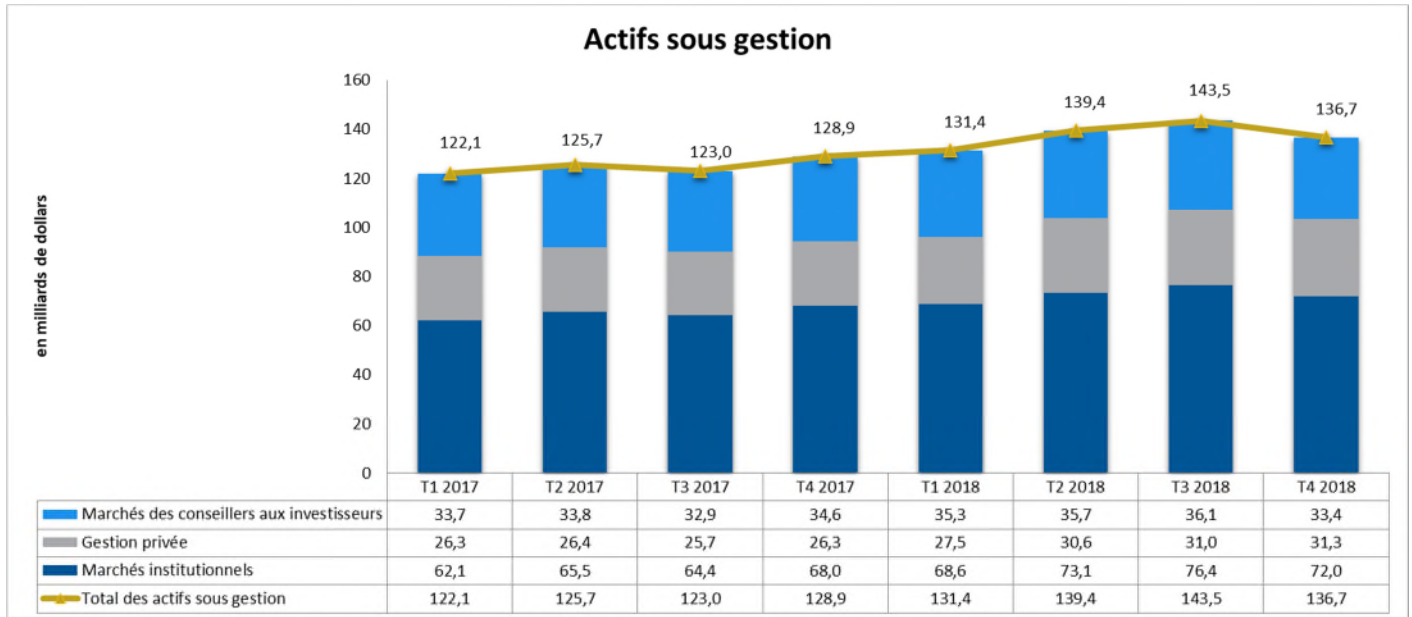
<sup>1)</sup> Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 32.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

## Faits saillants financiers

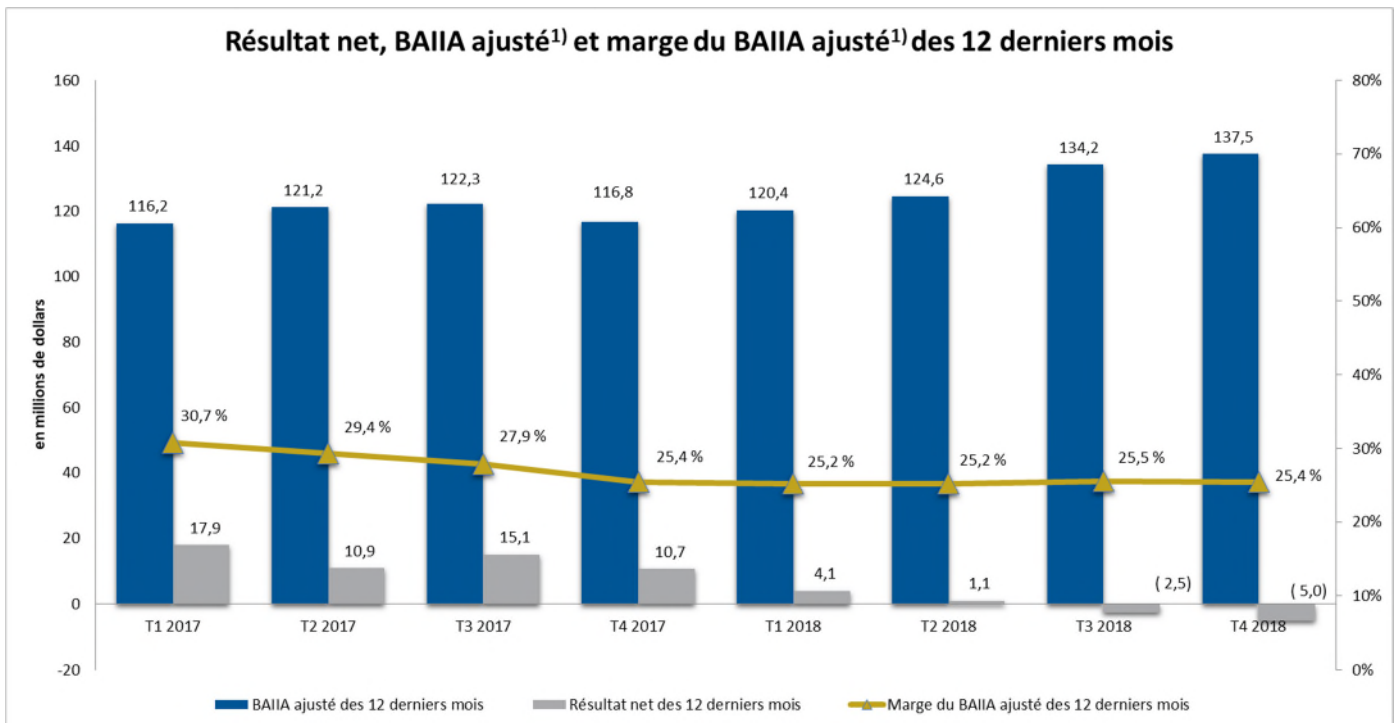
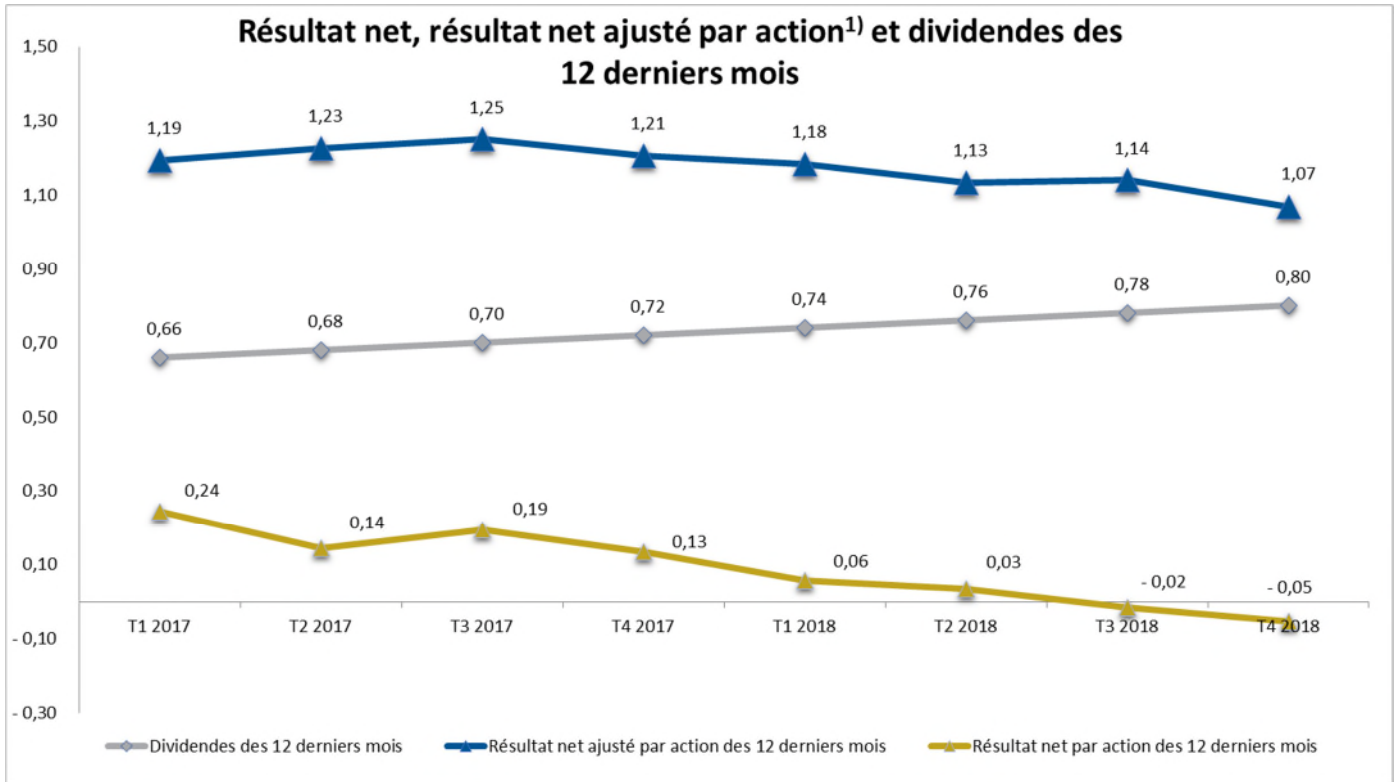
### Tendances des actifs sous gestion et des produits

Les diagrammes ci-après illustrent les tendances en ce qui concerne les actifs sous gestion et les produits trimestriels et pour les 12 derniers mois, ainsi que le BAIIA ajusté<sup>d)</sup>, la marge du BAIIA ajusté<sup>e)</sup>, le résultat net par action, le résultat ajusté par action<sup>1)</sup> et les dividendes pour les 12 derniers mois.



<sup>1)</sup> Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS à la page 32.

## Faits saillants financiers



<sup>1)</sup> Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS à la page 32.



### MODE DE PRÉSENTATION ET DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

#### *Mode de présentation*

La Société dresse ses états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

Les méthodes appliquées dans les états financiers consolidés de la Société sont fondées sur les IFRS qui avaient été publiées et qui étaient en vigueur au 31 décembre 2018.

Les états financiers consolidés audités comprennent les comptes de Corporation Fiera Capital et de ses filiales. Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une entité émettrice lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte au moment d'évaluer si la Société contrôle ou non une autre entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et sont déconsolidées à partir de la date à laquelle elle en perd le contrôle. Les transactions intersociétés ainsi que les soldes provenant de telles transactions avec les filiales et parmi celles-ci sont tous éliminés à la consolidation.

La participation ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres des filiales est présentée séparément dans les états consolidés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres.

Les méthodes comptables des filiales sont modifiées, s'il y a lieu, avant que la Société acquière une entreprise afin d'en assurer la cohérence avec celles qu'elle a adoptées.

Après la date d'acquisition, la quote-part revenant à la Société du résultat net d'une coentreprise est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net. Les fluctuations cumulatives postérieures à l'acquisition sont prises en compte dans la valeur comptable du placement.

À moins d'indication contraire, les montants sont présentés en dollars canadiens. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis. Certaines données comparatives ont été reclassées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

Le présent rapport de gestion doit aussi être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels de la Société pour 2018, qui décrivent les méthodes comptables ayant servi à leur établissement.

La Société présente le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA »)<sup>1)</sup>, le BAIIA ajusté<sup>1)</sup>, le BAIIA ajusté par action<sup>1)</sup>, la marge du BAIIA ajusté<sup>1)</sup>, le résultat net ajusté<sup>1)</sup> et le résultat net ajusté par action<sup>1)</sup> comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La définition de ces mesures non conformes aux IFRS et le rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables sont présentés à la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* du présent rapport de gestion.

<sup>1)</sup> Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 32.

### *Déclarations prospectives*

Le présent rapport de gestion contient des déclarations prospectives. Dans certains cas, les déclarations prospectives peuvent être identifiées par des termes tels que « pourrait », « fera », « devrait », « s'attend à », « anticipe », « croit », « estime », « prévoit », « potentiel », « continue », « cible », « entend » ou la forme négative de ces termes ou toute terminologie comparable. De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreux hypothèses, incertitudes et risques inhérents, tant généraux que particuliers, ainsi que le risque que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Société ne garantit donc pas que ses déclarations prospectives se réaliseront et elle conseille aux lecteurs de ne pas s'y fier indûment, puisque les résultats et faits réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions qui y sont exprimées en raison d'importants facteurs dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs comprennent, notamment, le rendement des placements de Fiera Capital, la capacité de Fiera Capital de maintenir sa clientèle existante et d'attirer de nouveaux clients, sa dépendance vis-à-vis de grands clients, sa capacité de recruter du personnel clé et de le conserver, sa capacité de réussir l'intégration des entreprises dont elle fait l'acquisition, la concurrence dans son secteur d'activité, sa capacité de gérer les conflits d'intérêts, la conjoncture économique défavorable au Canada et dans le reste du monde (notamment par suite de replis des marchés des capitaux), les fluctuations des taux d'intérêt et cours du change, les sanctions imposées par les autorités de réglementation ou le tort pouvant être fait à sa réputation par suite d'erreurs ou de l'inconduite de membres de son personnel, les risques liés aux questions réglementaires et aux litiges et la capacité de Fiera Capital de gérer ces risques, le manquement par des tiers à leurs obligations vis-à-vis de Fiera Capital et de ses sociétés affiliées, les actes de la nature et autres cas de force majeure, l'évolution des lois et règlements au Canada et ailleurs, notamment en matière de fiscalité, l'incidence et les conséquences de l'endettement de Fiera Capital, la dilution éventuelle du capital social et les autres facteurs décrits sous la rubrique *Facteurs de risque* du présent rapport de gestion ou dans d'autres documents déposés périodiquement par la Société auprès des autorités compétentes en valeurs mobilières. Ces déclarations prospectives sont faites en date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage nullement à les actualiser ou à les réviser à la lumière de nouveaux événements ou circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières.

### VUE D'ENSEMBLE

#### *Vue d'ensemble de la Société*

Fiera Capital est une société de gestion de placement indépendante d'envergure mondiale dont l'actif sous gestion se chiffrait à plus de 136 milliards de dollars canadiens au 31 décembre 2018. La Société offre des solutions multi-actifs personnalisées tirant parti d'un vaste éventail de catégories d'actifs traditionnelles et alternatives. Nos stratégies s'adressent à une clientèle institutionnelle, de gestion privée et d'investisseurs individuels établie en Amérique du Nord, en Europe et dans les principaux marchés d'Asie. L'approche unique en matière de placement de la Société prend appui sur son riche héritage canadien, sur sa présence internationale grandissante et sur son engagement à faire preuve de rigueur et d'esprit d'entreprise dans sa façon d'analyser les occasions d'affaires. Son modèle intégré offre aux clients à la fois l'envergure, les ressources et le rayonnement dignes d'un gestionnaire d'actifs mondial et l'approche axée sur le client caractérisant les petites firmes spécialisées.

La Société est engagée envers l'investissement responsable et adhère à son devoir d'agir avec professionnalisme, responsabilité et diligence dans l'intérêt supérieur de ses investisseurs et parties prenantes dans le but de créer une valeur durable à long terme. Par ailleurs, Fiera Capital est d'avis que les organisations qui comprennent et gèrent avec brio d'importants facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, ainsi que les risques et opportunités connexes tendent à créer des actifs et des entreprises de plus grande qualité et, par conséquent, d'être mieux positionnés pour offrir une valeur durable à long terme. La Société est d'avis qu'il existe de nombreuses approches à la gestion des stocks, des obligations et des placements alternatifs.

Grâce à sa structure sous forme d'équipes autonomes, Fiera Capital est en mesure d'offrir un éventail diversifié de stratégies de placement à travers une multitude de catégories d'actifs et de primes de risque en utilisant une grande variété de styles de placement. La Société croit que cette approche souple permet à ses équipes d'investissement d'adopter des techniques d'intégration cadrant avec leur philosophie de placement.

Pour s'adapter à l'environnement des placements en constante évolution, les équipes de Fiera Capital collaborent et cherchent à tirer parti des offres les plus innovantes et diversifiées pour élaborer des stratégies qui répondent aux besoins de chaque client, où qu'il soit situé. La Société adhère aux normes les plus élevées en matière de gouvernance et de gestion des risques liés aux placements et mène ses activités avec transparence et intégrité pour créer de la valeur pour les clients et les actionnaires à long terme.



Fiera Capital gère également plusieurs fonds de placement. Ces fonds de placement sont des sociétés d'investissement à capital variable et à capital fixe, des fonds communs de placement non traditionnels, des sociétés en commandite ou d'autres fonds en gestion commune qui investissent dans une variété d'actifs. Jusqu'à la clôture de la transaction de Canoe le 22 février 2019, la Société gérait également les Fonds Fiera Capital et elle agit à l'heure actuelle à titre de conseiller secondaire pour certains de ces fonds communs.

Outre ses stratégies de placement traditionnelles, Fiera Capital a procédé à des acquisitions, a conclu des coentreprises et a développé des partenariats de manière à offrir à ses clients des stratégies de placement alternatives dans un éventail de secteurs et industries, dont les infrastructures, l'agriculture, l'immobilier, le capital-investissement et les prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux à court terme. Par le truchement de ses coentreprises avec Fiera Infrastructure et Fiera Comox, la Société offre à ses clients la capacité d'accéder à des investissements en infrastructure, en agriculture et en capital-investissement. Fiera Capital offre à ses clients, par l'entremise de ses filiales Fiera Financement Privé et Fiera Immobilier, une exposition au financement privé, y compris au financement de construction, aux investissements immobiliers et au financement à court terme d'entreprises. Les filiales de Clearwater de la Société offrent aux clients une exposition au financement privé sur les marchés du crédit en Asie.

## Vue d'ensemble

### Évolution de la Société

Le diagramme suivant présente les initiatives clés, notamment la croissance interne et les acquisitions d'entreprises en termes d'actifs sous gestion, dans l'évolution de la Société depuis sa création.

<p><b>2003</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Création de <b>Fiera Capital</b> à la suite de l'acquisition d'<b>Elantis</b>, filiale de placement du mouvement <b>Desjardins</b> (septembre)</li> </ul>	<p><b>2009</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Création de l'équipe des actions étrangères</li> </ul>	<p><b>2013</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Acquisition d'actifs de <b>UBS Global Asset Mgmt. (Canada) Inc.</b> (janvier) <b>6 G\$</b></li> <li>Acquisition d'actifs de <b>GMP Capital Inc.</b> et création de <b>Fiera Quantum</b> (mai) <b>0,6 G\$</b></li> <li>Acquisition de <b>Bel Air Investment Advisors</b> et <b>Wilkinson O'Grady</b> (octobre) <b>8,5 G\$</b></li> </ul>	<p><b>2016</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Acquisition de <b>Apex Capital Management</b> (juin) <b>8,6 G\$</b></li> <li>Coentreprise avec <b>Aquila Infrastructure Management</b> (juillet)</li> <li>Création de <b>Fiera Infrastructure Inc.</b> (juillet)</li> <li>Acquisition de <b>Larch Lane Advisors LLC</b> (septembre) <b>0,5 G\$</b></li> <li>Création de <b>Fiera Comox (Agriculture et placements privés)</b> (septembre)</li> <li>Acquisition de <b>Centria Commerce Inc.</b> (novembre) <b>0,3 G\$</b></li> <li>Création de <b>Fiera Financement Privé</b> (novembre)</li> <li>Acquisition de <b>Charlemagne Capital Limited</b> (décembre) <b>2,8 G\$</b></li> </ul>	<p><b>2017</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Acquisition de la participation restante dans <b>Fiera Immobilier</b> (novembre)</li> <li>Acquisition d'un fonds spécialisé en marchés émergents de <b>City National Rochdale</b> (décembre) <b>2,1 G\$</b></li> </ul>
<p><b>2005</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Lancement de la 1<sup>re</sup> stratégie alternative</li> <li>Acquisition de <b>Senecal Investment Counsel</b> (octobre)</li> </ul>	<p><b>2010</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Fusion avec <b>Sceptre Investment Counsel</b> (septembre)</li> <li>Inscription à la <b>Bourse de Toronto</b> (septembre)</li> </ul>	<p><b>2014</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Acquisition de <b>Propel Capital Corporation</b> (septembre) <b>0,2 G\$</b></li> </ul>		<p><b>2018</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Acquisition de <b>CGOV Asset management</b> (mai) <b>5,0 G\$</b></li> <li>Acquisition de <b>Clearwater Capital Partners</b> (août) <b>1,8 G\$</b></li> </ul>
<p><b>2006</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Acquisition de <b>YMG Capital</b> (février)</li> </ul>	<p><b>2011</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Ouverture du 1<sup>er</sup> bureau <b>Fiera Capital</b> aux É.-U. (septembre)</li> <li>Création de <b>Fiera Immobilier</b> (décembre)</li> </ul>	<p><b>2015</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Acquisition de <b>Samson Capital Advisors LLC</b> (octobre) <b>9,5 G\$</b></li> </ul>		<p><b>2019</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Vente de fonds communs de placement destinés aux investisseurs individuels à <b>Canoe Financial LP</b><sup>1)</sup></li> <li>Acquisition d'une participation de <b>80% dans Palmer Capital</b><sup>2)</sup> <b>1.3 G\$</b></li> </ul>
<p><b>2008</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Création de <b>Fiera Axiom Infrastructure</b> (décembre)</li> </ul>	<p><b>2012</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Acquisition de <b>Natcan</b> (avril) <b>25 G\$</b></li> <li>Acquisition de <b>Roycom Inc.</b> (avril) <b>0,5 G\$</b></li> <li>Acquisition de <b>Canadian Wealth Management Group Inc.</b> (novembre) <b>0,6 G\$</b></li> </ul>			
<p>  <b>Organique</b>   <b>Stratégique</b> </p>				
<p>1) Annoncé en octobre 2018, clôturé en février 2019                  2) Annoncé en décembre 2018, clôture attendue à l'obtention de toutes les approbations nécessaires des autorités de réglementation</p>				

### ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS DE 2018

- **Mise en œuvre du plan stratégique 2022 en cours** – La mise en œuvre du plan stratégique 2022 a débuté au quatrième trimestre de 2018 et les premières initiatives sont déjà bien avancées. Ces initiatives, qu'elles soient de petite ou grande envergure, auront une incidence sur nos processus, pratiques et culture d'entreprise. Il s'agit d'un moment déterminant qui nous aidera à bien positionner Fiera Capital pour les années à venir afin d'atteindre notre objectif consistant à devenir l'un des 100 premiers gestionnaires d'actifs au monde.
- **Fiera Capital accroît sa présence en Asie avec l'acquisition de Clearwater Capital Partners** – *le 9 août 2018*. La Société a conclu l'acquisition de Clearwater Capital Partners, LLC, une société de placements asiatique de premier plan spécialisée en crédit et situations spéciales établie à Hong Kong. La contrepartie totale versée à la clôture, assujettie à divers ajustements postérieurs à la clôture, se chiffrait à environ 14,9 millions de dollars américains.
- **Fiera Capital conclut l'acquisition de CGOV Asset Management, une société de placement de premier plan pour investisseurs fortunés et institutionnels** – *le 31 mai 2018*. Fiera Capital a conclu l'acquisition de CGOV, une société de gestion de placement de l'Ontario spécialisée dans les services aux investisseurs fortunés et institutionnels dont l'actif sous gestion se chiffrait à environ 5 milliards de dollars canadiens à la clôture.
- **Expansion de la présence au Royaume-Uni avec l'acquisition de Palmer Capital Partners Limited (« Palmer Capital »)** – *le 21 décembre 2018*. La Société a conclu une convention d'achat avec Palmer Capital visant l'acquisition d'une participation de 80 % dans Palmer Capital, marquant ainsi sa première acquisition d'une société de gestion de placements immobiliers hors du Canada et sa deuxième acquisition sur le marché britannique. Palmer Capital détient plus de 800 millions de livres sterling d'actifs sous gestion, en sus des 215,5 millions de livres sterling d'actifs gérés par l'entremise de coentreprises.
- **Lancement de Fiera Comox Placements Privés** – *le 3 décembre 2018*. Fiera Comox a annoncé le lancement de Fiera Comox Placements Privés, permettant au gestionnaire de placements indépendant d'offrir aux clients deux stratégies de placement privé mondiales distinctes : Agriculture et, désormais, Placement privé.
- **Réalisation marquante : réussite de la rationalisation des gardiens** – *Novembre 2018*. La division canadienne a célébré une réalisation marquante au cours du quatrième trimestre : la fin d'une initiative complexe en plusieurs étapes lancée en 2015 pour surmonter les importants défis découlant du fait d'avoir de multiples fournisseurs administrant nos fonds de placement. Parmi les nombreux avantages que confère cette réalisation, notons la réduction des charges d'exploitation dans l'ensemble des fonds; l'augmentation des risques d'exploitation, réglementaires et fiduciaires, la conformité et l'amélioration de la présentation de l'information aux clients. Ces avantages sont en parfaite harmonie avec les objectifs d'évolutivité opérationnelle et d'efficacité des coûts mis de l'avant dans le plan stratégique de 2022.
- **Lancement de la politique mondiale de respect et d'inclusion** – *le 17 décembre 2018*. La politique a pour objectif de favoriser une culture inclusive axée sur la diversité qui suscite l'innovation alors que nous poursuivons notre objectif consistant à positionner Fiera Capital parmi les 100 premiers gestionnaires d'actifs au monde. La politique mondiale de respect et d'inclusion reflète l'engagement de la Société à créer un environnement de travail où les employés adoptent la diversité et une pensée originale tout en se traitant mutuellement avec respect.

### ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

- **Stratégie pour déployer des capitaux avec efficacité au sein de la plateforme d'infrastructure** – *le 29 janvier 2019*. Fiera Infrastructure a annoncé qu'elle avait conclu un partenariat à long terme avec EllisDon, l'un des groupes de capitaux de construction les plus prospères et expérimentés, visant l'acquisition de la participation d'EllisDon dans son portefeuille existant de dix projets en partenariat public-privé (« PPP »). La réalisation des dix projets du portefeuille existant devrait ajouter environ 100 millions de dollars aux actifs sous gestion de Fiera Infrastructure. De plus, le partenariat a le droit de première offre sur les futurs projets de PPP d'EllisDon pour une durée prédéterminée qui a le potentiel d'augmenter de manière significative les actifs sous gestion.
- **Conclusion de la transaction avec Canoe** – *le 22 février 2019*. La Société a réalisé la clôture de sa transaction annoncée précédemment aux termes de laquelle Canoe Financial LP (« Canoe »), une société canadienne de fonds communs de placement, a acquis les droits de gestion de neuf fonds communs de placement destinés aux investisseurs individuels de la Société. Canoe a également acquis la participation de Fiera Capital dans Fonds Fiera Capital Inc., la filiale entièrement détenue et le courtier en épargne collective inscrit de Fiera Capital afin qu'elle agisse à titre de sous-conseiller pour quatre des neuf fonds.
- **Renforcement de la plateforme des stratégies de placement privé alternatives avec l'acquisition de Integrated Asset Management Corp. (« IAM »)** – *le 22 mars 2019*. L'acquisition annoncée de IAM devrait ajouter plus de 3 milliards de dollars d'actifs sous gestion et de capitaux engagés à la plateforme des stratégies de placement privé alternatives de la Société.

### REVUE DES MARCHÉS, DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET DU RENDEMENT DES FONDS

#### *Revue des marchés*

Après une longue période d'accalmie, la volatilité a repris du service en 2018. Contraste saisissant par rapport à 2017, la confiance des investisseurs s'est avérée extrêmement fragile, les marchés financiers étant en proie à de vives fluctuations imputables à quantité d'évolutions macroéconomiques. Notamment, les investisseurs ont dû composer avec un environnement caractérisé par la hausse des coûts d'emprunt, les tensions commerciales persistantes entre les deux plus importantes économies mondiales, un environnement politique lourd en Europe, et certains signes hypothétiques de ralentissement économique mondial. Dans le contexte commercial hautement volatil et illiquide, les investisseurs nerveux ont aveuglément fui tous les actifs à risque.

Les marchés boursiers mondiaux ont affiché leurs pires rendements trimestriels depuis 2011 au cours du dernier trimestre de 2018. Le moteur des marchés boursiers a radicalement changé au cours du trimestre, le marché boursier américain étant à la traîne de ses pairs mondiaux après de nombreux trimestres de surperformance. Les marchés boursiers canadiens ont également contribué à la débâcle au cours du trimestre, les ventes massives dans le secteur de l'énergie ayant pesé sur le marché axé sur les ressources. Les bourses européennes ont subi les contrecoups du climat d'incertitude politique en Italie, en France et au Royaume-Uni, alors que les actions japonaises ont plongé dans un marché baissier, le contexte commercial tumultueux ayant contrebancé les bénéfices décents des sociétés. Enfin, les bourses des marchés émergents ont également reculé, mais ont réussi à afficher un meilleur rendement que leurs pairs des marchés développés, alors que la perception des investisseurs à l'endroit d'une Réserve fédérale américaine moins audacieuse pourrait avoir entraîné dans une certaine mesure la faiblesse des actifs risqués en général.

Dans l'intervalle, les marchés des titres à revenu fixe ont inscrit des résultats positifs au cours du quatrième trimestre, alors que les investisseurs ont jeté leur dévolu sur la sécurité que procurent les obligations dans un contexte d'échange tumultueux. Après avoir pulvérisé des records de longue date, les rendements des obligations nord-américaines ont connu une baisse, et les courbes de rendement à long terme se sont aplanies plus rapidement que les courbes de rendement à court terme. Les rendements à court terme ont subi moins de pression alors que la rhétorique extrêmement accommodante d'importantes banques centrales a amené les investisseurs à prendre moins de risque en raison de la normalisation monétaire. Parallèlement, les rendements à long terme ont reculé dans un contexte caractérisé par le recul des attentes inflationnistes, lesquelles se sont modérées en raison des attentes moindres à l'endroit de la croissance mondiale et de la baisse des prix du brut. Enfin, les obligations de sociétés et les obligations à rendement élevé ont connu de moins bons rendements que les obligations gouvernementales, l'appétit moindre pour le risque entraînant la hausse des écarts de taux tout au long du trimestre.

Globalement, nous sommes d'avis que le repli des marchés boursiers à la fin de 2018 constitue une correction à court terme imputable au manque de confiance des investisseurs dans un marché haussier cyclique. Fait encourageant, les conditions propices à un ralentissement économique mondial important demeurent inobservables à l'heure actuelle et les perspectives de croissance mondiale demeurent raisonnablement reluisantes. Par ailleurs, la fragile relation commerciale entre les deux plus importantes économies mondiales pourrait finalement avoir plafonné des suites du sommet du G20 à Buenos Aires où les représentants officiels des États-Unis et de la Chine ont démontré une volonté de négocier, au moment même où nous entrevoyons de possibles signes annonçant un compromis entre le gouvernement italien et l'Union européenne sur le statut du budget de l'Italie. De plus, certains signes avant-coureurs laissent entendre que les stimulations fiscales des États-Unis et de la Chine stabiliseront l'économie mondiale en 2019 et serviront de tampon alors que les grandes banques centrales prennent des mesures conservatrices et concertées vers une normalisation de la politique monétaire et que le « resserrement quantitatif » (contraction du bilan) devrait ultimement remplacer une courbe de hausse de taux trop prononcée. Compte tenu de tous ces facteurs, nous sommes d'avis qu'il est trop tôt pour parler de la fin de la croissance mondiale simultanée, ce qui devrait laisser place à des hausses boursières à l'approche de la nouvelle année.

### *Perspectives économiques*

Le scénario d'une expansion mondiale simultanée devrait se réitérer en 2019, grâce aux stimulations monétaires et fiscales conciliantes prolongeant le cycle en dépit du fait que le contexte caractérisé par les importants litiges commerciaux menace de nuire aux activités.

Les tendances positives en matière d'emploi au Canada devraient offrir un certain soulagement en 2019, les perspectives de l'économie canadienne demeurent très dépendantes d'une transition très attendue des indicateurs de croissance vers les dépenses des entreprises et les exportations dans un contexte caractérisé par l'essoufflement des consommateurs et du marché de l'habitation. Fait encourageant, selon le dernier rapport de Statistiques Canada sur les dépenses d'investissement prévues, les intentions d'investissement des entreprises pour 2019 demeurent optimistes, alors que les bonnes perspectives de croissance au sud de la frontière, un dollar canadien concurrentiel et les tensions commerciales qui couvent devraient stimuler les exportations au cours de l'exercice à venir.

Aux États-Unis, l'économie continue d'impressionner. Les consommateurs connaissant une certaine prospérité en raison d'un marché de l'emploi résilient et de hausses salariales, alors que le secteur manufacturier demeure en bonne posture. Après de nombreux trimestres de performance impressionnante, on s'attend à ce que la croissance ralentisse pour s'établir à un rythme toujours rapide alors que l'élan temporaire découlant des stimulations fiscales et monétaires s'essouffle, bien que pas suffisamment pour faire avorter les plans de la Réserve fédérale américaine de normaliser les politiques au cours de l'exercice à venir. Au quatrième trimestre, les résultats ayant trait au PIB laissent entrevoir des perspectives de croissance saines, bien que modérées pour l'économie mondiale en général. Les dépenses des consommateurs et des entreprises ont toutes deux contribué positivement, alors que les échanges commerciaux et les investissements en immobilier ont freiné la croissance à la fin de 2018. Bien que certaines données de haute fréquence à la clôture de l'exercice aient subi le contrecoup du ralentissement économique imputable à la paralysie de l'administration américaine, du climat d'incertitude relatif aux échanges commerciaux et de la très grande volatilité des marchés des capitaux, les résultats des derniers sondages révèlent un optimisme renouvelé à la fois chez les consommateurs et les entreprises, suggérant que le ralentissement observé à la clôture de l'exercice soit de nature transitoire.

À l'étranger, bien que l'élan économique en Europe se soit essoufflé, la croissance devrait reprendre un rythme respectable alors que les facteurs temporaires qui pesaient sur l'économie se dissipent. Parallèlement, une série de catastrophes naturelles a porté atteinte à l'économie du Japon en 2018, bien que les principaux indicateurs suggèrent une reprise prochaine alors que l'incidence de ces facteurs ponctuels s'estompe. Enfin, les perspectives de l'économie britannique dépendent directement de l'issue du Brexit, qui demeure hautement incertaine à l'heure actuelle.

Par ailleurs, l'économie chinoise a démontré quelques indices préliminaires de stabilisation au début de 2019, signe encourageant laissant présager que les stimulations monétaires et fiscales pourraient enfin porter fruit. Plus particulièrement, les ventes au détail, la production industrielle et les placements à revenu fixe, indiquant tous une légère amélioration, ont surpris en clôturant l'exercice 2018 à la hausse, alors que les exportations ont rebondi et que les nouveaux emprunts ont atteint un niveau record très tôt au début de l'exercice 2019. Considérées dans leur ensemble, ces dernières données économiques ont offert un certain apaisement quant au fait que la deuxième économie mondiale pourrait avoir atteint son niveau plancher ce qui aurait, par extension, des incidences positives sur les perspectives de croissance mondiale en général. Fait encourageant, les représentants des États-Unis et de la Chine ont également démontré une certaine volonté de négociation sur le plan des échanges commerciaux et font d'importants pas dans la bonne direction en concluant un accord qui pourrait permettre à la deuxième économie mondiale de se défaire d'une importante offre excédentaire en 2019.



### *Sommaire du rendement du portefeuille*

En dépit de la grande volatilité ayant marqué le quatrième trimestre de 2018, la majorité des stratégies à revenu fixe de la Société ont généré des résultats positifs par rapport aux indices de référence en 2018, en raison de placements fructueux dans des titres de crédit. Au cours des cinq dernières années (ou depuis la création si la date de création est dans les cinq dernières années), ces stratégies ont permis de réaliser un excellent rendement, la plupart excédant leur indice de référence.

Les mandats équilibrés ont connu un rendement exceptionnellement bon au cours de l'exercice, la majorité de ceux-ci affichant un rendement supérieur à celui de leur indice de référence respectif. Pour les cinq dernières années, le rendement était également substantiellement plus élevé que les indices de référence pertinents, se situant dans le haut de la fourchette à un chiffre.

Dans l'ensemble, l'exercice 2018 a été un autre excellent exercice pour la plupart des stratégies fondées sur des actions, alors que les gestionnaires de fonds ont continué de mettre l'accent sur la qualité. La plupart des stratégies ont affiché un rendement supérieur à celui de leur indice de référence au cours de l'exercice, et bon nombre ont également figuré dans le premier quartile. Bien que nos stratégies Actions canadiennes et Actions mondiales aient connu un rendement exceptionnel, cette dernière stratégie a été victime de son propre succès, la capacité en ayant été altérée en raison d'une trop forte demande des clients.

L'exercice a été éprouvant pour les fonds de couverture dans l'ensemble du secteur, alors que bon nombre de ceux-ci ont été pris au dépourvu par le revirement de situation au cours du quatrième trimestre. Toutefois, le rendement des cinq dernières années demeure solide.

Nos stratégies de placement privé alternatives ont connu un excellent rendement en 2018. Ces stratégies gagnent de plus en plus en popularité en raison du fait qu'elles offrent un rendement attrayant conjugué à une volatilité faible et à une faible corrélation avec les catégories d'actifs traditionnels. À cet effet, la Société continue de développer des solutions pour répondre à la demande croissante de stratégies de placement alternatives générant des flux de rendement stables grâce à des investissements en immobilier, en infrastructures, en financement privé et en agriculture.

Nous avons progressivement mis sur pied une plateforme qui a répondu aux attentes des clients ou les a surpassées et qui est bien adaptée à l'environnement actuel. Nos stratégies performantes pour les catégories d'actifs traditionnels, fonds de couverture, stratégies non traditionnelles innovantes ayant pour objectif la diversification des sources de rendement, ainsi que notre gamme de solutions autres sont conçus pour répondre aux besoins particuliers et très diversifiés des clients, qu'il s'agisse d'enjeux liés aux obligations, de préoccupations liées à la gestion des risques baissiers, d'expositions importantes au change, de questions liées aux facteurs de risque environnementaux, sociaux et de gouvernance ou à des d'objectifs généraux en matière de répartition des actifs.

Nous continuons de nous efforcer de répondre aux besoins en constante évolution de nos clients de par le monde grâce à notre stratégie de développement qui tire parti de notre vision en constante évolution du monde et de notre vaste bassin de talents. Nous avons la capacité d'établir des partenariats avec nos clients visant des solutions globales de portefeuille et sommes heureux de faire partie de leur solution globale.

# Revue des marchés, de la conjoncture économique et du rendement des fonds

## Tableau 2 - Taux de rendement annualisés au 31 décembre 2018

Stratégies de placement	Actifs sous gestion (en milliards de dollars)	1 an			5 ans ou depuis la création* (si cette date est à l'intérieur des 5 dernières années)			Date de création	Indice de référence	Notes
		Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile			
<b>Revenu fixe</b>	<b>64,9</b>									
Revenu fixe actif et stratégique- Gestion active univers		1,75	0,34	Q2	1,75*	0,34*	Q1	1 <sup>er</sup> janv. 2018	Indice obligataire universel FTSE Canada	
Revenu fixe – Gestion intégrée univers		1,67	0,26	Q2	4,01	0,46	Q1	1 <sup>er</sup> janv. 2000	Indice obligataire universel de sociétés FTSE Canada	
Revenu fixe – Gestion intégrée crédit		1,23	0,13	Q3	3,93	0,25	Q3	1 <sup>er</sup> mars. 2012	Indice obligataire universel de sociétés FTSE Canada	
Revenu fixe – Gestion tactique univers		2,18	0,77	Q1	3,75	0,2	Q2	1 <sup>er</sup> janv. 2000	Indice obligataire universel FTSE Canada	
Obligations à haut rendement		-3,59	-0,36	Q4	3,51	-0,07	Q4	1 <sup>er</sup> févr. 2002	85 % Merrill Lynch High Yield Corp B-BB couvert en \$ CA, 15 % Merrill Lynch High Yield Corp CCC couvert en \$ CA	
Actions privilégiées opportunités		-11,19	-2,58	s. o.	3,72*	1,06*	s. o.	1 <sup>er</sup> août 2015	Solactive Laddered Preferred Share	
Obligations infrastructure		1,08	1,66	s. o.	7,07	0,88	s. o.	1 <sup>er</sup> août 2011	Indice des obligations provinciales à long terme FTSE	
Revenu fixe et stratégique – actions privilégiées – Gestion valeur relative univers		-9,32	-1,39	s. o.	1,59	1,26	s. o.	1 <sup>er</sup> févr. 2004	Indice S&P/TSX d'actions privilégiées	
Revenu fixe et stratégique – Gestion stratégique univers		1,65	0,25	s. o.	1,11*	0,19*	s. o.	1 <sup>er</sup> déc. 2017	Indice obligataire universel FTSE Canada	
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence principal)		1,42	-0,22	s. o.	2,19	-0,22	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index	4
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence secondaire)		1,42	-0,13	s. o.	2,19	0,33	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 Year AA+ Municipal Index	4
Tax Efficient Core Plus		1,43	-0,21	s. o.	2,98	0,56	s. o.	31 déc. 2012	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index	4
High Grade Core Intermediate (indice de référence principal)		0,89	-0,03	s. o.	2,12	0,02	s. o.	31 déc. 2004	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Index	4
High Grade Core Intermediate (indice de référence secondaire)		0,89	-0,23	s. o.	2,12	0,12	s. o.	1 <sup>er</sup> janv. 2005	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Ex CMBS/ABS/BBB Index	4
<b>Équilibré</b>	<b>3,5</b>									
Fonds équilibré « Core »		-0,66	1,59	Q1	6,98	1,37	Q1	1 <sup>er</sup> sept. 1984	Indice de référence – équilibré « Core »	2
Fonds équilibré intégré		-1,13	1,69	Q1	7,07	1,55	Q1	1 <sup>er</sup> avr. 2013	Indice de référence – équilibré intégré	3
<b>Actions</b>	<b>57,7</b>									
Actions canadiennes		-2,41	6,48	Q1	7,63	3,57	Q1	1 <sup>er</sup> janv. 2013	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – « Core »		-8,10	0,79	Q2	4,98	0,93	Q3	1 <sup>er</sup> janv. 1992	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – Opportunités		-17,75	-8,87	Q4	2,5	-1,56	Q4	1 <sup>er</sup> nov. 2002	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core »		-11,97	6,20	Q1	2,69	2,98	Q2	1 <sup>er</sup> janv. 1987	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation		-18,72	-0,55	Q4	2,22	2,51	Q3	1 <sup>er</sup> janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions américaines		9,75	5,52	Q1	16,62	2,54	Q1	1 <sup>er</sup> avr. 2009	Indice S&P 500 (\$ CA)	
Actions internationales		0,89	6,92	Q1	9,74	4,03	Q1	1 <sup>er</sup> janv. 2010	Indice MSCI EAEO net (\$ CA)	
Actions mondiales multidevises en dollars canadiens		5,73	6,22	Q1	13,75	3,81	Q1	1 <sup>er</sup> oct. 2009	Indice MSCI Monde net (\$ CA)	
CGOV à actions totales		-1,97	1,27	Q3	9,13	0,81	Q2	1 <sup>er</sup> avril 1999	65 % Indice MSCI Monde/ 35 % Indice composé S&P/TSX	
Apex Large Cap Growth		-1,16	0,36	Q3	10,26	-0,15	Q2	1 <sup>er</sup> avril 2007	Russell 1000 Growth	4
Apex Mid Cap Growth		3,51	8,26	Q1	12,26	4,83	Q1	1 <sup>er</sup> mai 2008	Russell MidCap Growth	4
Apex Smid Growth		-8,65	-1,17	Q4	5,47	-0,71	Q3	1 <sup>er</sup> janv. 1990	Russell 2500 Growth	4
Apex Small Cap Growth		-9,92	-0,60	Q3	2,09	-3,04	Q4	1 <sup>er</sup> janv. 2006	Russell 2000 Growth	4
Marchés Émergents de City National Rochdale		-23,68	-9,11	Q4	3,40	1,76	Q2	14 déc. 2011	Indice MSCI Marchés émergents NR (\$ US)	4
Emerging Markets Core Growth		-20,10	-5,52	Q4	2,84	1,19	Q2	1 <sup>er</sup> juill. 2003	Indice MSCI Marchés émergents	4
Emerging Markets Growth & Income		12,34	2,23	Q1	0,63	-1,02	Q4	1 <sup>er</sup> juill. 2010	Indice MSCI Marchés émergents	4
Frontier Markets		-14,19	2,22	Q2	7,19	6,51	Q1	1 <sup>er</sup> juill. 2010	Indice MSCI Marchés frontaliers	4
<b>Placements non traditionnels</b>	<b>10,6</b>									
Fonds – Marché neutre nord-américain		0,94	–	s. o.	4,16	–	s. o.	1 <sup>er</sup> oct. 2007	Rendement absolu	
Fonds – Actions « Long/Short »		-2,28	–	s. o.	7,50	–	s. o.	1 <sup>er</sup> août 2010	Rendement absolu	
Fonds – Financement diversifié		8,12	–	s. o.	6,38	–	s. o.	1 <sup>er</sup> avr. 2008	Rendement absolu	
Fonds – Multi-stratégies – Revenu		-0,17	–	s. o.	4,47	–	s. o.	1 <sup>er</sup> nov. 2009	Rendement absolu	
Charlemagne OCCO Eastern European Fund		3,56	–	s. o.	4,44	–	s. o.	1 <sup>er</sup> janv. 2002	Rendement absolu	4
OAKS Emerging & Frontier Opportunities Fund		-13,71	–	Q3	3,41	–	Q1	1 <sup>er</sup> déc. 2009	Rendement absolu	4
Fonds – Infrastructure		7,24	–	s. o.	6,46	–	s. o.	1 <sup>er</sup> mars 2010	Rendement absolu	
Fonds – Immobilier		7,20	–	s. o.	6,41	–	s. o.	1 <sup>er</sup> juill. 2013	Rendement absolu	
Fonds Fiera Agriculture mondiale		0,88	–	s. o.	-0,19	–	s. o.	1 <sup>er</sup> juill. 2017	Rendement absolu	
Fonds Fiera Immobilier d'hypothèques Core		6,18	–	s. o.	6,17	–	s. o.	1 <sup>er</sup> déc. 2017	Rendement absolu	
Fiera Private Lending construction Financing Fund		6,86	–	s. o.	7,06	–	s. o.	22 nov. 2006	Rendement absolu	
Fiera Private Lending Mezzanine Financing Fund		9,99	–	s. o.	10,06	–	s. o.	21 juill. 2015	Rendement absolu	
Fiera Private Lending Business Financing Fund		11,06	–	s. o.	7,07	–	s. o.	6 nov. 2013	Rendement absolu	
<b>Total des actifs sous gestion</b>	<b>136,7</b>									

### Notes :

- L'indice de référence mixte à haut rendement est composé à 85 % de l'indice Merrill Lynch US High Yield Cash Pay BB-B (couvert en \$ CA) et à 15 % de l'indice Merrill Lynch High Yield Cash Pay C (couvert en \$ CA).
- L'indice de référence – équilibré « Core » est composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde ex-Canada net.
- L'indice de référence – équilibré intégré est composé à 2 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 36 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 35 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27 % de l'indice MSCI Monde Tous Pays Net.
- Rendements en dollars américains  
**Renseignements importants :**
  - Tous les rendements sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.
  - Tous les rendements présentés ci-dessus sont annualisés.
  - Tous les rendements, sauf ceux liés aux stratégies de placement non traditionnelles et aux fonds équilibrés, sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, des frais de garde et des retenues fiscales, mais après déduction des coûts de transaction.
  - Les rendements des stratégies de placement non traditionnelles et des fonds équilibrés sont présentés déduction faite des honoraires de gestion, des frais de garde, des honoraires de performance et des retenues fiscales.
  - Les rendements présentés présumant le réinvestissement de tous les dividendes.
  - Les rendements présentés de chacune des stratégies, excepté ceux des stratégies non traditionnelles, témoignent des rendements d'un ensemble de portefeuilles discrétionnaires.
  - Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille discrétionnaire unique ou bien à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.
  - La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.
  - Les fonds composés et les fonds en gestion commune ci-dessus ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société; les actifs sous gestion représentent le montant total géré pour chaque catégorie d'actifs.
  - Les classements par quartile sont fournis par eVestment.

## Résultats financiers

### RÉSULTATS FINANCIERS

Tableau 3 – États consolidés du résultat net et actifs sous gestion aux 31 décembre 2018 et 2017 et au 30 septembre 2018, ainsi que pour les trimestres clos à ces dates.

ACTIFS SOUS GESTION (en millions de dollars)	AUX			VARIATION	
	31 DÉCEMBRE 2018	30 SEPTEMBRE 2018	31 DÉCEMBRE 2017	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE <sup>2)</sup>	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE <sup>2)</sup>
Actifs sous gestion	136 675	143 475	128 901	(6 800)	7 774

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 31 DÉCEMBRE 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 31 DÉCEMBRE 2017	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE <sup>2)</sup>	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE <sup>2)</sup>
<b>Produits</b>					
Honoraires de gestion	128 561	126 936	105 350	1 625	23 211
Honoraires de performance – actifs traditionnels	8 309	1 133	10 039	7 176	(1 730)
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	9 498	41	21 195	9 457	(11 697)
Autres revenus	10 595	8 999	5 462	1 596	5 133
	156 963	137 109	142 046	19 854	14 917
<b>Charges</b>					
Frais de vente et charges générales et administratives	122 440	106 710	109 457	(15 730)	(12 983)
Frais des gestionnaires externes	560	544	404	(16)	(156)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 179	1 091	964	(88)	(215)
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 468	11 834	8 778	(634)	(3 690)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	10 147	5 393	4 835	(4 754)	(5 312)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	8 332	5 978	2 880	(2 354)	(5 452)
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	3 399	871	6 866	(2 528)	3 467
Frais d'acquisition	2 966	2 594	1 679	(372)	(1 287)
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles	26	–	–	(26)	(26)
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	55	1	42	(54)	(13)
Profit (perte) réalisé sur placements	(171)	(3)	(128)	168	43
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	191	–	–	(191)	(191)
Total des charges	161 592	135 013	135 777	(26 579)	(25 815)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	(4 629)	2 096	6 269	(6 725)	(10 898)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(3 056)	969	5 185	4 025	8 241
Résultat net	(1 573)	1 127	1 084	(2 700)	(2 657)
<b>Attribuable :</b>					
Aux actionnaires de la Société	(1 709)	995	763	(2 704)	(2 472)
À la participation ne donnant pas le contrôle	136	132	321	4	(185)
Résultat net	(1 573)	1 127	1 084	(2 700)	(2 657)
<b>PAR ACTION (DE BASE)</b>					
BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	0,41	0,38	0,43	0,03	(0,02)
Résultat net	(0,02)	0,01	0,01	(0,03)	(0,03)
Résultat net ajusté <sup>1)</sup>	0,29	0,29	0,35	–	(0,06)
<b>PAR ACTION (DILUÉ)</b>					
BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	0,41	0,36	0,43	0,05	(0,02)
Résultat net	(0,02)	0,01	0,01	(0,03)	(0,03)
Résultat net ajusté <sup>1)</sup>	0,29	0,27	0,35	0,02	(0,06)

<sup>1)</sup> Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 32.

<sup>2)</sup> POS : positive; NÉG : négative.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

## Résultats financiers

Tableau 4 – États consolidés du résultat net pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	EXERCICES CLOS		VARIATION
	LE 31 DÉCEMBRE 2018	LE 31 DÉCEMBRE 2017	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE <sup>2)</sup>
<b>Produits</b>			
Honoraires de gestion	485 624	405 056	80 568
Honoraires de performance – actifs traditionnels	13 680	13 379	301
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	9 422	21 193	(11 771)
Autres revenus	31 559	19 468	12 091
	<b>540 285</b>	<b>459 096</b>	<b>81 189</b>
<b>Charges</b>			
Frais de vente et charges générales et administratives	425 924	358 454	(67 470)
Frais des gestionnaires externes	1 845	2 176	331
Amortissement des immobilisations corporelles	4 235	3 817	(418)
Amortissement des immobilisations incorporelles	44 813	41 110	(3 703)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	25 355	11 479	(13 876)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	24 497	5 852	(18 645)
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	7 586	15 150	7 564
Frais d'acquisition	11 086	5 434	(5 652)
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	56	522	466
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles	26	371	345
(Profit) perte réalisé sur placements	(145)	(137)	8
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	191	–	(191)
	<b>545 469</b>	<b>444 228</b>	<b>(101 241)</b>
<b>Résultat avant l'impôt sur le résultat</b>	<b>(5 184)</b>	<b>14 868</b>	<b>(20 052)</b>
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(429)	4 156	4 585
<b>Résultat net</b>	<b>(4 755)</b>	<b>10 712</b>	<b>(15 467)</b>
<b>Attribuable :</b>			
Aux actionnaires de la Société	(5 013)	10 671	(15 684)
À la participation ne donnant pas le contrôle	258	41	217
<b>Résultat net</b>	<b>(4 755)</b>	<b>10 712</b>	<b>(15 467)</b>
<b>PAR ACTION (DE BASE)</b>			
BAlIA ajusté <sup>1)</sup>	1,45	1,42	0,03
Résultat net	(0,05)	0,13	(0,18)
Résultat net ajusté <sup>1)</sup>	1,07	1,21	(0,14)
<b>PAR ACTION (DILUÉ)</b>			
BAlIA ajusté <sup>1)</sup>	1,45	1,33	0,12
Résultat net	(0,05)	0,12	(0,17)
Résultat net ajusté <sup>1)</sup>	1,07	1,13	(0,06)

<sup>1)</sup> Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 32.

<sup>2)</sup> POS : positive; NÉG : négative.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

## Résultats financiers

Tableau 5 – Données choisies des états consolidés de la situation financière (en milliers de dollars)

	AU 31 DÉCEMBRE 2018	AU 31 DÉCEMBRE 2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie, trésorerie soumise à des restrictions et placements	58 335	47 417
Débiteurs	148 459	128 398
Autres actifs courants	50 654	10 082
<b>Total des actifs courants</b>	<b>257 448</b>	<b>185 897</b>
Goodwill	631 699	523 885
Immobilisations incorporelles	529 062	462 281
Autres actifs non courants	42 398	32 852
<b>Total des actifs</b>	<b>1 460 607</b>	<b>1 204 915</b>
Créditeurs et charges à payer	144 059	114 008
Autres passifs courants	46 260	39 419
<b>Total des passifs courants</b>	<b>190 319</b>	<b>153 427</b>
Dettes à long terme	421 139	292 417
Débiteures convertibles	79 008	77 461
Obligations au titre du prix d'achat	98 221	58 086
Impôt sur le résultat différé	12 489	16 014
Autres passifs non courants	25 705	15 499
<b>Total des passifs</b>	<b>826 881</b>	<b>612 904</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Attribuables aux actionnaires de la Société	632 958	592 545
Attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	768	(534)
	633 726	592 011
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>1 460 607</b>	<b>1 204 915</b>

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

## Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

### RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – ACTIFS SOUS GESTION ET PRODUITS

#### Actifs sous gestion

Fiera Capital tire ses produits principalement des actifs sous gestion. Ses produits sont, pour la plupart, calculés en pourcentage des actifs sous gestion de la Société. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du montant des nouveaux mandats (« nouveaux »); ii) du montant des retraits (« perdus »); iii) du montant des dépôts et retraits des clients existants (« contributions nettes »); iv) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements (« marché ») et v) des acquisitions d'entreprises (« acquisitions ») ou des cessions d'entreprise (« cessions »). En termes simples, la « variation nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus, des contributions nettes, de la variation des valeurs de marché et de l'incidence des fluctuations des taux de change. De plus, les actifs sous gestion moyens d'une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur de clôture des actifs sous gestion des mois compris dans la période.

Il y a lieu de consulter la note 4 des états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017 pour un complément d'information sur les regroupements d'entreprises et les autres transactions réalisés par Fiera Capital. Il convient d'en faire la lecture conjointement à l'analyse qui suit. Il convient également de se reporter au diagramme sur l'évolution de la Société, à la page 8, pour connaître les détails et le calendrier des acquisitions et des autres transactions commerciales.

Les tableaux 6, 7 et 8 ci-après résument les variations des actifs sous gestion de la Société.

Tableau 6 – Actifs sous gestion<sup>1)</sup> (en millions de dollars)

	TRIMESTRES CLOS		
	LE 31 DÉCEMBRE 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 31 DÉCEMBRE 2017
Actifs sous gestion à l'ouverture de la période	143 475	139 389	123 003
Variation nette	(6 800)	2 252	3 811
Acquisitions	–	1 834	2 087
Actifs sous gestion à la clôture de la période	136 675	143 475	128 901
Actifs sous gestion moyens	137 995	143 314	127 830

<sup>1)</sup> Les actifs sous gestion tiennent compte de l'incidence du change.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 7 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	30 SEPTEMBRE 2018	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITION (CESSION)/ AJUSTEMENTS	31 DÉCEMBRE 2018
Marchés institutionnels	76 373	632	(1 844)	(592)	(4 075)	1 464	–	71 958
Gestion privée	30 976	475	(225)	(448)	(816)	1 355	–	31 317
Marché des conseillers aux investisseurs	36 126	291	(422)	(1 008)	(2 141)	554	–	33 400
Actifs sous gestion à la clôture de la période	143 475	1 398	(2 491)	(2 048)	(7 032)	3 373	–	136 675

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

### *Variations trimestrielles*

Le total des actifs sous gestion a diminué de 6,8 milliards de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 136,7 milliards de dollars au 31 décembre 2018, contre 143,5 milliards de dollars au 30 septembre 2018. Cette diminution s'explique principalement par la dépréciation des marchés de 7,0 milliards de dollars, combinée à des mandats perdus de 2,5 milliards de dollars et à une contribution nette négative de 2,0 milliards de dollars au cours de la période. Ces diminutions des actifs sous gestion ont été en partie contrebalancées par de nouveaux mandats de 1,4 milliard de dollars pour le quatrième trimestre de 2018. Enfin, la fluctuation du taux de change du dollar américain a eu une incidence positive sur les actifs sous gestion de la Société d'environ 3,4 milliards de dollars au cours du quatrième trimestre de 2018. Dans l'ensemble, la correction des marchés des actions mondiales au cours du trimestre a été compensée en partie par les rendements positifs pour les actifs à revenu fixe et les actifs non traditionnels représentant conjointement une pondération de 55 % des actifs sous gestion de la Société.

Les actifs sous gestion du secteur des Marchés institutionnels ont diminué de 4,4 milliards de dollars, ou 6 %, pour s'établir à 72,0 milliards de dollars au 31 décembre 2018, contre 76,4 milliards de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2018. Cette diminution est attribuable à la dépréciation du marché de 4,1 milliards de dollars combinée aux mandats perdus de 1,8 milliard de dollars en raison de clients qui ont consolidé leurs fournisseurs de services de placement ou ont opté pour d'autres catégories d'actifs, conjuguée à des contributions nettes négatives de 0,6 milliard de dollars au cours du trimestre. Ces diminutions ont été contrebalancées en partie par de nouveaux mandats de 0,6 milliard de dollars au cours du trimestre, soit dans les stratégies de placement Équilibré, Actions mondiales, Actions internationales et Alternatives. Enfin les fluctuations du taux de change du dollar américain ont eu une incidence positive d'environ 1,5 milliard de dollars sur les actifs sous gestion pour le trimestre clos le 31 décembre 2018.

Les actifs sous gestion de la clientèle de la Gestion privée ont enregistré une hausse de 0,3 milliard de dollars, ou 1 %, pour atteindre 31,3 milliards de dollars au 31 décembre 2018, contre 31,0 milliards de dollars au trimestre précédent clos le 30 septembre 2018. Cette hausse est avant tout attribuable à l'incidence positive de 1,4 milliard de dollars du taux de change du dollar américain, combinée à de nouveaux mandats de 0,5 milliard de dollars, partiellement contrebalancée par la dépréciation du marché de 0,8 milliard de dollars, ainsi que par des mandats perdus et une contribution nette négative totalisant 0,7 milliard de dollars au cours du trimestre, essentiellement en raison du fait que des clients ont opté pour d'autres catégories d'actifs.

Les actifs sous gestion de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont affiché une baisse de 2,7 milliards de dollars, ou 7 %, pour s'établir à 33,4 milliards de dollars au 31 décembre 2018, contre 36,1 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2018. Cette diminution est principalement attribuable à la dépréciation des marchés de 2,1 milliards de dollars combinée aux mandats perdus et à la contribution nette négative de 1,4 milliard de dollars au cours du trimestre, essentiellement en raison de clients qui ont opté pour d'autres catégories d'actifs. Cette diminution des actifs sous gestion a été en partie contrebalancée par l'incidence positive du taux de change du dollar américain et par de nouveaux mandats de 0,6 milliard de dollars et de 0,3 milliard de dollars, respectivement.

## Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Tableau 8 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variations depuis l'ouverture de l'exercice (en millions de dollars)

	31 DÉCEMBRE 2017	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITION (CESSION)/ AJUSTEMENTS	31 DÉCEMBRE 2018
Marchés institutionnels	68 038	4 643	(4 465)	(1 316)	(2 031)	2 173	4 916	71 958
Gestion privée	26 319	2 417	(875)	(531)	(30)	2 069	1 948	31 317
Marché des conseillers aux investisseurs	34 544	2 248	(1 356)	(891)	(2 025)	880	–	33 400
Actifs sous gestion à la clôture de la période	128 901	9 308	(6 696)	(2 738)	(4 086)	5 122	6 864	136 675

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

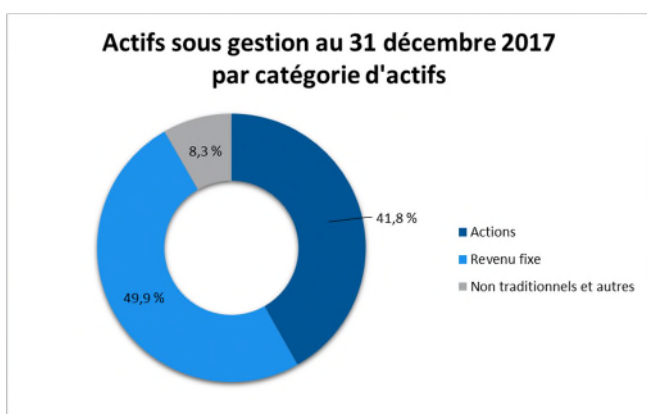
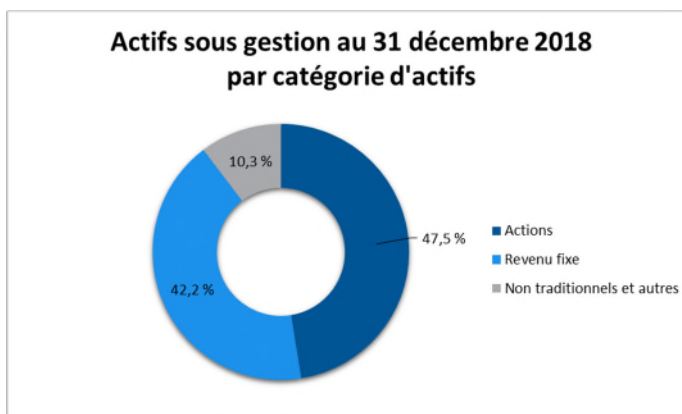
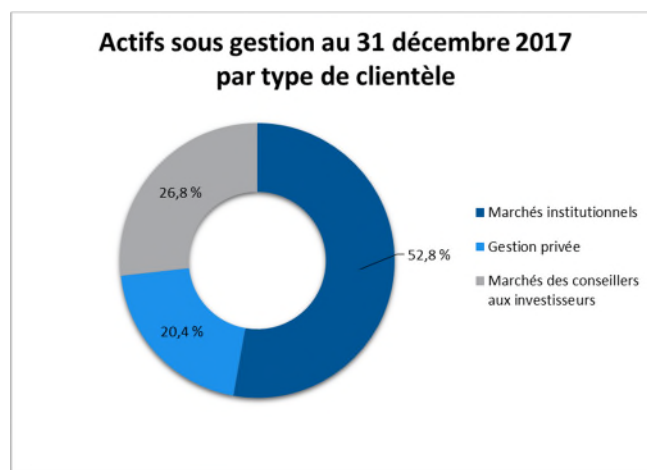
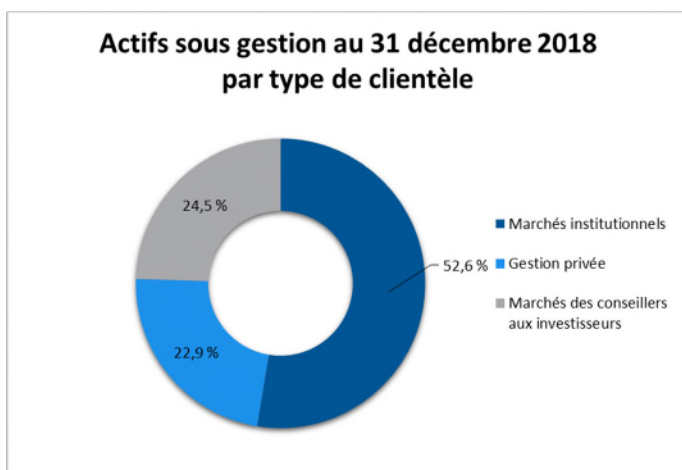
### Variations depuis l'ouverture de l'exercice

Le total des actifs sous gestion a augmenté de 7,8 milliards de dollars, ou 6 %, pour s'établir à 136,7 milliards de dollars au 31 décembre 2018, contre 128,9 milliards de dollars au 31 décembre 2017. Cette augmentation s'explique principalement par des nouveaux mandats de 9,3 milliards de dollars combinés à de nouveaux actifs sous gestion attribuables aux acquisitions de CGOV et de Clearwater ayant ajouté 5,0 milliards de dollars et 1,8 milliard de dollars, respectivement. Ces hausses des actifs sous gestion ont été en partie contrebalancées par des mandats perdus de 6,7 milliards de dollars, par la dépréciation des marchés de 4,1 milliards de dollars et par des contributions nettes négatives de 2,7 milliards de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018. Enfin, la fluctuation du taux de change du dollar américain a eu une incidence favorable d'environ 5,1 milliards de dollars sur les actifs sous gestion au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018.



## Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par catégories de clientèle et par catégories d'actifs au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017, respectivement.



## Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

### Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance et iii) des autres revenus. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque catégorie de clientèle, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Elle classe ses honoraires de performance dans deux catégories : ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement traditionnels et ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement non traditionnels. Les autres revenus se composent principalement des frais de courtage et des honoraires de consultation, dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion, ainsi que des profits ou pertes sur les contrats de couverture de change.

Tableau 9 – Produits – Variations trimestrielles (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 31 DÉCEMBRE 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 31 DÉCEMBRE 2017	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	60 926	58 752	49 023	2 174	11 903
Gestion privée	34 341	33 568	26 461	773	7 880
Marché des conseillers aux investisseurs	33 294	34 616	29 866	(1 322)	3 428
<b>Total des honoraires de gestion</b>	<b>128 561</b>	<b>126 936</b>	<b>105 350</b>	1 625	23 211
Honoraires de performance – actifs traditionnels	8 309	1 133	10 039	7 176	(1 730)
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	9 498	41	21 195	9 457	(11 697)
<b>Total des honoraires de performance</b>	<b>17 807</b>	<b>1 174</b>	<b>31 234</b>	16 633	(13 427)
Autres revenus	10 595	8 999	5 462	1 596	5 133
<b>Total des produits</b>	<b>156 963</b>	<b>137 109</b>	<b>142 046</b>	19 854	14 917

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

### Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, les produits se sont accrus de 15,0 millions de dollars, ou 11 %, pour se fixer à 157,0 millions de dollars, contre 142,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance d'un exercice à l'autre des produits tient principalement de la prise en compte de la croissance interne découlant des efforts de vente, combinée aux produits additionnels émanant du Fonds commun Marchés Émergents de Fiera Capital créé des suites de l'acquisition du Fonds commun Marchés Émergents Asie de City National Rochdale (« la transaction de CNR ») en décembre 2017, des récentes acquisitions de CGOV en mai 2018 et de Clearwater en août 2018. Cette hausse de produits a été en partie contrebalancée par la diminution des honoraires de performance comptabilisés au quatrième trimestre de 2018 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

## Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

---

### *Honoraires de gestion*

Les honoraires de gestion ont monté de 23,2 millions de dollars, ou 22 %, pour atteindre 128,6 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, contre 105,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des honoraires de gestion par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018 ont augmenté de 11,9 millions de dollars, ou 24 %, pour se fixer à 60,9 millions de dollars, comparativement à 49,0 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion tient principalement des produits additionnels attribuables aux acquisitions de CGOV et de Clearwater, combinés à l'augmentation des produits attribuable à la hausse des actifs sous gestion découlant de l'obtention de nouveaux mandats principalement dans la stratégie Actions mondiales, notamment aux États-Unis et au Canada, et de la croissance des stratégies de placement privé alternatives.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 7,8 millions de dollars, ou 29 %, pour s'établir à 34,3 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, contre 26,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique avant tout par l'acquisition de CGOV, combinée à la hausse des actifs sous gestion découlant de l'obtention de nouveaux mandats aux États-Unis.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont progressé de 3,4 millions de dollars, ou 11 %, au cours du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, pour se chiffrer à 33,3 millions de dollars, contre 29,9 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette progression découle essentiellement des produits additionnels découlant de la transaction de CNR.

### *Honoraires de performance*

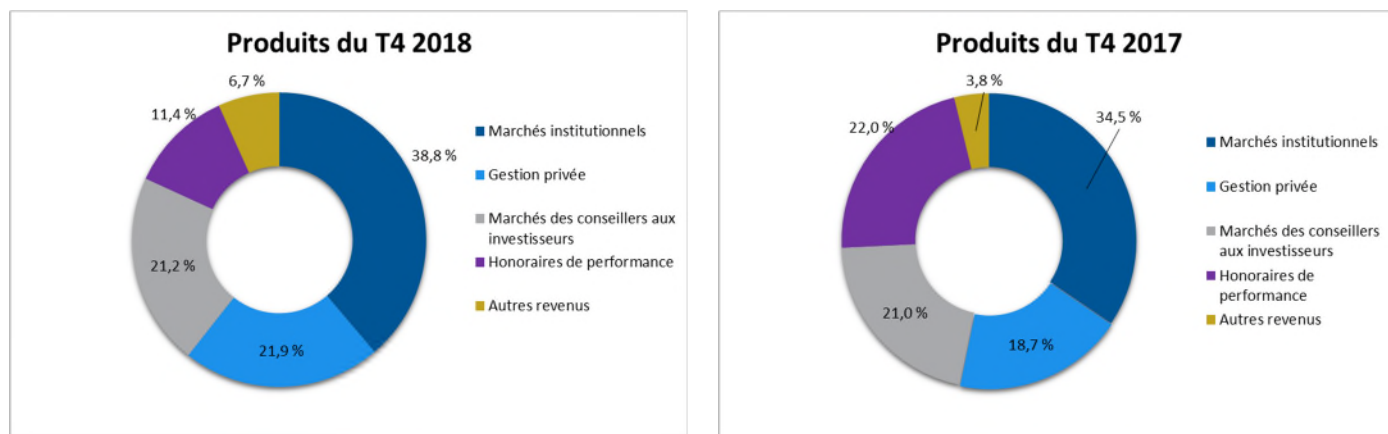
Les honoraires de performance se sont établis à 17,8 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, contre 31,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la performance moindre des fonds des marchés émergents.

### *Autres revenus*

Les autres revenus ont augmenté de 5,1 millions de dollars, ou 93 %, pour s'élever à 10,6 millions de dollars au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, contre 5,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable essentiellement à la hausse des produits au Canada découlant de modifications apportées à la comptabilisation des produits des suites de la récente mise à jour de l'IFRS 15, présentant les produits sur une base brute par opposition au fait qu'ils étaient auparavant présentés sur une base nette dans les charges d'exploitation avec une incidence globale de néant sur le résultat net combinée au volume additionnel émanant des stratégies de placement privé alternatives et à la hausse des autres produits découlant du Fonds Marchés Émergents de Fiera Capital créé en juin 2018 des suites de la transaction de CNR en décembre 2017, facteurs partiellement contrebalancés par une perte de 3,1 millions de dollars sur les contrats de change à terme, comparativement à un profit de 0,9 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

## Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2017.



### Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, les produits ont monté de 19,9 millions de dollars, ou 15 %, pour se fixer à 157,0 millions de dollars, comparativement à 137,1 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2018. Cette montée des produits s'explique surtout par la hausse des honoraires de performance combinée à un trimestre complet pour Clearwater, partiellement contrebalancée par une perte à la couverture comptabilisée au quatrième trimestre, contre un profit comptabilisé au trimestre précédent. Dans l'ensemble, la correction des marchés à la fin du quatrième trimestre de 2018 a eu une incidence négative sur les produits de la Société, qui ont été amoindris par les fluctuations du taux de change ainsi que par la croissance interne de la Société découlant des efforts de vente.

### Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont progressé de 1,7 million de dollars, ou 1 %, pour s'établir à 128,6 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, contre 126,9 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2018. La répartition des honoraires de gestion par catégorie de clientèle se détaille comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 2,1 millions de dollars, ou 4 %, pour s'établir à 60,9 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, contre 58,8 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2018. L'augmentation séquentielle tient surtout d'un trimestre complet de produits découlant de l'acquisition de Clearwater, combiné aux nouveaux mandats aux États-Unis, facteurs partiellement contrebalancés par le reclassement d'un montant de 1,6 million de dollars depuis le secteur Marchés institutionnels de Fiera Immobilier vers le secteur Gestion privée.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée ont progressé de 0,7 million de dollars, ou 2 %, pour s'établir à 34,3 millions de dollars au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, par rapport à 33,6 millions de dollars au trimestre précédent clos le 30 septembre 2018. La progression est principalement attribuable au reclassement d'un montant de 1,6 million de dollars depuis le secteur Marchés institutionnels de Fiera Immobilier contrebalancé en partie par le recul des produits des activités aux États-Unis.

## Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

- Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont diminué de 1,3 million de dollars, ou 4 %, pour s'élever à 33,3 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, contre 34,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2018, ce qui s'explique principalement par la diminution des honoraires de gestion des suites de l'octroi de remboursements à des clients.

### Honoraires de performance

Les honoraires de performance se sont établis à 17,8 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, contre 1,2 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2018. Les honoraires de performance sont habituellement comptabilisés en juin et décembre de chaque année.

### Autres revenus

Les autres revenus ont diminué de 1,6 million de dollars, ou 18 %, pour s'élever à 10,6 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, contre 9,0 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2018. Cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse des produits au Canada découlant d'une modification apportée à la comptabilisation des produits des suites d'une récente mise à jour de l'IFRS 15, présentant les produits sur une base brute par opposition au fait qu'ils étaient auparavant présentés sur une base nette dans les charges d'exploitation avec une incidence globale de néant sur le résultat net, combinée au volume additionnel émanant des stratégies de placement privé alternatives, facteurs partiellement contrebalancés par une perte de 3,1 millions de dollars de couverture comptabilisée au quatrième trimestre, comparativement à un profit de 1,1 million de dollars comptabilisé au trimestre précédent.

Tableau 10 – Produits – Variations depuis l'ouverture de l'exercice (en milliers de dollars)

	EXERCICES CLOS		VARIATION
	LE 31 DÉCEMBRE 2018	LE 31 DÉCEMBRE 2017	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	225 229	185 452	39 777
Gestion privée	124 505	106 599	17 906
Marché des conseillers aux investisseurs	135 890	113 005	22 885
<b>Total des honoraires de gestion</b>	<b>485 624</b>	<b>405 056</b>	<b>80 568</b>
Honoraires de performance – actifs traditionnels	13 680	13 379	301
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	9 422	21 193	(11 771)
<b>Total des honoraires de performance</b>	<b>23 102</b>	<b>34 572</b>	<b>(11 470)</b>
Autres revenus	31 559	19 468	12 091
<b>Total des produits</b>	<b>540 285</b>	<b>459 096</b>	<b>81 189</b>

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

### Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits ont progressé de 81,2 millions de dollars, ou 18 %, pour se fixer à 540,3 millions de dollars, comparativement à 459,1 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette progression d'un exercice à l'autre s'explique surtout par les produits additionnels attribuables au Fonds Marchés Émergents de Fiera Capital créé en juin 2018 par suite de la transaction de CNR en décembre 2017 et aux récentes acquisitions de CGOV et de Clearwater, combinés à la croissance interne découlant des efforts de vente, surtout dans le secteur Marchés

## Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

---

institutionnels, ainsi que par la croissance dans les stratégies de gestion de placement privé alternatives, facteurs contrebalancés par les honoraires de performance comptabilisés en 2018 par rapport à 2017.

### *Honoraires de gestion*

Les honoraires de gestion ont progressé de 80,5 millions de dollars, ou 20 %, pour s'établir à 485,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, contre 405,1 millions de dollars pour l'exercice précédent. L'augmentation par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 39,7 millions de dollars, ou 21 %, pour s'établir à 225,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, contre 185,5 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion tient essentiellement à la hausse des actifs sous gestion découlant de l'obtention de nouveaux mandats dans les stratégies Actions mondiales et les stratégies de placement privé alternatives, combinée aux acquisitions de CGOV et de Clearwater.
- › Les produits tirés de la clientèle de la Gestion privée ont progressé de 17,9 millions de dollars, ou 17 %, pour s'établir à 124,5 millions de dollars à l'exercice clos le 31 décembre 2018, par rapport à 106,6 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette progression s'explique essentiellement par les produits additionnels tirés de l'acquisition de CGOV, combinés à la hausse des produits découlant de la croissance interne découlant des efforts de vente.
- › Les produits tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont augmenté de 22,9 millions de dollars, ou 20 %, pour s'élever à 135,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, contre 113,0 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette augmentation découle essentiellement des produits additionnels tirés du Fonds Marchés Émergents de Fiera Capital créé en juin 2018, des suites de la transaction de CNR en décembre 2017 et de Fiera Capital Europe.

### *Honoraires de performance*

Le total des honoraires de performance s'est chiffré à 23,1 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à 34,6 millions de dollars pour l'exercice précédent, essentiellement en raison de la diminution de la performance des fonds des marchés émergents.

### *Autres revenus*

Les autres revenus ont augmenté de 12,1 millions de dollars, ou 62 %, pour s'élever à 31,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, contre 19,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, surtout grâce aux stratégies de placement privé alternatives et à la hausse des autres revenus découlant du Fonds Marchés Émergents de Fiera Capital créé en juin 2018 des suites de la transaction de CNR en décembre 2017, et à la hausse des produits au Canada attribuable aux changements apportés à la comptabilisation des produits des suites de la récente mise à jour de l'IFRS 15 présentant les produits sur une base brute par opposition au fait qu'ils étaient auparavant présentés sur une base nette dans les charges d'exploitation avec une incidence de néant sur le résultat net, facteur partiellement contrebalancé par une perte de 4,7 millions de dollars sur les contrats de change à terme visant les produits libellés en dollars américains, contre un produit de 2,1 millions de dollars pour la période comparable de l'exercice précédent.

### RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – CHARGES

#### **Frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes**

##### *Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent*

Les frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes ont monté de 13,1 millions de dollars, ou 12 %, pour s'établir à 123,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, contre 109,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse des coûts est surtout imputable à une augmentation de la rémunération variable liée aux ententes de rémunération fondée sur de la trésorerie à long terme conclues avec des professionnels importants du secteur des placements visant à garantir la croissance constante des produits et des stratégies de placement et à y contribuer, combinée à une hausse du volume découlant de la croissance et des acquisitions de la Société.

##### *Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent*

Les frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes ont augmenté de 15,7 millions de dollars, ou 15 %, pour se chiffrer à 123,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, contre 107,3 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2018. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des charges liées aux honoraires de performance, ainsi qu'à l'augmentation du volume découlant de la croissance de la Société.

##### *Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017*

Les frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes ont augmenté de 67,2 millions de dollars, ou 19 %, pour se chiffrer à 427,8 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, contre 360,6 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette augmentation des coûts est imputable au volume accru d'opérations à la suite de la croissance de la Société à l'échelle mondiale ainsi qu'à des hausses de la rémunération variable liée aux ententes de rémunération fondée sur des actions et de la trésorerie à long terme conclues avec des professionnels importants du secteur des placements visant à garantir la croissance constante des produits et des stratégies de placement et à y contribuer.

#### **Dotation aux amortissements**

##### *Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent*

L'amortissement des immobilisations corporelles s'est élevé à 1,2 million de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, ce qui représente une hausse de 0,2 million de dollars, ou 20 %, contre 1,0 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de diverses acquisitions survenues en 2018.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est établi à 12,5 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, ce qui représente une hausse de 3,7 millions de dollars, ou 42 %, contre 8,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse de l'amortissement des immobilisations incorporelles est principalement attribuable aux diverses acquisitions.

## Résultat d'exploitation et performance globale – Charges

---

### *Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent*

L'amortissement des immobilisations corporelles est demeuré relativement stable, à 1,2 million de dollars, pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, comparativement à celui de 1,1 million de dollars du trimestre précédent clos le 30 septembre 2018.

L'amortissement des immobilisations incorporelles a augmenté de 0,7 million de dollars, ou 6 %, pour s'établir à 12,5 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, comparativement à 11,8 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2018. Cette hausse est principalement attribuable à l'acquisition de Clearwater.

### *Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017*

L'amortissement des immobilisations corporelles a progressé de 0,4 million de dollars, ou 11 %, pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, pour atteindre 4,2 millions de dollars, contre 3,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles a augmenté de 3,7 millions de dollars, ou 9 %, pour atteindre 44,8 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, contre 41,1 millions de dollars pour l'exercice précédent.

Il y a lieu de consulter la note 4 des états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017 pour un complément d'information sur l'acquisition des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises et autres transactions.

### ***Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières***

#### *Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent*

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont augmenté de 5,3 millions de dollars, pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, pour se fixer à 10,1 millions de dollars, contre 4,8 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'incidence nette des swaps de devises et de taux, combinée à l'incidence de la réévaluation des instruments financiers libellés en devises, ainsi qu'à une charge d'intérêts plus élevée sur les débetures convertibles et la dette à long terme.

#### *Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent*

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont augmenté de 4,7 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, pour se fixer à 10,1 millions de dollars, contre 5,4 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2018. Cette augmentation est principalement attribuable à l'incidence nette des swaps de devises et de taux d'intérêt, combinée à l'incidence de la réévaluation des instruments financiers libellés en devises, ainsi qu'à une hausse de la charge d'intérêts sur la dette à long terme.



## Résultat d'exploitation et performance globale – Charges

---

### *Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017*

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont augmenté de 13,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, pour se fixer à 25,4 millions de dollars, contre 11,5 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'incidence nette des swaps de devises et de taux d'intérêt combinée à l'incidence de la réévaluation des instruments financiers libellés en devises, ainsi qu'à une hausse des charges d'intérêt sur les débetures convertibles et des intérêts sur la dette.

### **Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat**

#### *Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent*

Une charge de 8,3 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, en regard d'une charge de 2,9 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout attribuable à la transaction de CNR et aux hausses de produits connexes.

#### *Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent*

Une charge de 8,3 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, en regard d'une charge de 6,0 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2018. La hausse est principalement attribuable à l'acquisition de Clearwater.

### *Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017*

Une charge de 24,5 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, en regard d'une charge de 5,9 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette hausse est principalement imputable à la transaction de CNR survenue en 2017 et à l'acquisition de Clearwater en 2018.

### **Frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts**

#### *Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent*

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont diminué de 2,1 millions de dollars, ou plus de 25 %, pour s'établir à 6,4 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, contre 8,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement attribuable au recul des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, partiellement contrebalancé par la hausse des coûts d'acquisition au cours du quatrième trimestre de 2018, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

## Résultat d'exploitation et performance globale – Charges

---

### *Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent*

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont augmenté de 2,9 millions de dollars, ou de 83 %, pour s'établir à 6,4 millions de dollars pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, contre 3,5 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2018. Cette augmentation est essentiellement attribuable aux coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts plus élevés au quatrième trimestre de 2018 par rapport au trimestre précédent clos le 30 septembre 2018.

### *Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017*

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont diminué de 1,9 million de dollars, ou 9 %, pour s'établir à 18,7 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, contre 20,6 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à la diminution des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts partiellement contrebalancée par la hausse des frais d'acquisition pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 par rapport à l'exercice précédent.

### RÉSULTAT NET

#### *Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent*

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (1,7) million de dollars, ou (0,02) \$ par action (de base et dilué), contre 0,8 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement imputable à une charge de désactualisation plus élevée et à la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat de 5,5 millions de dollars ayant principalement trait à la transaction de CNR, compensée en partie par la hausse des produits attribuable au volume plus élevé et aux acquisitions.

#### *Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent*

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (1,7) million de dollars, ou (0,02)\$ par action (de base et dilué), contre un résultat net de 1,0 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué) pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2018. Le résultat net observé au cours du trimestre découle principalement de l'augmentation de la charge de désactualisation et de la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat ayant trait à la transaction de CNR, combinée à la hausse des intérêts sur la dette et à l'amortissement des immobilisations incorporelles, facteurs partiellement compensés par une hausse des produits attribuable au volume plus élevé et aux acquisitions.

#### *Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017*

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a comptabilisé un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (5,0) millions de dollars, ou (0,05) \$ par action (de base et dilué), contre 10,7 millions de dollars, ou 0,13 \$ par action (de base) et 0,12 \$ par action (dilué) pour l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable à l'augmentation de la charge de désactualisation et de la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat de 18,6 millions de dollars ayant trait à la transaction de CNR, compensée en partie par la hausse des produits attribuable aux efforts de vente, à l'appréciation des marchés et aux acquisitions.

### MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer sa capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement.

Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de l'importante charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires.

La Société définit le **BAIIA** comme étant le résultat net avant intérêts, impôts sur le résultat et amortissements (BAIIA). Le **BAIIA ajusté** correspond au BAIIA, ajusté pour tenir compte des frais d'acquisition, des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la perte réalisée (du profit réalisé) sur les placements, de la perte découlant de la cession des participations dans des filiales, du profit sur la cession des participations dans une coentreprise, de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente, de la quote-part du résultat net des coentreprises et des charges de rémunération fondée sur des actions.

La Société estime que le BAIIA et le BAIIA ajusté lui sont utiles en ce qu'ils lui permettent d'évaluer sa performance d'exploitation de base d'une période à l'autre sans les variations causées par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société considère que ses activités d'exploitation de base sont la gestion d'actifs, les conseils en placement et les services connexes. Les coûts liés aux initiatives stratégiques comme les acquisitions d'entreprises, l'intégration d'entreprises acquises et la restructuration ne sont pas considérés comme des coûts de base. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers entre les périodes et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités de base.

La Société définit **la marge du BAIIA ajusté** comme étant le ratio du BAIIA ajusté aux produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

## Mesures non conformes aux IFRS

### BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté par action<sup>1)</sup> de la Société pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, ainsi que pour le trimestre clos le 30 septembre 2018.

Tableau 11 – BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			EXERCICES CLOS	
	LE 31 DÉCEMBRE 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 31 DÉCEMBRE 2017	LE 31 DÉCEMBRE 2018	LE 31 DÉCEMBRE 2017
Résultat net	(1 573)	1 127	1 084	(4 755)	10 712
BAIIA	19 165	20 414	20 846	69 219	71 274
BAIIA ajusté	39 322	36 620	36 056	137 483	116 753
Par action (de base)	0,41	0,38	0,43	1,45	1,42
Par action (dilué)	0,41	0,36	0,43	1,45	1,33

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

#### Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, le BAIIA ajusté a été en hausse de 3,2 millions de dollars, ou 9 %, pour atteindre 39,3 millions de dollars, ou 0,41 \$ par action (de base et dilué), contre 36,1 millions de dollars, ou 0,43 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018 a augmenté essentiellement du fait de la transaction de CNR et de l'acquisition de CGOV, combinées aux produits tirés du déploiement des stratégies de placement privé alternatives. Cette hausse des produits a été contrebalancée en partie par la hausse de l'ensemble des charges d'exploitation nécessaires pour soutenir la croissance des activités de la Société et l'expansion de celle-ci.

#### Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, le BAIIA ajusté a progressé de 2,7 millions de dollars, ou 7 %, pour s'établir à 39,3 millions de dollars, soit 0,41 \$ par action (de base et dilué), contre 36,6 millions de dollars, ou 0,38 \$ par action (de base) et 0,36 \$ par action (dilué), au trimestre précédent clos le 30 septembre 2018. Cette progression séquentielle du BAIIA ajusté est avant tout attribuable à la hausse des produits contrebalancée en partie par la hausse des frais de vente et charges générales et administratives nécessaires pour soutenir la croissance des activités de la Société.

#### Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le BAIIA ajusté a progressé de 20,7 millions de dollars, ou 18 %, pour s'établir à 137,5 millions de dollars, soit 1,45 \$ par action (de base et dilué), contre 116,8 millions de dollars, ou 1,42 \$ par action (de base) et 1,33 \$ par action (dilué), pour l'exercice précédent.

## Mesures non conformes aux IFRS

---

Cette progression du BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 est avant tout attribuable à la transaction de CNR en décembre 2017 et de CGOV en mai 2018, combinées à une hausse des produits découlant de la croissance interne attribuable aux efforts de vente stimulés par la collaboration des membres de notre équipe de distribution à l'échelle mondiale. Cette progression a été en partie annulée par une augmentation de la rémunération variable liée aux ententes de trésorerie à long terme conclues avec des professionnels importants du secteur des placements visant à garantir la croissance constante des produits et des stratégies de placement et à y contribuer et par des charges d'exploitation plus élevées nécessaires pour soutenir la croissance des activités de la Société et l'expansion de celle-ci.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du BAIIA ajusté par action et de la marge du BAIIA ajusté avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

## Mesures non conformes aux IFRS

Tableau 12 – Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T4 2018	T3 2018	T2 2018	T1 2018	T4 2017	T3 2017	T2 2017	T1 2017
<b>Résultat net</b>	<b>(1 573)</b>	<b>1 127</b>	<b>(2 215)</b>	<b>(2 093)</b>	<b>1 084</b>	<b>4 771</b>	<b>504</b>	<b>4 353</b>
Impôt sur le résultat (recouvrement)	(3 056)	969	1 641	17	5 185	(263)	(797)	32
Amortissement des immobilisations corporelles	1 179	1 091	1 018	947	964	976	956	931
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 468	11 834	10 488	10 022	8 778	10 487	10 900	10 935
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	10 147	5 393	5 054	4 761	4 835	2 641	1 827	2 177
<b>BAIIA</b>	<b>19 165</b>	<b>20 414</b>	<b>15 986</b>	<b>13 654</b>	<b>20 846</b>	<b>18 612</b>	<b>13 390</b>	<b>18 428</b>
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	3 399	871	2 389	928	6 866	2 357	4 851	1 076
Frais d'acquisition	2 966	2 594	2 508	3 018	1 679	378	1 659	1 718
Désactualisation et variation de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat	8 332	5 978	5 720	4 467	2 880	375	1 289	1 308
Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements	(171)	(3)	2	27	(128)	2	(8)	(4)
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles et corporelles	81	1	–	–	42	480	371	–
Réévaluation des actifs détenus à des fins de vente	191	–	–	–	–	–	–	–
Rémunération fondée sur des actions	5 359	6 765	6 098	6 745	3 871	4 816	6 928	2 673
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>39 322</b>	<b>36 620</b>	<b>32 703</b>	<b>28 839</b>	<b>36 055</b>	<b>27 020</b>	<b>28 480</b>	<b>25 199</b>
<b>PRODUITS</b>	<b>156 963</b>	<b>137 109</b>	<b>126 232</b>	<b>119 981</b>	<b>142 056</b>	<b>107 127</b>	<b>109 349</b>	<b>100 574</b>
Marge du BAIIA ajusté	25,1 %	26,7 %	25,9 %	24,0 %	25,4 %	25,2 %	26,0 %	25,1 %
<b>BAIIA ajusté par action</b>								
De base	0,41	0,38	0,35	0,32	0,43	0,33	0,35	0,31
Dilué	0,41	0,36	0,35	0,32	0,43	0,32	0,34	0,30

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

La Société définit le **résultat net ajusté** comme étant le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté afin de tenir compte de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des éléments de rémunération fondée sur des actions, ainsi que des frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts après impôt, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la désactualisation du taux d'intérêt effectif sur les obligations convertibles, du profit sur la cession de la participation dans une coentreprise après impôt et de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente après impôt, de la perte après impôt découlant de la cession de la participation dans des filiales et d'un profit après impôt sur la réévaluation des obligations au titre du prix d'achat et du profit après impôt sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise de même que de l'incidence de la ratification de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act* en 2017.

La version modifiée de la définition du résultat net ajusté, laquelle a pris effet le 31 décembre 2017, ne comporte plus d'ajustement pour tenir compte des variations après impôt de la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir la Société contre l'exposition au risque de taux d'intérêt ou au risque de change. Cette modification a été apportée pour comptabiliser le profit ou la perte sur ces instruments financiers dérivés dans le résultat net, selon la nature de l'élément couvert. Les données comparatives préalables au 31 décembre 2017 portant sur le résultat net ajusté et le résultat net ajusté par action (de base et dilué) ont été retraitées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

Avec prise d'effet au 31 mars 2018, la Société a modifié la définition du résultat net ajusté pour tenir compte de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat. Également, avec prise d'effet au 30 septembre 2018, la société a modifié la définition du résultat net ajusté pour tenir compte de la désactualisation du taux d'intérêt effectif sur les obligations convertibles. Les charges de désactualisation ainsi que les profits et les pertes comptabilisés dans la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat découlent des accords portant sur la contrepartie conditionnelle, en général dans le cas de regroupements d'entreprises qui sont considérées comme des activités secondaires. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle est évaluée à chaque date de clôture et elle est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation qui utilisent les flux de trésorerie nets prévus actualisés en fonction de la valeur actualisée. La charge de désactualisation (soit la charge d'intérêts hors trésorerie) fait passer la valeur actualisée des obligations au titre du prix d'achat à sa valeur future au fil du temps. L'ajustement de la charge de désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat découlant du résultat net ajusté permettent de mieux comparer les résultats financiers entre les périodes lorsque les hypothèses portant sur l'évaluation utilisées par la direction peuvent présenter une certaine volatilité des résultats. Les chiffres comparatifs préalables au 30 septembre 2018 pour le résultat net ajusté et le résultat net par action (de base et dilué) ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation de la période à l'étude.

La Société estime que le résultat net ajusté lui est utile en ce qu'il lui permet d'évaluer sa performance globale d'une période à l'autre sans la variation causée par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers d'une période à l'autre et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas nécessairement qu'ils ne sont pas récurrents.

### **Résultat net ajusté**

Le tableau suivant présente respectivement le résultat net et le résultat net ajusté de la Société pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, ainsi que pour le trimestre clos le 30 septembre 2018.



## Mesures non conformes aux IFRS

Tableau 13 – Résultat net et résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			EXERCICES CLOS	
	LE 31 DÉCEMBRE 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 31 DÉCEMBRE 2017	LE 31 DÉCEMBRE 2018	LE 31 DÉCEMBRE 2017
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(1 709)	995	763	(5 013)	10 671
Amortissement des immobilisations corporelles	1 179	1 091	964	4 235	3 817
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 468	11 834	8 778	44 813	41 110
Rémunération fondée sur des actions <sup>*)</sup>	5 359	6 765	3 871	24 967	18 287
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts <sup>*)</sup>	3 399	871	6 866	7 586	15 150
Frais d'acquisition <sup>*)</sup>	2 966	2 594	1 679	11 086	5 434
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et intérêt effectif sur les obligations convertibles <sup>*)</sup>	8 692	6 285	2 880	25 819	5 852
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente <sup>*)</sup>	191	–	–	191	–
Incidence de la loi américaine <i>Tax Cuts and Jobs Act</i> sur l'impôt sur le résultat futur	–	–	6 017	–	6 017
Déduire : Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus <sup>*)</sup>	4 294	2 902	2 580	12 447	7 084
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	28 251	27 533	29 238	101 237	99 254
Par action (de base)					
Résultat net	(0,02)	0,01	0,01	(0,05)	0,13
Résultat net ajusté	0,29	0,29	0,35	1,07	1,21
Par action (dilué)					
Résultat net	(0,02)	0,01	0,01	(0,05)	0,12
Résultat net ajusté	0,29	0,27	0,35	1,07	1,13

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

### Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 28,3 millions de dollars, ou 0,29 \$ par action (de base et dilué), pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, contre 29,2 millions de dollars, ou 0,35 \$ par action (de base et dilué), pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017. Le résultat net ajusté pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 reflétait le résultat net, compte non tenu de l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et de la rémunération fondée sur des actions de 19,0 millions de dollars, ou 0,20 \$ par action (de base et dilué), ainsi que des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts de 11,0 millions de dollars, ou 0,11 \$ par action (de base et dilué), d'une charge de désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, d'une charge de désactualisation liée aux intérêts effectif sur les obligations convertibles et de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente, compte tenu de l'impôt sur le résultat.

### Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2018, la Société a comptabilisé un résultat net ajusté de 28,3 millions de dollars, ou 0,29 \$ par action (de base et dilué), soit une hausse de 0,1 million de dollars par rapport à celui inscrit pour le trimestre précédent clos le 30 septembre 2018, qui s'était établi à 27,5 millions de dollars, ou 0,29 \$ par action (de base) et 0,27 \$ par action (dilué). Cette hausse s'explique en grande partie par une augmentation des produits imputable aux honoraires de performance et aux honoraires de gestion plus élevés, contrebalancée en partie par une diminution des charges d'exploitations nécessaires pour soutenir la croissance de la Société.

## Mesures non conformes aux IFRS

---

### *Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017*

Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 101,2 millions de dollars, ou 1,07 \$ par action (de base et dilué), pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, contre 99,3 millions de dollars, ou 1,21 \$ par action (de base) et 1,13 \$ par action (dilué), pour l'exercice 2017. Le résultat net ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 reflétait le résultat net, compte non tenu de l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et de la rémunération fondée sur des actions de 74,0 millions de dollars, ou 0,78 \$ par action (de base et dilué), et des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts de 32,2 millions de dollars, ou 0,34 \$ par action (de base et dilué), d'une charge de désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, d'une charge de désactualisation liée aux intérêts sur les obligations convertibles et de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente, compte tenu de l'impôt sur le résultat.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat net ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

## Mesures non conformes aux IFRS

Tableau 14 – Rapprochement du résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T4 2018	T3 2018	T2 2018	T1 2018	T4 2017	T3 2017	T2 2017	T1 2017
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(1 709)	995	(2 106)	(2 193)	763	4 603	877	4 428
Amortissement des immobilisations corporelles	1 179	1 091	1 018	947	964	976	956	931
Amortissement des immobilisations incorporelles	12 468	11 834	10 488	10 022	8 778	10 487	10 900	10 935
Rémunération fondée sur des actions *)	5 359	6 765	6 098	6 745	3 871	4 816	6 928	2 673
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts*)	3 399	871	2 389	928	6 866	2 357	4 851	1 076
Frais d'acquisition*)	2 966	2 594	2 508	3 018	1 679	378	1 659	1 718
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et intérêt effectif sur les obligations convertibles*)	8 692	6 285	6 058	4 784	2 880	375	1 289	1 308
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente*)	191	–	–	–	–	–	–	–
Incidence de la loi américaine <i>Tax Cuts and Jobs Act</i> sur l'impôt sur le résultat futur	–	–	–	–	6 017	–	–	–
Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus <sup>1)</sup>	4 294	2 902	2 661	2 590	2 580	933	2 340	1 231
<b>Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société</b>	<b>28 251</b>	<b>27 533</b>	<b>23 792</b>	<b>21 661</b>	<b>29 238</b>	<b>23 059</b>	<b>25 120</b>	<b>21 838</b>
Par action (de base)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01	0,06	0,01	0,05
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	0,29	0,29	0,26	0,24	0,35	0,28	0,31	0,27
Par action (dilué)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01	0,05	0,01	0,05
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	0,29	0,27	0,26	0,24	0,35	0,27	0,30	0,26

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

## Situation de trésorerie et sources de financement

### SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

#### Flux de trésorerie

En plus des charges d'exploitation, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, au service de la dette, aux dépenses d'investissement et aux acquisitions d'entreprises.

Selon les projections actuelles, nous prévoyons disposer de ressources financières suffisantes (grâce essentiellement à l'utilisation de nos entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation, à des emprunts, à des facilités de crédit et à l'émission de capital social) pour financer notre plan d'affaires, répondre à nos besoins en fonds de roulement et maintenir un niveau de dépenses approprié.

Le tableau suivant présente un complément d'information sur les flux de trésorerie de Fiera Capital.

Tableau 15 – Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	EXERCICES CLOS	
	LE 31 DÉCEMBRE 2018	LE 31 DÉCEMBRE 2017
Entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	106 294	92 524
(Sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	(110 745)	(24 062)
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités de financement	16 811	(65 887)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	12 360	2 575
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	(973)	(1 606)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	41 079	40 110
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	52 466	41 079

#### Activités depuis le début de l'exercice

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 106,3 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Ce montant découle essentiellement des entrées de trésorerie de 107,7 millions de dollars liées au résultat net ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, de la rémunération fondée sur des actions, de la désactualisation des obligations au titre du prix d'achat, des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, des intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières, de la charge d'impôt sur le résultat et de l'impôt sur le résultat payé, combinés à l'incidence positive de la variation des autres passifs non courants de 1,6 million de dollars, facteurs contrebalancés en partie par la variation négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 2,9 millions de dollars (voir la note 22 des états financiers consolidés audités pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017).

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 110,7 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, en raison essentiellement de 53,7 millions de dollars liés aux acquisitions de CGOV et de Clearwater et de 11,3 millions de dollars liés à l'acquisition d'immobilisations incorporelles, combinés à des sorties de 25,1 millions de dollars liés au règlement des ajustements et des obligations au titre du prix d'achat, à des sorties de 18,0 millions de dollars liées aux activités d'investissement de départ et à des sorties de 2,5 millions de dollars pour l'achat d'immobilisations corporelles au cours de la période.

## Situation de trésorerie et sources de financement

---

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 16,8 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, en raison principalement de la hausse de la dette à long terme de 109,3 millions de dollars et d'une émission d'actions de 3,2 millions de dollars, partiellement compensées par des versements de dividendes totalisant 73,6 millions de dollars, des paiements d'intérêts sur la dette à long terme de 22,4 millions de dollars et des charges de financement de 1,0 million de dollars, liées à l'apport des participations ne donnant pas le contrôle au cours de la période.

L'incidence négative des fluctuations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères se chiffrait à 1,0 million de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

### *Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017*

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 106,3 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à des entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation de 92,5 millions de dollars pour l'exercice précédent. La variation positive découle principalement de la hausse de 20,7 millions de dollars du BAIIA ajusté d'un exercice sur l'autre, tel qu'il est décrit à la rubrique **BAIIA ajusté**, combinée à l'écart positif de 2,4 millions de dollars lié aux profits (pertes) réalisés et non réalisés sur les instruments financiers, contrebalancés en partie par l'incidence négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 9,2 millions de dollars.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 110,7 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, en regard de 24,1 millions de dollars pour l'exercice précédent. La hausse s'explique surtout par les sorties de trésorerie liées à l'augmentation des activités d'acquisition d'entreprises de 53,7 millions de dollars, combinées à la hausse des sorties de trésorerie aux fins du règlement de l'ajustement et des obligations au titre du prix d'achat de 21,7 millions de dollars et à la hausse des sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement de départ de 23,0 millions de dollars, contrebalancées en partie par les sorties de trésorerie moindres pour l'acquisition des immobilisations incorporelles de 10,2 millions de dollars.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 16,8 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, alors que des sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement de 65,9 millions de dollars avaient été comptabilisées pour l'exercice précédent. L'écart d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable à un montant additionnel de 58,8 millions de dollars lié à des emprunts et à l'émission d'actions en 2018 des suites de diverses acquisitions, comparativement à des activités de remboursement de la dette, d'émission d'actions et d'émission de débentures convertibles en 2017, conjugué à l'incidence positive de la contribution des participations ne donnant pas le contrôle de 37,4 millions de dollars et de l'incidence positive d'un montant de 7,8 millions de dollars lié au règlement d'instruments financiers dérivés. Cette augmentation des entrées de trésorerie liées aux activités de financement a été en partie contrebalancée par la hausse des versements de dividendes de 15,3 millions de dollars et par les intérêts plus élevés de 4,7 millions de dollars payés en 2018, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

L'incidence des variations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères a eu une incidence défavorable de 1,0 million de dollars sur les flux de trésorerie de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, contre une incidence défavorable de 1,6 million de dollars pour l'exercice précédent.

## Situation de trésorerie et sources de financement

### *Dette à long terme*

Tableau 16 – Facilité de crédit (en milliers de dollars)

	AU 31 DÉCEMBRE 2018	AU 31 DÉCEMBRE 2017
Facilité de crédit		
Facilité à terme	–	156 813
Facilité renouvelable	422 805	136 725
Autres facilités	919	1 585
Charges de financement différées	(2 197)	(1 352)
	421 527	293 771
Moins la partie courante	(388)	(1 354)
Partie non courante	421 139	292 417

### *Facilité de crédit*

Le 28 mai 2018, la Société a conclu la cinquième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit ») avec un consortium de prêteurs composé de banques canadiennes. La facilité est utilisée aux fins générales de la Société. Elle comprend une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 600 millions de dollars (la « facilité ») et peut être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains.

Selon les modalités de l'entente de crédit, aucun versement minimal n'est prévu jusqu'au 30 juin 2022, date à laquelle le montant prélevé est remboursable intégralement. En tout temps, sous réserve de certaines conditions, la Société peut demander une augmentation de la limite maximale disponible aux termes de la facilité de 200 millions de dollars canadiens, sous réserve de l'acceptation des prêteurs individuels constituant le consortium bancaire. L'entente de crédit permet le report de la date d'échéance de la facilité un an à la fois, à la demande de la Société et sous réserve de l'acceptation d'un groupe de prêteurs au sein du consortium bancaire dont les engagements totalisent plus de 66 ⅔ %, et ce, sous réserve de certaines modalités.

La facilité porte intérêt à taux variable, à régler mensuellement, en fonction de la monnaie dans laquelle la somme est prélevée et du taux fondé sur le ratio trimestriel de la dette à long terme sur le BAIIA défini dans l'entente de crédit. Le taux d'intérêt est fondé sur le taux préférentiel canadien majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 % ou, au gré de la Société pour les sommes prélevées en dollars américains, fondé soit sur le taux de base des États-Unis majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 %, soit sur le TIOL majoré d'un écart se situant entre 1,0 % et 2,5 %.

Avant le 28 mai 2018, la quatrième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit précédente ») comprenait une facilité de crédit à terme (non renouvelable) de 125 millions de dollars américains et une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 350 millions de dollars canadiens pouvant être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains.

Selon les modalités de l'ancienne entente de crédit, aucun versement minimal n'était prévu sur la facilité à terme jusqu'au 31 mai 2019, et jusqu'au 25 mars 2020 sur la facilité renouvelable, dates auxquelles les montants prélevés étaient remboursables intégralement. Le 28 mai 2018, la facilité de crédit à terme a été résiliée et les soldes prélevés à cette date ont été convertis et transférés dans la facilité.

## Situation de trésorerie et sources de financement

---

Aucun changement n'a été apporté aux taux d'intérêt applicables sur la facilité de crédit précédente. Au 31 décembre 2018, le montant total prélevé sur la facilité comprenait des montants de 123,5 millions de dollars canadiens et de 219,4 millions de dollars américains (299,305 millions de dollars canadiens) (74 millions de dollars canadiens et 50 millions de dollars américains (62,725 millions de dollars canadiens) sur la facilité de crédit renouvelable, et 125 millions de dollars américains (156,813 millions de dollars canadiens) sur la facilité à terme conformément à l'entente de crédit précédente au 31 décembre 2017).

La renégociation de l'entente de crédit a été traitée à titre de modification aux termes de l'IFRS 9, *Instruments financiers* et les frais de transaction de 1,466 million de dollars liés à la facilité et de 1,034 million de dollars liés à l'entente de crédit précédente ont été incorporés à la facilité à titre de dette à long terme dans les états consolidés de la situation financière consolidés.

Selon les modalités de l'entente de crédit et de l'ancienne entente de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Ces restrictions visent le maintien d'un ratio maximum de la dette à long terme sur le BAIIA et d'un ratio minimum de couverture des intérêts, tel qu'ils sont définis dans l'entente de crédit et dans l'ancienne entente de crédit. Le BAIIA, mesure financière non conforme aux IFRS, inclut le résultat consolidé avant les intérêts, l'impôt sur le résultat, les amortissements et d'autres éléments hors trésorerie, et ne tient pas compte des éléments extraordinaires et inhabituels, y compris les éléments non récurrents et certaines obligations au titre du prix d'achat ainsi que certains autres ajustements définis dans l'entente de crédit. Au 31 décembre 2018, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives aux termes de l'entente de crédit et celles-ci étaient également respectées au 31 décembre 2017 selon les modalités de l'ancienne entente de crédit. L'entente de crédit comporte également des clauses restrictives qui limitent la capacité de la Société et de certaines de ses filiales définies précisément dans l'entente de crédit comme étant les emprunteurs, et par conséquent les garants de la facilité, à effectuer certains types de transactions et impose ainsi certaines restrictions d'exploitation et de financement sur ces entités.

### *Autres facilités*

Au 31 décembre 2018, une des filiales de la Société a un emprunt bancaire à rembourser de 0,231 million de dollars à l'égard duquel des paiements trimestriels de 0,131 million de dollars canadiens sont requis (0,756 million de dollars canadiens et 0,131 millions de dollars canadiens au 31 décembre 2017, respectivement). L'emprunt porte intérêt au taux préférentiel majoré d'un taux se situant entre 0,25 % et 1,25 % qui s'applique en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA (mesure financière non conforme aux IFRS définie dans la convention d'emprunt) et vient à échéance le 30 juin 2019. Toutes les exigences portant sur les clauses restrictives de la dette étaient respectées aux 31 décembre 2018 et 2017. En mars 2017, cette filiale a modifié son entente de crédit pour inclure une facilité de crédit-bail. Au 31 décembre 2018, l'encours de cet emprunt est de 0,688 million de dollars canadiens (0,829 million de dollars canadiens au 31 décembre 2017) et des mensualités de 0,015 million de dollars canadiens sont exigées. Au 31 décembre 2018, les parties courante et non courante de l'emprunt se sont établies à 0,157 million de dollars et à 0,531 million de dollars, respectivement. Cette filiale dispose également d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,750 million de dollars canadiens portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 % à 1 % qui s'applique en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA sans date d'échéance fixe. Au 31 décembre 2018, la filiale n'avait prélevé aucun montant sur sa ligne de crédit (néant au 31 décembre 2017).

En janvier 2019, cette filiale a remboursé les soldes d'emprunt bancaire et de crédit-bail lesquels totalisaient, au 31 décembre 2018, 0,231 million de dollars et 0,688 million de dollars, respectivement.

Une autre filiale de la Société dispose d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,95 million de dollars canadiens portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,50 %, sans date d'échéance fixe. Au 31 décembre 2018, la filiale n'avait prélevé aucun montant sur la ligne de crédit (néant au 31 décembre 2017).

## Situation de trésorerie et sources de financement

### Débtures convertibles

Tableau 17 – Débtures convertibles (en milliers de dollars)

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017
	\$	\$
Valeur nominale	86 250	86 250
Moins :		
Frais d'émission <sup>1)</sup>	(4 031)	(4 269)
Composante capitaux propres (déduction faite des frais d'émission de 224 \$)	(4 568)	(4 555)
Charge de désactualisation sur la composante capitaux propres	1 357	35
Solde à la clôture de l'exercice	79 008	77 461

<sup>1)</sup> Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a révisé les frais d'émission et le taux d'intérêt effectif pour rendre compte des écarts entre les frais d'émission estimatifs à la date d'émission des débtures convertibles non garanties et les factures ultérieurement reçues.

Le 21 décembre 2017, la Société a émis 86 250 débtures convertibles non garanties à 5 % venant à échéance le 23 juin 2023, pour un produit brut de 86,25 millions de dollars canadiens. L'intérêt est payable semestriellement, à terme échu, les 30 juin et 31 décembre de chaque année, à compter du 30 juin 2018. Les débtures sont convertibles au gré du porteur, à un prix de conversion de 18,85 \$ par action de catégorie A avec droit de vote subalterne (les « actions de catégorie A »). Les débtures convertibles pourront être rachetées par la Société à compter du 30 juin 2021, mais avant le 30 juin 2022, à un prix de 0,001 million de dollars par débenture convertible, majoré de l'intérêt couru, mais non payé (pourvu que le cours moyen pondéré des actions de catégorie A à la TSX ne soit pas inférieur à 125 % du prix de conversion de 18,85 \$ par action au cours des 20 jours de bourse consécutifs se terminant 5 jours avant la date à laquelle l'avis de remboursement est donné). À compter du 30 juin 2022, mais avant la date d'échéance, la Société peut effectuer des remboursements au plus 60 jours, mais au moins 30 jours, avant l'avis, au prix de 0,001 million de dollars par débenture convertible, majoré de l'intérêt couru, mais non payé.

En 2017, le produit de l'émission des débtures convertibles a servi au financement de la tranche de trésorerie requise pour racheter la participation ne donnant pas le contrôle restante de 45,0 % dans Fiera immobilier, à la réduction de l'endettement aux termes de la facilité de crédit et aux fins générales de l'entreprise.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, un montant de 4,431 millions de dollars (néant en 2017) a été versé au titre des intérêts en trésorerie courus depuis l'émission des débtures convertibles non garanties jusqu'au 31 décembre 2018.

### Capital social

Au 31 décembre 2018, la Société avait 77 556 288 actions de catégorie A et 19 412 401 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 96 968 689 actions en circulation, contre 70 249 199 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et 19 444 490 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 89 693 689 actions en circulation au 31 décembre 2017.

### Gestion du capital

Le capital de la Société se compose du capital social, des résultats non distribués (du déficit), de la dette à long terme et des débtures convertibles, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par les prêteurs. Aux 31 décembre 2018 et 2017, la Société et une de ses filiales assujetties aux calculs de l'excédent du fonds de roulement, établi sur une base non consolidée, conformément au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription, se sont conformées à leurs calculs respectifs. La Société et ses filiales se sont également conformées à leurs clauses restrictives aux termes des différentes facilités de crédit.



## Situation de trésorerie et sources de financement

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre des actions ou procéder à l'émission ou au remboursement de titres d'emprunt.

### *Obligations contractuelles*

Au 31 décembre 2018, la Société avait les obligations contractuelles suivantes :

Tableau 18 – Obligations contractuelles (en milliers de dollars)

	Valeur comptable	Total	2019	2020	2021	2022	2023	Par la suite
Dettes à long terme	423 724	423 724	388	531	–	422 805	–	–
Obligations au titre du prix d'achat	130 708	313 314	31 511	41 744	41 930	41 740	31 508	124 881
Débiteures convertibles	79 008	86 250	–	–	–	–	86 250	–
Contrats de location simple	s. o.	134 174	21 090	17 471	17 073	14 993	14 164	49 383
Obligations totales	s. o.	957 462	52 989	59 746	59 003	479 538	131 922	174 264

### *Passifs éventuels*

Dans le cours normal des activités, la Société et ses filiales peuvent faire l'objet de réclamations en lien avec ses activités et ses employés. L'issue éventuelle de telles réclamations en cours auprès de la Société ne peut être déterminée à l'heure actuelle. La Société a l'intention de se défendre contre de telles actions en justice, et la direction estime que leur résolution n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière de la Société.

## Paievements fondés sur des actions

### PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

#### Régime d'options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions de la Société, le prix d'exercice de chaque option sur actions est égal au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions de la Société à la TSX au cours des cinq jours de négociation précédant immédiatement la date d'attribution des options sur actions. Le conseil d'administration peut déterminer la durée maximale pendant laquelle les options sont attribuées et le moment où chaque option devient exerçable et si elles seront exerçables par échelonnement ou en fonction d'un calendrier d'acquisition des droits.

Un sommaire des modifications apportées aux régimes d'options sur actions de la Société au cours des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017 est présenté ci-après :

Tableau 19 – Transactions sur options

	2018		2017	
	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
En circulation à l'ouverture de l'exercice	4 183 852	11,86	2 799 345	10,25
Attributions	305 000	12,22	1 892 000	13,41
Exercices	(391 409)	8,07	(397 100)	7,34
Renoncations	(120 252)	13,63	(110 393)	13,64
En circulation à la clôture de l'exercice	3 977 191	12,21	4 183 852	11,86
Options exerçables à la clôture de l'exercice	1 281 812	11,20	859 473	8,17

#### Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

En 2007, le conseil d'administration a adopté un régime d'unités d'actions différées (le « régime d'UAD ») en vue de mieux harmoniser les intérêts des administrateurs et ceux des actionnaires en reliant une tranche de la rémunération annuelle des administrateurs à la valeur future des actions au lieu d'une rémunération en trésorerie. Le 1<sup>er</sup> septembre 2010, le conseil d'administration a annulé ce régime. Cependant, tous les droits et privilèges existants sont demeurés en vigueur. Tous les administrateurs sont désormais rémunérés en argent.

Une UAD équivaut à une action de catégorie A de la Société. La Société a comptabilisé une charge (un recouvrement) de (0,012 million de dollars) à l'égard de ces attributions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 (une charge de 0,013 million de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017) et un montant de 0,098 million de dollars a été payé. Au 31 décembre 2018, la Société avait inscrit un passif de 0,095 million de dollars pour les 8 395 unités en circulation en vertu du régime d'UAD (0,205 million de dollars pour les 15 767 unités au 31 décembre 2017).

#### Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (« UAR »)

Le 12 avril 2018, le conseil d'administration a approuvé une version modifiée et mise à jour du régime d'UAR en trésorerie essentiellement pour inclure diverses incidences fiscales et pour préciser que la Société peut, à son gré, régler l'octroi des UAR en trésorerie ou en actions. Le régime d'UAR a pour objectif d'offrir aux employés admissibles la chance d'acquérir des UAR afin de fidéliser les employés clés et de leur permettre de participer à la croissance et au développement de la Société, et de mieux aligner les intérêts des participants au régime d'UAR avec les intérêts à long terme des actionnaires de la Société.

## Paiements fondés sur des actions

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR de la Société au cours des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

**Tableau 20 – Transactions sur les UAR**

	2018	2017
Parts en circulation à l'ouverture de l'exercice	608 635	456 303
Attributions	–	566 686
Réinvestissements au lieu de versements de dividendes	24 610	19 124
Acquisitions de droits <sup>1)</sup>	(374 685)	(420 407)
Renoncations	–	(13 071)
En circulation à la clôture de l'exercice	258 560	608 635

<sup>1)</sup> 47 252 unités d'actions assujetties à des restrictions payées sous forme de trésorerie (65 867 en 2017).

Une UAR équivaut à une action de catégorie A de la Société. La Société a respectivement comptabilisé une charge de 3,176 millions de dollars et de 5,715 millions de dollars à l'égard de ces attributions au cours des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, 327 433 actions de catégorie A (354 540 actions en 2017) ont été émises en règlement des droits aux UAR et un montant de 0,585 million de dollars a été payé en trésorerie (0,908 million de dollars en 2017). Au 31 décembre 2018, la Société avait un passif s'élevant à 1,759 million de dollars pour les 258 560 unités en circulation aux termes du régime d'UAR (3,075 millions de dollars pour les 608 635 unités au 31 décembre 2017).

### *Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions à règlement en trésorerie (« UAR en trésorerie »)*

Le 12 avril 2018, le conseil d'administration a approuvé une version modifiée et mise à jour du régime d'UAR essentiellement pour inclure diverses incidences fiscales. Le régime d'UAR en trésorerie a pour objectif d'offrir aux employés admissibles la chance d'acquérir des unités d'actions assujetties à des restrictions afin de fidéliser les employés clés et de leur permettre de participer à la croissance et au développement de la Société et de mieux aligner les intérêts des participants au régime d'UAR en trésorerie avec les intérêts à long terme des actionnaires de la Société. Toutes les UAR émises aux termes de ce régime seront réglées en trésorerie. Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR de la Société au cours des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

**Tableau 21 – Transactions sur les UAR en trésorerie**

	2018	2017
Parts en circulation à l'ouverture de l'exercice	504 380	316 133
Attributions	154 693	185 256
Réinvestissements au lieu de versements de dividendes	37 936	21 963
Acquisition de droits	(167 974)	–
Renoncations	(727)	(18 972)
Parts en circulation à la clôture de l'exercice	528 308	504 380

Les UAR en trésorerie équivalent à une action de catégorie A de la Société. La Société a respectivement comptabilisé une charge de 2,254 millions de dollars et de 1,886 million de dollars à l'égard de ces attributions au cours des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les droits sur 167 974 unités ont été acquis (néant en 2017), un montant de 0,396 million de dollars a été payé en guise de règlement de 32 607 unités et les 135 367 unités restantes ont été réglées en janvier 2019. Au 31 décembre 2018, la Société avait inscrit un passif totalisant 4,305 millions de dollars pour les 528 308 unités en circulation (2,435 millions de dollars pour les 504 380 unités au 31 décembre 2017).

### *Régime d'actions assujetties à des restrictions*

Le 30 octobre 2015, dans le cadre de l'acquisition de Samson, le conseil d'administration a adopté un régime d'actions assujetties à des restrictions afin de fidéliser certains employés et de leur offrir l'occasion de participer à la croissance et à l'expansion de la Société. Les droits aux actions assujetties à des restrictions s'acquièrent sur une période de trois ans, dont le tiers devient acquis chaque année. Les détenteurs d'actions assujetties à des restrictions ont droit au paiement de dividendes et ont des droits de vote. L'administrateur du régime réinvestira le produit des dividendes dans des actions additionnelles de la Société.

Le 30 octobre 2015, la Société a émis 224 699 actions assujetties à des restrictions. Parallèlement à l'émission d'actions assujetties à des restrictions, la Société a émis 224 699 actions de catégorie A qui étaient détenues en mains tierces. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les droits sur la dernière tranche de ces actions est devenue acquise et 78 548 actions de catégories A (79 022 en 2017) qui sont devenues acquises ont été libérées de l'entiercement et 4 060 actions assujetties à des restrictions ont fait l'objet d'une renonciation et ont été annulées (431 en 2017).

La Société a comptabilisé une charge de 0,284 million de dollars et de 0,672 million de dollars pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, respectivement, pour cette attribution.

Au 31 décembre 2018, il n'y avait plus d'actions assujetties à des restrictions en circulation. Par conséquent, le 21 mars 2019, le Conseil d'administration a approuvé la résiliation du régime d'actions assujetties à des restrictions à cette même date.

### *Régime d'UALR et d'UADPV applicable aux unités d'exploitation*

Le 12 avril 2018, le conseil d'administration a approuvé une version modifiée et mise à jour du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation essentiellement pour inclure diverses incidences fiscales. Des unités d'actions liées au rendement sont attribuées aux employés admissibles à une valeur d'attribution déterminée par le conseil d'administration comme étant la valeur initiale de l'attribution. Le nombre d'unités d'actions liées au rendement attribué à un participant à la date d'attribution est calculé en divisant la valeur d'attribution par la valeur de l'UALR applicable à l'unité d'exploitation déterminée par le conseil d'administration à chaque date d'attribution.

Les UALR sont considérées être attribuées lorsque l'avis d'attribution est approuvé par le conseil d'administration et est accepté par l'employé. La date d'acquisition des droits est la date à laquelle toutes les modalités d'acquisition des droits énoncées dans le régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation et la note d'attribution de l'employé ont été satisfaites.

Les UALR dont les droits sont acquis sont réglées conformément aux modalités du régime. La valeur à la date du règlement est déterminée en fonction du produit du nombre d'UALR dont les droits sont acquis par la valeur de l'UALR à la date d'acquisition des droits applicable.

En juin 2018, la Société a modifié son régime d'unités d'actions liées au rendement applicable aux unités d'exploitation (le « régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation ») pour inclure la possibilité d'attribuer des unités assorties de droits à la plus-value applicables aux unités d'exploitation (le « régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation »).

## Paievements fondés sur des actions

### Régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, la Société a comptabilisé la charge suivante relativement au régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation :

Tableau 22 – Transactions aux termes du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation (en milliers de dollars)

	2018	2017
	\$	\$
Attributions réglées en titres de capitaux propres	6 229	7 493
Attributions réglées en trésorerie	7 297	886
Total des charges	13 526	8 379

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UALR de la Société applicables aux unités d'exploitation s'est établie à 6,575 millions de dollars. Un total de 616 948 actions de catégorie A ont été émises au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 en règlement des UALR applicables aux unités d'exploitation. Les unités dont les droits sont acquis seront réglées en 2019 au moyen de l'émission d'actions de catégorie A.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UALR de la Société applicables aux unités d'exploitation s'est établie à 10,752 millions de dollars. Les droits afférents à certaines UALR applicables aux unités d'exploitation représentant une valeur totale de 5,211 millions de dollars ont été acquis. Un total de 206 197 actions de catégorie A ont été émises au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 en règlement des UALR applicables aux unités d'exploitation.

### Régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation

Aux termes du régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation, les employés admissibles peuvent recevoir une action de catégorie A de la Société pour un montant équivalent à l'écart entre la valeur de l'entreprise par unité à la date d'acquisition des droits et le prix d'exercice établi à la date d'attribution. La Société a comptabilisé une charge de 1,276 million de dollars à l'exercice clos le 31 décembre 2018.

### Régime d'UALR

Le 12 avril 2018, le conseil d'administration a approuvé une version modifiée et mise à jour du régime d'UALR essentiellement pour inclure diverses incidences fiscales et pour préciser que la Société peut, à son gré, régler l'octroi des UALR en trésorerie ou en actions. Des UALR sont attribuées aux employés admissibles à une valeur d'attribution déterminée par le conseil d'administration comme étant la valeur initiale de l'attribution. Le nombre d'UALR attribué à un participant à la date d'attribution est calculé en divisant la valeur d'attribution par la valeur de marché à la date d'attribution. Une UALR équivaut à une action de catégorie A de la Société.

## Paiements fondés sur des actions

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, la Société a comptabilisé la charge suivante relativement aux régimes d'UALR :

Tableau 23 – Transactions sur les UALR (en milliers de dollars)

	2018	2017
	\$	\$
Attributions réglées en titres de capitaux propres	1 292	140
Attributions réglées en trésorerie	1 126	1 110
Total des charges	2 418	1 250

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, la valeur totale des attributions octroyées aux employés admissibles aux termes des régimes d'UALR de la Société s'est établie à 4,828 millions de dollars et à 1,2 million de dollars, respectivement. Un total de 19 819 actions de catégorie A ont été émises au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 en règlement des UALR dont les droits ont été acquis en 2017 (35 325 en 2017). Les unités dont les droits sont acquis seront réglées en 2019 au moyen de l'émission d'actions de catégorie A.

### *Régimes d'options établis par les filiales de la Société*

L'une des filiales de la Société maintient un régime d'options sur actions fondé sur les actions de la filiale respective. Ce régime est comptabilisé comme un régime réglé en trésorerie. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, le régime d'options sur actions d'une autre filiale a été abandonné. La charge liée aux options sur actions des filiales de la Société inscrite dans les états consolidés du résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'est établie à 2,568 millions de dollars (0,855 million de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2017). La filiale a payé un montant de 0,651 million de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 en guise de règlement des options sur actions exercées. Le passif lié aux paiements fondés sur des actions et réglé en trésorerie se chiffrait à 3,956 millions de dollars, montant présenté dans les états de la situation financière au 31 décembre 2018 (2,039 millions de dollars au 31 décembre 2017).

## Transactions avec des parties liées

### TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, la Société effectue des transactions avec des parties liées, dont deux sont des actionnaires liés, ou avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

Selon les modalités d'une ancienne convention avec un actionnaire lié, cet actionnaire lié avait le droit de nommer deux des quatre administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie A peuvent élire, à condition qu'il détienne directement ou indirectement au moins 20 % des actions de catégorie A et B, collectivement, sur une base non diluée. À la suite de la conclusion du placement par prise ferme comprenant des débentures convertibles non garanties et une émission d'actions de catégorie A le 21 décembre 2017 et des transactions des actionnaires subséquentes, la propriété réelle de la partie liée s'établissait à environ 18,0 % des actions émises et en circulation de la Société au 31 décembre 2018 (19,6 % au 31 décembre 2017) et, par conséquent, la convention a pris fin et la partie liée n'a plus le droit de nommer deux des administrateurs de la Société. Cet actionnaire lié est l'un des deux promoteurs principaux et un des prêteurs de la facilité de crédit de la Société et il est la contrepartie à des instruments financiers dérivés présentée comme entité liée dans le tableau plus bas.

Au 31 décembre 2018, le deuxième actionnaire lié détenait indirectement des actions avec droit de vote spécial de catégorie B correspondant à environ 7,4 % des actions émises et en circulation de la Société (8,1 % au 31 décembre 2017). Selon les modalités de la convention des actionnaires conclue entre cet actionnaire lié et une entité liée à la Société, l'actionnaire lié a le droit de nommer deux des huit administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie B peuvent élire. Afin de maintenir les droits décrits ci-dessus, l'actionnaire lié doit maintenir un niveau de propriété minimum dans la Société ainsi qu'un niveau minimum déterminé d'actifs sous gestion. Cet actionnaire lié est l'un des deux promoteurs principaux et un des prêteurs de la facilité de crédit de la Société.

Le tableau qui suit présente les transactions effectuées soit directement avec les deux actionnaires liés, soit avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

Tableau 24 – Transactions entre parties liées (en milliers de dollars)

	2018	2017
	\$	\$
Honoraires de gestion	44 154	43 334
Honoraires de performance	3 779	3 767
Autres revenus	367	4 823
Frais de vente et charges générales et administratives		
Frais de référence	1 701	1 639
Autres	613	785
Intérêts sur la dette à long terme	15 946	15 859
(Profit net) perte nette sur la juste valeur des instruments financiers dérivés inclus dans les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	(3 093)	4 487
Frais d'acquisition	–	252
Actions émises en guise de règlement d'une obligation au titre du prix d'achat	–	8 500
Contrepartie en trésorerie en guise de règlement de l'obligation au titre du prix d'achat	8 500	–

Les transactions ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées à la valeur d'échange, qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. Les honoraires sont calculés aux prix en vigueur sur le marché et sont réglés selon des modalités commerciales normales.

### CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président du conseil d'administration et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif, chef de la direction financière globale, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats, selon la définition que donne à ces termes le *Règlement 52-109*.

Le cadre de contrôle interne de Corporation Fiera Capital (la « Société ») repose sur les critères publiés dans le rapport *Internal Control-Integrated Framework (cadre COSO de 2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO ») et est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, appuyés par la direction, ont évalué la conception et l'efficacité du fonctionnement des CPCI et du CIIF de la Société au 31 décembre 2018 et ils ont conclu qu'ils étaient efficaces. De plus, aucun changement important n'a été apporté au CIIF au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, sauf comme décrit ci-après.

Le 31 mai 2018, la Société a fait l'acquisition de la quasi-totalité des actifs, et a repris certains passifs de CGOV Asset Management (« CGOV »). Le secteur Marchés institutionnels a été entièrement intégré aux plateformes de la Société. Par ailleurs, la Société a envisagé de maintenir les plateformes de CGOV pour le secteur de la Gestion privée. Le secteur Gestion privée de CGOV représente 1,6 % des produits étant donné que les autres chiffres de l'état des résultats et du bilan sont inclus dans les chiffres du secteur Gestion privée de Fiera Capital, car les chiffres des états financiers consolidés de la division canadienne pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, que le système comptable a utilisés pour la présentation de l'information financière ne fournissent pas l'information financière de CGOV. Au cours des mois à venir, la direction passera en revue la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière du secteur Gestion privée de CGOV et évaluera son efficacité.

---

Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur Fiera Capital Corporation ainsi que ses états financiers annuels audités et sa notice annuelle les plus récents sur le site de SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com).



### INSTRUMENTS FINANCIERS

En raison de ses actifs et passifs financiers, la Société est exposée, à l'égard des instruments financiers, aux risques suivants : risque de marché, risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. L'analyse qui suit présente une évaluation des risques auxquels elle était exposée aux 31 décembre 2018 et 2017.

La Société a pour activité la gestion d'actifs de placement. Le niveau des actifs sous gestion, qui est directement lié au rendement des placements de la Société et à la capacité de celle-ci d'attirer et de conserver des clients, constitue le principal inducteur de performance des résultats continus de la Société.

Les états consolidés de la situation financière présentent le portefeuille de placements de la Société, dont la valeur est exposée à plusieurs facteurs de risque.

#### *Risque de marché*

Le risque de marché représente le risque de perte découlant de l'évolution défavorable des taux et prix du marché, dont les taux d'intérêt, les fluctuations des cours boursiers et d'autres variations pertinentes des taux ou prix du marché. Le risque de marché est directement lié à la volatilité et à la liquidité des marchés sur lesquels les actifs sous-jacents connexes se négocient. L'analyse qui suit présente les principaux éléments du risque de marché auxquels s'expose la Société et la façon dont ils sont actuellement gérés.

L'appréciation ou la dépréciation de la juste valeur des titres de capitaux propres ont une incidence sur le montant et le moment de la comptabilisation des profits et pertes liés aux titres de capitaux propres et aux placements dans des fonds communs de placement et des fonds en gestion commune du portefeuille de la Société, et entraînent des variations des profits et pertes réalisés et non réalisés. La conjoncture économique en général, le contexte politique et plusieurs autres facteurs peuvent également avoir une incidence négative sur les marchés boursiers et obligataires et, en conséquence, sur la juste valeur des actifs financiers détenus, soit les titres de capitaux propres, les titres de fonds communs de placement et les titres à revenu fixe.

Les gestionnaires du portefeuille de la Société surveillent les risques liés au portefeuille dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Aux 31 décembre 2018 et 2017, son portefeuille de titres de capitaux propres et de titres liés à des capitaux propres comprenait des placements dans des fonds communs de placement, des fonds en gestion commune et d'autres titres. La juste valeur de ces placements était de 4,857 millions de dollars au 31 décembre 2018 et de 5,408 millions de dollars au 31 décembre 2017. Les placements dans des fonds communs de placement et dans des fonds en gestion commune comprennent un portefeuille de placements très diversifié en titres de capitaux propres et en obligations.

Aux 31 décembre 2018 et 2017, une variation de 10 % de la juste valeur des placements de la Société dans des titres de capitaux propres et des titres liés à des capitaux propres aurait eu pour effet de faire monter ou baisser le résultat global de 0,486 million de dollars et de 0,541 million de dollars, respectivement.

#### *Risque de crédit*

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux actifs financiers de la Société exposés au risque de crédit sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, la trésorerie soumise à des restrictions, les placements et les débiteurs. La valeur comptable des actifs financiers présentés dans les états consolidés de la situation financière, autres que les instruments financiers dérivés, représente le risque de crédit maximal auquel s'expose la Société à la date de clôture.

## Instruments financiers

---

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et à la trésorerie soumise à des restrictions est limité parce que les contreparties en cause sont des banques commerciales ou des institutions financières auxquelles les agences indépendantes de notation ont accordé des cotes élevées.

Le risque de crédit de la Société provient essentiellement de ses créances clients. Les montants sont présentés dans les états consolidés de la situation financière après déduction de la provision pour créances douteuses, laquelle a fait l'objet d'une estimation par la direction de la Société en fonction des résultats passés et de son évaluation de la conjoncture économique actuelle et de la situation financière des contreparties. Afin de réduire ce risque, la direction a adopté des politiques de crédit qui comprennent une révision régulière des soldes des clients. Aucun client ne représentait plus de 10 % des débiteurs aux 31 décembre 2018 et 2017.

### *Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt de la Société tient à sa trésorerie et à ses équivalents de trésorerie et à sa dette à long terme. Les taux d'intérêt sur sa dette à long terme sont variables et exposent ses flux de trésorerie au risque de taux d'intérêt.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie au moyen de swaps de taux d'intérêt variable-fixe. Ces swaps de taux d'intérêt ont pour effet économique de convertir la dette à taux variable en dette à taux fixe. La Société a contracté sa dette à long terme à un taux variable et, au moyen de swaps, elle en a converti une partie en dette assortie de taux fixes inférieurs à ceux qu'elle aurait obtenus si elle avait contracté directement un emprunt à taux fixe. Aux termes d'un contrat de swap de taux d'intérêt, la Société convient avec l'autre partie d'échanger, à intervalles donnés, des montants correspondant à la différence entre le taux contractuel fixe et le taux variable, calculée en fonction de notionnels convenus.

### *Risque de change*

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours de change. Pour la Société, ce risque découle de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie, de ses débiteurs, de ses instruments financiers dérivés, de ses créditeurs et charges à payer, de ses obligations au titre du prix d'achat et de sa dette à long terme libellés en dollars américains ainsi que des activités de ses établissements américains et de Fiera Capital (Europe) et Clearwater, activités dans le cadre desquelles le dollar américain est essentiellement utilisé. La Société gère une partie de son risque de change en faisant concorder ses positions en actifs et en passifs, soit plus précisément, en appariant sa dette à long terme libellée dans une monnaie étrangère donnée à ses actifs à long terme libellés dans la même monnaie.

Selon les soldes (exclusion faite de la dette à long terme) au 31 décembre 2018, une hausse ou une baisse de 5 % du dollar américain par rapport au dollar canadien donnerait lieu à une augmentation ou à une diminution de 0,568 million de dollars (1,846 million de dollars en 2017) du total du résultat global. Le calcul précédent ne tient pas compte de la dette à long terme libellée en dollars américains, qui est partiellement couverte au moyen d'un actif à long terme dans la même monnaie. Cet actif à long terme n'est pas inscrit aux états consolidés de la situation financière étant donné qu'il s'agit d'un solde intersociétés et qu'il est éliminé lors de la consolidation.

### *Risque de liquidité*

La Société cherche à disposer de liquidités suffisantes pour régler ses passifs venus à échéance. Elle surveille le solde de sa trésorerie et ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation afin de pouvoir s'acquitter de ses obligations.

## Instruments financiers

---

La Société génère suffisamment de trésorerie à partir de ses activités d'exploitation et, grâce à sa dette à long terme, dispose de financement suffisant pour lui permettre de financer ses activités et d'honorer ses obligations à leur échéance.

### *Juste valeur*

#### *Placements*

Le coût et la juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net se chiffrait à 4,574 millions de dollars et 4,857 millions de dollars, respectivement au 31 décembre 2018 (2,848 millions de dollars et 2,933 millions de dollars, respectivement, au 31 décembre 2017). Une perte non réalisée de 0,623 million de dollars a été comptabilisée dans les autres revenus au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 (profit de 1,237 million de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017).

Au 31 décembre 2017, le coût et la juste valeur des placements comptabilisés comme étant disponibles à la vente se chiffraient à 2,296 millions de dollars et à 2,475 millions de dollars, respectivement. En raison de l'adoption de l'IFRS 9 le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Société a reclassé ses titres de capitaux propres, classés comme étant disponibles à la vente aux termes de l'IAS 39, à la juste valeur par le biais du résultat net et a reclassé un profit non réalisé de 0,161 million de dollars (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,018 million de dollars) du cumul des autres éléments du résultat global aux résultats non distribués (déficit).

#### *Débetures convertibles*

Au 31 décembre 2018, les débetures convertibles sont comptabilisées au coût amorti de 79,008 millions de dollars (77,461 millions de dollars au 31 décembre 2017). La juste valeur des débetures convertibles selon les cours du marché au 31 décembre 2018 s'établissait à 87,544 millions de dollars (88,018 millions de dollars au 31 décembre 2017).

#### *Dette à long terme*

La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable compte tenu du fait qu'elle est assujettie à des conditions, y compris des taux d'intérêt variables, semblables à celles que la Société pourrait obtenir pour des instruments ayant des termes similaires.

#### *Instruments financiers dérivés*

Les instruments financiers dérivés de la Société sont composés de contrats de swap de taux d'intérêt et de devises ainsi que de contrats de change à terme qui sont présentés à leur juste valeur dans les états consolidés de la situation financière.

La juste valeur d'instruments dérivés qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée au moyen de techniques d'évaluation qui maximisent le recours à des données observables sur les marchés, telles que les courbes de taux d'intérêt, et les informations disponibles concernant des transactions réalisées sur les marchés et portant sur d'autres instruments quasi identiques, par une analyse des flux de trésorerie actualisés ou par d'autres techniques, le cas échéant. Autant que possible, les techniques d'évaluation intègrent tous les facteurs que les intervenants du marché prendraient en considération pour fixer un prix et elles sont conformes aux méthodes économiques reconnues pour l'évaluation du prix d'instruments financiers.

## Instruments financiers

La Société détermine la juste valeur de ses contrats de change à terme en calculant la différence entre les cours de change à terme à la date d'évaluation et le prix à terme contractuel pour la durée résiduelle du contrat. Elle détermine la juste valeur de ses swaps de taux d'intérêt en appliquant des techniques d'évaluation.

Les profits nets (pertes nettes), la juste valeur et le montant notionnel des instruments dérivés pour la période restant jusqu'à l'échéance se présentent comme suit :

En milliers de dollars	Exercice clos le	Au 31 décembre 2018				
	31 décembre 2018	Juste valeur		Montant notionnel pour la période restant jusqu'à l'échéance		
	Profit net (perte nette) sur les instruments dérivés	Actif	(Passif)	Moins de un an	De un à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Contrats de change à terme</b>						
a) Contrats de change à terme – détenus à des fins de transaction	(5 294)	–	(1 672)	45 374	–	–
b) Swaps sur devises – détenus à des fins de transaction	4 700	1 083	–	80 000	–	–
<b>Contrats de swap de taux d'intérêt</b>						
c) Contrats de swap – détenus à des fins de transaction	(1 770)	860	(1 560)	–	190 000	–
d) Contrats de swap – couvertures des flux de trésorerie	–	4 506	–	–	230 550	–

Présentation des instruments financiers dans les états financiers aux 31 décembre :

En milliers de dollars	2018	2017
	\$	\$
Actifs courants liés à des instruments financiers dérivés <sup>1)</sup>	1 083	497
Actifs non courants liés à des instruments financiers dérivés	5 366	3 484
Passifs courants liés à des instruments financiers dérivés	(1 672)	–
Passifs non courants liés à des instruments financiers dérivés	(1 560)	–

<sup>1)</sup> Inclus dans les charges payées d'avance et autres actifs dans les états consolidés de la situation financière.

### a) Contrats de change à terme

#### Contrats de change à terme – détenus à des fins de transaction

La Société conclut des contrats de change à terme afin de gérer le risque lié aux fluctuations de change visant les produits estimés libellés en dollars américains. Le profit ou la perte sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net selon la nature de l'élément couvert et donc, dans les autres revenus.

#### Société

La Société conclut des contrats de change à terme afin de gérer le risque lié aux fluctuations de change visant les produits estimés libellés en dollars américains.

## Instruments financiers

---

En décembre 2016, la Société a conclu une série de contrats de change à terme à taux moyen afin de gérer le risque lié aux fluctuations de change visant les produits estimés libellés en dollars américains de l'exercice clos le 31 décembre 2017. En août 2017, une série de contrats de change à terme à un taux moyen qui sont venus à échéance l'un après l'autre sur une base mensuelle jusqu'en décembre 2017 a été convertie en contrats de change à terme à taux de change au comptant de fin de mois. La Société a également conclu des contrats de change à terme mensuels à taux de change au comptant de fin de mois. Depuis août 2017, la Société conclut des contrats de change à terme mensuels à taux de change au comptant de fin de mois comportant différentes périodes restantes jusqu'à l'échéance afin de gérer le risque lié aux fluctuations de change visant les produits futurs estimés libellés en dollars américains pour une période allant jusqu'à douze mois.

Les contrats de change à terme sont comptabilisés à la juste valeur à la date où les contrats sont conclus et font ensuite l'objet d'une nouvelle évaluation à la juste valeur par le biais du résultat net à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le profit ou la perte sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net selon la nature de l'élément couvert et donc, dans les autres revenus.

La Société a inscrit une perte de 4,673 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 (profit de 2,148 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2017) et a payé 2,939 millions de dollars à titre de règlement de contrats venus à échéance au cours de l'exercice (reçu 1,974 million de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017). La juste valeur des contrats de change est un passif de 1,237 million de dollars au 31 décembre 2018 (actif de 0,497 million de dollars au 31 décembre 2017).

### *Filiales*

Une des filiales de la Société conclut des contrats de change à terme afin de gérer le risque de fluctuation du taux de change associé aux produits estimatifs libellés en euros et en livres sterling. Aux 31 décembre 2018 et 2017, la filiale a respectivement comptabilisé une perte de 0,621 million de dollars et un profit de 0,260 million de dollars. Un montant total de 0,186 million de dollars a été payé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 en règlement des contrats.

Au 31 décembre 2018, la juste valeur de ces contrats correspondait à un passif de 0,435 million de dollars (néant au 31 décembre 2017).

### *b) Swaps sur devises – détenus à des fins de transaction*

Selon les modalités de la facilité renouvelable de la Société, la Société peut emprunter, soit en dollars américains à un taux fondé sur le taux de base des États-Unis majoré d'un écart variant de 0,0 % à 1,5 % ou sur le TIOL majoré d'un écart variant de 1,0 % à 2,5 %, soit en dollars canadiens à un taux fondé sur le taux préférentiel canadien majoré d'un écart variant de 0,0 % à 1,5 %. Afin de bénéficier des économies d'intérêts, la Société avait créé efficacement, au 31 décembre 2018, un équivalent synthétique à une facilité renouvelable en dollars canadiens au CDOR majoré de 1,57 % sur 80,0 millions de dollars canadiens (néant au 31 décembre 2017) en empruntant sur la facilité renouvelable en dollars américains, soit l'équivalent de 80,0 millions de dollars canadiens (59,4 millions de dollars américains) (néant au 31 décembre 2017) au TIOL majoré de 2,25 % et en l'échangeant en taux CDOR majoré de 1,57 % au moyen d'un swap de devises d'un mois. Le contrat a été conclu le 31 décembre 2018 et arrive à échéance le 31 janvier 2019.

L'objectif de cette stratégie était de permettre des économies de coûts sans risque de change puisque les modalités du financement au TIOL des États-Unis et du swap de devises correspondent exactement (notionnel en dollars américains, TIOL, dates de transaction et d'échéance). Les pertes (profits) sur les swaps de devises sont contrebalancées par des profits (pertes) équivalent(e)s à la conversion de la partie de la couverture économique, libellée en dollars américains, de la facilité renouvelable en raison des modalités financières qui sont exactement les mêmes.

## Instruments financiers

---

Le profit net ou la perte nette sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net selon la nature de l'élément couvert économiquement, soit la facilité renouvelable, et est donc présenté dans les intérêts sur la dette à long terme et les autres charges financières. La Société a comptabilisé un profit de 4,7 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, sans incidence nette sur les résultats comme il est mentionné plus haut (perte de 7,95 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017). Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, un total de 3,617 millions de dollars a été reçu en règlement de ces contrats (un montant de 9,272 millions de dollars a été payé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017).

La juste valeur des contrats de swap de devises correspondait à un actif de 1,083 million de dollars au 31 décembre 2018 (néant au 31 décembre 2017).

### *c) Swap de taux d'intérêt – détenus à des fins de transaction*

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt afin de gérer le risque lié à l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur sa facilité libellée en dollars canadiens.

Le 1<sup>er</sup> mai 2012, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt comportant un notionnel initial de 108 millions de dollars canadiens. Le contrat consiste à échanger le taux d'intérêt variable fondé sur le taux au CDOR à un mois pour un taux fixe de 1,835 %. Les intérêts sont réglés mensuellement. Le swap de taux d'intérêt est arrivé à échéance le 3 avril 2017 et un montant de 0,074 million de dollars a été versé en règlement de ce contrat.

Le 31 mai 2017, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt comportant un notionnel initial de 100 millions de dollars canadiens et venant à échéance le 31 mai 2022. Au 31 décembre 2018, le notionnel s'établissait à 30 millions de dollars canadiens (30 millions de dollars canadiens en 2017). Le contrat consiste à échanger le taux d'intérêt variable fondé sur le taux au CDOR à un mois pour un taux fixe de 1,335 %. La Société a reçu un montant de 2,188 millions de dollars à titre de profit cristallisé en décembre 2017, lorsque le montant du notionnel du contrat a diminué, passant de 100 millions de dollars canadiens à 30 millions de dollars canadiens. Les intérêts sont réglés mensuellement.

En mars 2018, la Société a conclu deux swaps de taux d'intérêt comportant des notionnels initiaux de 10 millions de dollars canadiens et 40 millions de dollars canadiens et venant à échéance le 31 mai 2022. Les contrats consistent à échanger le taux d'intérêt variable fondé sur le taux au CDOR à un mois pour un taux fixe de 2,350 % (sur le contrat comportant un notionnel de 10 millions de dollars canadiens) et de 2,358 % (sur le contrat comportant un notionnel de 40 millions de dollars canadiens). Les intérêts sont réglés mensuellement.

En mai 2018, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt comportant un notionnel initial de 47 millions de dollars canadiens et venant à échéance le 31 mai 2022. Le contrat consiste à échanger le taux d'intérêt variable fondé sur le CDOR à un mois pour un taux fixe de 2,430 %. Les intérêts sont réglés mensuellement.

En septembre 2018, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt comportant un notionnel initial de 18 millions de dollars canadiens venant à échéance le 31 mai 2022. Le contrat consiste à échanger le taux d'intérêt variable fondé sur le taux au CDOR à un mois pour un taux fixe de 2,530 %. Les intérêts sont réglés mensuellement.

En octobre 2018, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt comportant un notionnel initial de 45 millions de dollars canadiens arrivant à échéance le 31 mai 2022. Le contrat consiste à échanger le taux d'intérêt variable fondé sur le taux au CDOR à un mois pour un taux fixe de 2,703 %. Les intérêts sont réglés mensuellement.

## Instruments financiers

---

Le profit net ou la perte nette sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net avec les intérêts sur la dette à long terme et les autres charges financières. La Société a comptabilisé une perte de 1,77 million de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 (profit de 3,463 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017).

La juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt correspondait à un actif de 0,86 million de dollars et à un passif de 1,56 million de dollars au 31 décembre 2018 (actif de 1,07 million de dollars au 31 décembre 2017).

### *d) Swaps de taux d'intérêt – couvertures de flux de trésorerie*

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt libellés en dollars américains afin de gérer le risque lié à l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur sa facilité de crédit libellée en dollars américains.

Le 31 mai 2017, la Société a conclu deux swaps de taux d'intérêt libellés en dollars américains comportant un notionnel initial de 125 millions de dollars américains et de 44 millions de dollars américains, respectivement, et arrivant à échéance le 31 mai 2022. Les contrats consistent à échanger le taux d'intérêt variable fondé sur le TIOI à un mois pour un taux fixe de 1,84 %. Les intérêts sont réglés mensuellement.

Le 31 mai 2018, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt libellé en dollars américains comportant un notionnel initial de 11 millions de dollars américains et venant à échéance le 31 mai 2022. Le contrat consiste à échanger le taux d'intérêt variable fondé sur le TIOI à un mois pour un taux fixe de 2,655 %. Les intérêts sont réglés mensuellement. Ce contrat a été dénoué en novembre 2018 et un montant de 0,162 million de dollars a été reçu en guise de règlement. Le profit réalisé a été reclassé des autres éléments du résultat global aux intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières à l'état consolidé du résultat net.

Ces contrats sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et répondent aux exigences de la comptabilité de couverture. La partie efficace des variations de la juste valeur de ces contrats est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et le montant du cumul est porté dans une réserve de couverture. La Société a comptabilisé un profit de 1,833 million de dollars (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,259 million de dollars) dans les autres éléments du résultat global au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 [profit de 2,094 millions de dollars (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,32 million de dollars) au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017].

La partie inefficace des variations de la juste valeur est immédiatement comptabilisée en résultat net à l'état consolidé du résultat net. Il n'y a pas eu de partie inefficace liée à ces contrats au cours des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt désignés comme couvertures de flux de trésorerie correspond à un actif de 4,506 millions de dollars au 31 décembre 2018 (actif de 2,414 millions de dollars au 31 décembre 2017).

La Société demeure exposée aux fluctuations du taux de base des États-Unis ou du TIOI sur l'écart entre la facilité de crédit libellée en dollars américains et les notionnels des swaps de taux d'intérêt en dollars américains. Les prélèvements en dollars américains sur la facilité de crédit se chiffraient à 219,4 millions de dollars américains au 31 décembre 2018 (50 millions de dollars américains sur la facilité de crédit renouvelable et 125 millions de dollars américains sur la facilité de crédit à terme aux termes de l'entente de crédit précédente au 31 décembre 2017).

### e) *Option d'achat*

Le 1<sup>er</sup> décembre 2018, Fiera Capital Inc. (« FCI »), filiale entièrement détenue de la Société, a conclu une entente avec Wilkinson Global Capital Partners LLC (les « associés ») dans le cadre de laquelle les associés ont le droit, mais non l'obligation, d'acquérir au minimum la totalité des participations de la Société dans WGAM, une filiale entièrement détenue de la Société qui s'occupe de la gestion des ententes de conseil en placement pour des comptes clients spécifiques. L'option d'achat peut être exercée en tout temps au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2021 (date de début de l'achat) au 1<sup>er</sup> janvier 2023 (date d'expiration de l'option d'achat) ou à une date avant l'échéance fixée par FCI. Si les associés n'exercent pas l'option d'achat avant la date d'expiration de l'achat ou dans les 30 jours suivant la date de l'avis, l'option d'achat viendra à expiration. Le prix d'exercice de l'option d'achat est établi pour représenter la juste valeur de WGAM. Étant donné que le prix de l'option d'achat est fondé sur la juste valeur estimée des activités de WGAM et qu'elle ne peut être exercée au 31 décembre 2018, cet instrument financier dérivé n'a pas d'incidence financière sur les états financiers consolidés de la Société.



### JUGEMENTS COMPTABLES SIGNIFICATIFS ET INCERTITUDES RELATIVES AUX ESTIMATIONS

Le présent rapport de gestion renvoie aux états financiers consolidés audités pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017. Un sommaire des jugements comptables significatifs et des incertitudes relatives aux estimations de la Société figure à la note 3 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017. Certaines des méthodes comptables que la Société doit appliquer conformément aux IFRS amènent la direction à poser des jugements et estimations complexes et subjectifs relativement à des questions inhérentes aux incertitudes.

La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat est déterminée à l'aide d'une analyse des flux de trésorerie actualisés qui fait appel à l'utilisation de données d'entrée non observables comme les flux de trésorerie attendus et les taux d'actualisation ajustés au titre du risque. Les flux de trésorerie attendus sont estimés en fonction des modalités des accords contractuels, de la connaissance du secteur par la Société et de l'incidence possible de la conjoncture économique sur le secteur.

Les obligations au titre du prix d'achat sont des passifs financiers de niveau 3. La Société a utilisé des techniques d'évaluation pour comptabiliser la juste valeur des passifs à la date de clôture. La Société a analysé les caractéristiques de l'obligation évaluée, y compris les circonstances et l'information disponible à la date d'évaluation et a sélectionné la technique d'évaluation la plus appropriée.

#### *Obligation au titre du prix d'achat - CNR*

Un changement raisonnable dans des données d'entrée non observables n'entraînerait pas de variation significative de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat autre que pour le passif de City National Rochdale (« CNR »), lequel est présenté ci-après.

Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer les obligations au titre du prix d'achat de CNR sont tirées des éléments suivants et déterminés de la manière suivante :

- Les facteurs de croissance annuelle des produits, comme le taux du marché et le taux des contributions nettes, sont estimés en fonction des données et des publications internes et externes, la conjoncture économique et les caractéristiques particulières du passif financier. Un facteur de croissance annuelle des produits plus élevé donnera lieu à une juste valeur plus élevée. Pour évaluer la juste valeur au 31 décembre 2018, la Société a utilisé des taux de 9 % et de 10 % pour le taux de croissance du marché et le taux des contributions nettes, respectivement.
- Le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque est établi en ajustant un taux sans risque pour refléter les risques particuliers liés au passif financier. Le taux d'actualisation correspond à la donnée d'entrée utilisée pour ramener les flux de trésorerie futurs à leur valeur actualisée. Un taux d'actualisation plus élevé donnerait lieu à une juste valeur plus faible. Pour évaluer la juste valeur au 31 décembre 2018, la Société a utilisé un taux d'actualisation de 41 %.

La méthode des flux de trésorerie actualisés a été utilisée pour mesurer la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus devant être versés à CNR à titre de contrepartie éventuelle. La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat de CNR au 31 décembre 2018 se chiffrait à 74,118 millions de dollars canadiens (54,331 millions de dollars américains) et à 60,574 millions de dollars canadiens (47 millions de dollars américains) au 31 décembre 2017.

## Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations

---

Les principales données non observables sont les facteurs de croissance annuelle des produits, la croissance des marchés et les contributions nettes, ainsi que le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque.

- Une variation de 350 points de base du taux de croissance du marché, comme une augmentation (ou une diminution) entraînerait une augmentation (diminution) d'environ 5,39 millions de dollars canadiens (4 millions de dollars américains) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.
- Une variation de 300 points de base du taux des contributions nettes, comme une augmentation (diminution) entraînerait une hausse (baisse) d'environ 2,69 millions de dollars canadiens (2 millions de dollars américains) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.
- Une variation de 200 points de base du taux d'actualisation ajusté en fonction du risque, comme une hausse (un escompte) entraînerait une diminution (augmentation) d'environ 2,69 millions de dollars (2 millions de dollars américains) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.

En raison de la nature non observable des intrants, l'évaluation de ces instruments financiers pourrait comporter des incertitudes et l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnables en modifierait la juste valeur. Par ailleurs, la relation entre le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque et les autres intrants non observables n'est pas nécessairement directe et diverses relations entre les données pourraient raisonnablement être appliquées. La Société a varié les principaux intrants non observables comme le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque, la croissance du marché et les contributions nettes et a établi une fourchette de valeurs raisonnables qui pourrait donner lieu à une hausse de 8,08 millions de dollars canadiens (6 millions de dollars américains) ou à une diminution de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat au 31 décembre 2018 (néant au 31 décembre 2017).

### *Obligation au titre du prix d'achat – Clearwater*

La méthode des flux de trésorerie actualisés a été utilisée pour évaluer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus devant être versés aux vendeurs à titre de contrepartie éventuelle. La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat de Clearwater s'est établie à 39,955 millions de dollars canadiens (28,553 millions de dollars américains) au 31 décembre 2018 et à 35,055 millions de dollars canadiens (27 millions de dollars américains) au 9 août 2018.

Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer les obligations au titre du prix d'achat de Clearwater sont dérivées des données d'entrée non observables fondées sur le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA ») prévu, les estimations de la direction à l'égard des produits tirés de ventes croisées et du taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque. Le taux d'actualisation correspond à la donnée d'entrée utilisée pour ramener les flux de trésorerie futurs à leur valeur actualisée. La Société a utilisé un taux d'actualisation se situant entre 10 % et 15 %.

En raison de la nature des données d'entrée non observables, il peut subsister une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3 et le recours à d'autres hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation de la juste valeur. De plus, le lien entre le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque et les autres données d'entrée non observables n'est pas nécessairement une relation directe et différentes filiations pourraient raisonnablement s'appliquer. La Société a varié les données d'entrée non observables importantes comme le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque, les produits, le BAIIA et les prévisions de ventes croisées, et elle a établi une fourchette raisonnable des justes valeurs variant entre 35,47 millions de dollars canadiens (26 millions de dollars américains) et 40,925 millions de dollars canadiens (30 millions de dollars américains) pour la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat au 31 décembre 2018.

### NOUVELLES NORMES COMPTABLES

#### **Adoption de nouvelles IFRS**

Le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Société a adopté les IFRS suivantes :

##### *IFRS 9, Instruments financiers*

L'IFRS 9 a remplacé l'IAS 39, *Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation*, et devait être obligatoirement appliquée aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Comme le permet l'IFRS 9, la Société s'est prévalu de l'exemption lui permettant de ne pas retraiter ses données comparatives des états financiers consolidés ayant trait aux exigences en matière de classement et d'évaluation. L'incidence rétrospective de l'adoption de l'IFRS 9 a été comptabilisée comme un ajustement au solde d'ouverture des résultats non distribués (déficit) et du cumul des autres éléments du résultat étendu au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

L'adoption de l'IFRS 9 n'a pas eu une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

##### *Classement et évaluation*

L'IFRS 9 conserve les exigences existantes de l'IAS 39 pour le classement et l'évaluation des passifs financiers. Elle élimine toutefois les catégories précédentes de l'IAS 39 pour les actifs financiers, soit détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances et disponibles à la vente.

Aux termes de l'IFRS 9, tous les actifs financiers qui sont des instruments de capitaux propres doivent être comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. Toutefois, au moment de la comptabilisation initiale d'un instrument de capitaux propres détenu à des fins autres que de transaction, la Société peut choisir, de manière irrévocable, de désigner l'instrument comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, sans classement ultérieur dans les profits et les pertes en résultat net. Ce choix est fait isolément pour chaque participation. Les dividendes continueront à être comptabilisés en résultat net. Les instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que de transaction peuvent également être désignés de la sorte au moment de l'adoption de l'IFRS 9. Les instruments financiers dérivés continuent à être évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les catégories d'évaluation initiales selon l'IAS 39 ainsi que les nouvelles catégories d'évaluation selon l'IFRS 9 pour chacune des catégories des actifs financiers de la Société au 1<sup>er</sup> janvier 2018 sont présentées à la note 3. Il n'y a eu aucun changement aux catégories d'évaluation selon l'IFRS 9 pour les passifs financiers de la Société au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Les actifs financiers ne seront pas reclassés des suites de leur comptabilisation initiale, à moins que la Société n'identifie des modifications du modèle d'affaires ayant trait à la gestion des actifs financiers.

En raison de l'application des exigences de classement et d'évaluation de l'IFRS 9, le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Société a reclassé ses titres de capitaux propres classés comme étant disponibles à la vente aux termes de l'IAS 39 à la juste valeur par le biais du résultat net. La Société a donc reclassé un profit non réalisé de 0,161 million de dollars du cumul des autres éléments du résultat global aux résultats non distribués.

### *Dépréciation*

L'IFRS 9 remplace le modèle des pertes encourues de l'IAS 39 par un modèle de pertes de crédit attendues. Le nouveau modèle de dépréciation des pertes de crédit attendues s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti, aux actifs sur contrat et aux instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, mais non aux placements dans des instruments de capitaux propres. Aux termes de l'IFRS 9, les pertes de crédit sont comptabilisées plus tôt qu'aux termes de l'IAS 39.

Les actifs financiers de la Société assujettis au nouveau modèle de dépréciation sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et les créances à long terme. La nouvelle directive en matière de dépréciation utilisant un modèle de pertes de crédit attendues n'a pas eu d'incidence significative sur la valeur comptable des débiteurs de la Société ou des créances à long terme puisque les pertes de crédit que la Société a subies étaient négligeables.

### *Comptabilité de couverture*

Les exigences relatives à la comptabilité de couverture pourraient continuer d'être appliquées aux termes de l'IAS 39 jusqu'à ce que l'IASB mène à terme son projet sur la comptabilité de macrocouverture. Tel que le permet l'IASB, la Société a choisi de ne pas adopter les dispositions générales en matière de comptabilité de couverture de l'IFRS 9 et a plutôt choisi d'appliquer les exigences de l'IAS 39 - *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*.

La Société a également adopté des modifications aux exigences d'information révisées exigées par l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*.

### *IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

L'IFRS 15 a remplacé l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires* et devait être appliquée pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. La nouvelle norme apporte des précisions concernant une approche en cinq étapes qui vise à déterminer la manière et le moment auquel il y a lieu de comptabiliser les produits et impose de fournir des informations supplémentaires. La Société a procédé à une évaluation des incidences pour toutes les principales sources de produits, a passé en revue les contrats et a analysé les produits comptabilisés par la Société.

L'objectif de l'IFRS 15 est d'établir les principes qu'une entité doit appliquer pour présenter des informations utiles aux utilisateurs des états financiers concernant la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie provenant d'un contrat conclu avec un client.

La Société a choisi d'adopter l'IFRS 15 au moyen de l'approche rétrospective modifiée, ce qui a eu pour effet d'appliquer initialement cette norme à la date de la première application (le 1<sup>er</sup> janvier 2018). Toutefois, l'adoption de l'IFRS 15 n'a pas eu une incidence significative sur la comptabilisation en cours des produits de la Société ou sur le résultat net et, par conséquent, il n'y a pas eu d'ajustements requis sur les résultats non distribués d'ouverture (déficit) au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### *IFRS, interprétations et modifications révisées*

Les normes révisées dont il est question ci-après sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Leur adoption n'a pas eu d'incidence significative sur les montants présentés et les informations fournies dans les présents états financiers.

### ***Modifications de l'IFRS 2, Paiement fondé sur des actions***

En juin 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Les modifications clarifient la comptabilisation aux termes de la norme des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie qui comprennent une modalité de rendement, le classement des transactions dont le paiement est fondé sur des actions comportant des caractéristiques de règlement net ainsi que la comptabilisation des modifications des modalités des paiements fondés sur des actions, qui passent d'un règlement en trésorerie à un règlement en titres de capitaux propres.

### ***IFRIC 22, Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée***

En décembre 2016, l'IASB a publié l'IFRIC 22, *Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée*, afin de préciser le cours de change qui doit être utilisé pour les transactions comportant l'encaissement ou le paiement d'une contrepartie anticipée en monnaie étrangère.

### ***Nouvelles normes et interprétations non encore adoptées***

#### ***IFRS 16, Contrats de location***

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette norme remplace la norme actuelle de l'IASB pour les contrats de location, soit l'IAS 17, *Contrats de location*, qui exigeait que les preneurs et les bailleurs classent leurs contrats de location comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple et les comptabilise différemment selon le type de contrat. L'IFRS 16 propose un modèle comptable unique pour les preneurs, où ceux-ci sont tenus de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et une obligation locative représentant son obligation de verser des paiements de loyers. La Société prévoit appliquer les exemptions de comptabilisation pour les contrats de location de faible valeur. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

La Société a évalué l'incidence que la première application de l'IFRS 16 aura sur ses états financiers consolidés, comme mentionné ci-après.

#### ***Contrats de location pour lesquels la Société est un preneur***

La Société comptabilisera ses actifs au titre du droit d'utilisation et obligations liées à des contrats de location pour ses contrats de location de locaux et de matériel de bureaux et d'autres actifs répondant à la définition d'un contrat de location. La nature des charges liées aux contrats de location changera aux termes de l'IFRS 16, car la Société comptabilisera une charge de dépréciation pour les actifs au titre du droit d'utilisation et une charge d'intérêt sur les obligations liées à des contrats de location. Auparavant, aux termes de l'IFRS 17, la Société comptabilisait les charges liées aux contrats de location sur une base linéaire sur la durée du contrat de location, et comptabilisait les actifs et les obligations uniquement dans la mesure où il y avait un écart temporaire entre les réels versements de loyer et la charge comptabilisée. La Société appliquera cette norme à compter de sa date d'application obligatoire, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2019. La Société prévoit appliquer la méthode de la transition simplifiée et ne retraitera pas les montants comparatifs de l'exercice précédent lors de la première application. Les actifs au titre du droit d'utilisation seront mesurés à la transition au montant de l'obligation liée à des contrats de location à l'adoption (ajusté pour tenir compte de tout paiement de loyer payé par anticipation ou couru.

À la transition, ces obligations ont été évaluées à la valeur actualisée des versements de loyer restants désactualisée au taux d'emprunt marginal de la Société au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Les actifs au titre du droit d'utilisation sont évalués à un montant équivalent à l'obligation liée au contrat de location, ajustée pour tenir compte du montant de tout paiement de loyer payé par anticipation ou couru.

Les contrats de location de faible valeur continueront d'être comptabilisés à titre de charges à l'état consolidé des résultats. Les flux de trésorerie liés à l'exploitation augmenteront et les flux de trésorerie liés aux activités de financement diminueront alors que le remboursement du principal des obligations liées à des contrats de location sera classé dans les entrées de trésorerie liées aux activités de financement.

Les activités de la Société à titre de bailleur ne sont pas significatives et la Société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence importante sur les états financiers consolidés, toutefois des informations additionnelles pourraient être présentées.

La Société ne s'attend pas à ce que l'adoption de l'IFRS 16 ait une incidence sur sa capacité à se conformer aux clauses restrictives, y compris les ratios financiers minimaux applicables à sa facilité de crédit.

### ***IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux***

En juin 2017, l'IASB a publié l'IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. Cette interprétation traite de la manière de déterminer le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'impôt en cas d'incertitude relative au traitement fiscal aux termes de l'IAS 12. Cette norme détermine les cas où les traitements fiscaux doivent être analysés collectivement, les hypothèses des examens des autorités fiscales, la détermination du bénéfice imposable (de la perte fiscale), les assiettes fiscales, les pertes fiscales inutilisées, les crédits d'impôt inutilisés et les taux d'impôt ainsi que l'incidence de changements de faits et de circonstances. Cette nouvelle interprétation s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. La Société évalue actuellement l'incidence de cette interprétation sur ses états financiers consolidés, mais on ne prévoit pas qu'elle aura une incidence importante sur la Société.

### ***Améliorations annuelles des IFRS (Cycle 2015-2017)***

En décembre 2017, l'IASB a publié *Améliorations annuelles des normes IFRS – Cycle 2015-2017*. La prise de position porte sur des modifications apportées aux quatre Normes internationales d'information financière (« IFRS ») découlant du projet d'améliorations annuelles de l'IASB. Les modifications de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, précisent que, lorsqu'une entité obtient le contrôle d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle doit réévaluer les intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise. Les modifications de l'IFRS 11, *Partenariats*, précisent que, lorsqu'une entité obtient le contrôle conjoint d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle ne doit pas réévaluer les intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise.

Les modifications de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précisent que toutes les conséquences fiscales des dividendes devraient être comptabilisées en résultat net, quelle que soit l'origine de l'impôt. Les modifications de l'IAS 23, *Coûts d'emprunt*, précisent que si un emprunt spécifique demeure inutilisé après que l'actif connexe soit prêt pour son utilisation ou sa vente prévue, cet emprunt doit être incorporé aux fonds que l'entité emprunte de manière générale aux fins du calcul du taux de capitalisation des emprunts généraux. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés, mais on ne prévoit pas qu'elles auront une incidence importante sur la Société.

Aucune autre norme n'étant pas encore en vigueur ne devrait avoir d'incidence significative sur la Société dans la période considérée ou les périodes de présentation de l'information futures ni sur les transactions dans un avenir prévisible.

### FACTEURS DE RISQUE

#### *Risques relatifs au rendement et au placement des actifs sous gestion*

##### *Rendement des placements*

Un mauvais rendement des placements, que ce soit par rapport aux concurrents de Fiera Capital ou à d'autres éléments, pourrait faire en sorte que les clients existants choisissent de retirer leur trésorerie des Fonds pour investir dans des produits offrant un meilleur rendement, ou nuire à la capacité de Fiera Capital d'attirer de nouveaux clients. En outre, la capacité de Fiera Capital d'obtenir des honoraires de performance est directement liée au rendement de ses placements. Par conséquent, un mauvais rendement des placements pourrait faire en sorte que Fiera Capital n'obtienne plus d'honoraires de performance ou qu'elle en obtienne moins.

L'incapacité de Fiera Capital de retenir ses clients existants et d'en attirer de nouveaux pourrait avoir une incidence défavorable sur l'actif sous gestion, les honoraires de gestion, la rentabilité et le potentiel de croissance de Fiera Capital.

Fiera Capital ne peut garantir qu'elle pourra atteindre ou maintenir un niveau précis d'actifs sous gestion, que ses rendements relatifs futurs seront positifs, qu'elle conservera ses clients ou qu'elle en attirera de nouveaux.

##### *Placement des actifs sous gestion*

Les actifs, les stratégies de placement et les véhicules (les « **placements** ») dans lesquels les actifs sous gestion des Fonds sont investis sont exposés à des risques, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur la valeur ou le rendement de tels placements, notamment certains des risques suivants ou l'ensemble de ceux-ci :

- les conditions externes des marchés et de l'économie qui sont hors du contrôle de la Société, comme les contextes réglementaires et les changements qui y sont apportés, l'incertitude économique et des situations politiques à l'échelle mondiale et nationale;
- les taux d'intérêt, les taux d'inflation et la disponibilité du crédit;
- le risque de change et le risque lié aux placements étrangers;
- certaines des techniques de placement spéciales qui peuvent être utilisées, comme la vente à découvert, l'effet de levier, la couverture, les dérivés ou les options et la concentration des placements, comportent leurs propres risques;
- le contexte concurrentiel au sein duquel évoluent les placements signifie que le repérage et la réalisation de transactions de placement peuvent comporter des incertitudes pouvant entraîner des modalités de placement moins favorables que celles qui auraient été autrement en vigueur;
- les placements peuvent être faits dans des entités que la Société ne contrôle pas et, par conséquent, être assujettis à des décisions commerciales, financières ou de gestion avec lesquelles la Société n'est pas d'accord ou qui ne servent pas les intérêts de la Société;
- le processus de vérification diligente entrepris relativement à un placement précis pourrait ne pas mettre au jour tous les faits pertinents pour établir si un tel placement sera favorable.

L'incapacité de Fiera Capital à gérer et à résoudre adéquatement les risques de placement pourrait nuire considérablement à ses résultats et à sa situation financière.

### ***Risques relatifs aux activités***

Les activités de Fiera Capital sont exposées à un certain nombre de facteurs de risque, dont les suivants :

#### *Risque de réputation*

Le risque de réputation s'entend de la possibilité qu'une publicité négative, fondée ou non, puisse entraîner une réduction du résultat ou de la clientèle de Fiera Capital en raison de son incidence sur l'image de marque de Fiera Capital. Le risque de réputation est inhérent à pratiquement toutes les opérations effectuées par Fiera Capital, même lorsque l'opération est entièrement conforme aux exigences des lois et de leurs règlements d'application. Le risque de réputation ne peut être géré indépendamment des autres risques, car il est souvent lié au risque d'exploitation, au risque lié à la réglementation et aux autres risques inhérents aux activités de Fiera Capital. Par conséquent, le risque de réputation de Fiera Capital est intégré au cadre de gestion du risque et constitue une composante clé du code d'éthique et de conduite auquel l'ensemble du personnel de Fiera Capital est assujéti.

#### *Risques de poursuite et risque lié à la réglementation*

La capacité de Fiera Capital d'exercer ses activités est tributaire de sa conformité et de son inscription continue aux termes des lois sur les valeurs mobilières des territoires dans lesquels elle exerce ses activités. La surveillance et la prise de mesures nécessaires en réaction à l'évolution rapide de la réglementation des valeurs mobilières, au Canada comme à l'étranger, nécessite d'importantes ressources de gestion, opérationnelles et financières.

Des lois et des règlements qui régissent les activités de Fiera Capital, ou l'un de ses produits ou services de placement en particulier, pourraient être modifiés ou interprétés d'une manière qui lui soit défavorable. Toute modification du cadre réglementaire des valeurs mobilières ou non-respect de celui-ci pourrait entraîner des amendes, l'interdiction temporaire ou permanente des activités de Fiera Capital ou des activités menées par son personnel ou des dommages à sa réputation, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière ou la rentabilité de Fiera Capital.

Le risque de poursuite est inhérent au secteur de la gestion d'actifs dans lequel Fiera Capital exerce ses activités. Ce risque ne peut pas être éliminé, même lorsqu'il n'existe aucun motif légitime de poursuite. À cet égard, les risques juridiques auxquels sont exposés Fiera Capital, ses administrateurs, ses dirigeants, ses employés et ses placeurs pour compte comprennent le risque de responsabilité en cas de contravention aux lois sur les valeurs mobilières, de manquement aux obligations fiduciaires ou d'abus des fonds des investisseurs. En outre, en raison de l'existence, dans certains territoires, du régime de responsabilité civile du marché secondaire, des actionnaires insatisfaits pourraient plus aisément tenter des poursuites contre Fiera Capital, ses administrateurs et ses dirigeants.

Fiera Capital détient divers types de contrats d'assurance pour couvrir certains risques potentiels et elle évalue régulièrement le caractère adéquat de cette couverture. Rien ne garantit que la couverture d'assurance de Fiera Capital sera adéquate pour couvrir tous les risques liés à ses activités.

#### *Couverture d'assurance*

Fiera Capital détient divers types de contrats d'assurance, notamment des assurances pour ses administrateurs et dirigeants, des assurances contre les erreurs et omissions, des assurances responsabilité civile des entreprises et le cautionnement d'une institution financière. L'adéquation de la couverture d'assurance est évaluée en permanence, notamment en comparant ses coûts à ses avantages.



## Facteurs de risque

---

Rien ne garantit que les réclamations éventuelles ne dépasseraient pas le plafond de la couverture ou que l'assureur accepterait ces demandes de règlement, ni que Fiera Capital pourra à l'avenir obtenir une couverture d'assurance suffisante selon des modalités économiques avantageuses.

Un jugement porté à l'encontre de Fiera Capital dont le montant dépasserait l'assurance disponible ou auquel l'assurance ne s'appliquerait pas pourrait avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, sa situation financière ou sa rentabilité.

### *Croissance et intégration des entreprises acquises*

La croissance future dépendra, entre autres, de la capacité à exploiter efficacement afin d'absorber la croissance et de réaliser les synergies, retombées et économies attendues de l'intégration de toute entreprise acquise par Fiera Capital. Le maintien des activités actuelles et l'intégration des entreprises acquises pouvant poser des défis considérables, la direction de Fiera Capital pourrait trouver difficile de mettre en œuvre ces intégrations sans heurt, avec succès ou sans y engager des ressources financières importantes, tant sur le plan de la direction, de l'exploitation que des finances. Par ailleurs, en raison des acquisitions, Fiera Capital pourrait être exposée à des incohérences sur le plan des normes, des contrôles internes, des procédures et des politiques, qui pourraient nuire à la capacité de la direction de Fiera Capital de maintenir de bonnes relations avec ses clients, ses fournisseurs et son personnel ou de récolter les retombées attendues.

Toute incapacité de Fiera Capital à gérer avec succès sa croissance ou l'intégration des entreprises acquises, y compris la gouvernance, les processus réglementaires, les plateformes de technologie de l'information, les processus opérationnels et les processus de présentation de l'information financière pourrait nuire considérablement aux activités, à la situation financière et aux résultats d'exploitation de Fiera Capital.

### *Croissance des actifs sous gestion de Fiera Capital*

La disponibilité en temps opportun d'occasions de placement appropriées pour les nouveaux clients est une composante importante du rendement des placements. Si les actifs sous gestion de Fiera Capital devaient augmenter rapidement, celle-ci pourrait ne pas être en mesure de tirer parti des occasions de placement qui lui étaient offertes par le passé ou de cerner suffisamment d'occasions de placement pour atteindre les rendements absolus ciblés.

Toute incapacité de cerner en temps opportun un nombre suffisant d'occasions de placement pour ses nouveaux clients pourrait nuire aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Fiera Capital.

Fiera Capital pourrait décider de limiter sa croissance et de réduire la fréquence à laquelle elle accepte les actifs de nouveaux clients.

### *Membres clés du personnel*

Les activités de Fiera Capital dépendent des personnes hautement qualifiées et spécialisées qu'elle a à son service. L'apport de ces personnes aux équipes de gestion d'actifs, de gestion des risques de placement et de service à la clientèle de Fiera Capital est crucial pour conserver les clients et en attirer de nouveaux. Compte tenu de la croissance du total des actifs sous gestion dans le secteur de la gestion d'actifs, le nombre de nouvelles sociétés faisant leur percée dans ce secteur et la dépendance envers les bons résultats pour vendre des produits financiers ont entraîné une hausse de la demande d'excellents professionnels des placements et du service à la clientèle, et le risque que le personnel de gestion ou d'autres membres clés du personnel puisse décider de quitter Fiera Capital est toujours présent. De plus, dans un contexte caractérisé par l'intensification de la concurrence pour le recrutement de professionnels expérimentés dans le secteur, il se pourrait que Fiera Capital ne soit pas en mesure de recruter de nouveaux employés de grande qualité possédant les qualifications recherchées avec promptitude le moment venu.

## Facteurs de risque

---

La perte des services de membres du personnel de direction ou d'autres membres du personnel clé et l'incapacité de recruter de nouveaux employés de grande qualité pourraient avoir des répercussions défavorables importantes sur les activités, la situation financière ou la rentabilité de Fiera Capital.

Fiera Capital consacre des ressources considérables au recrutement, à la formation et à la rémunération des membres clés de son personnel, et prend des mesures pour les encourager à continuer de travailler pour elle. Les mesures liées à la rémunération comprennent l'offre d'un régime d'options d'achat d'actions, d'un régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions, d'un régime d'unités d'actions liées au rendement, d'un régime d'unités d'actions liées au rendement applicable aux unités d'exploitation et au droit à l'appréciation des unités d'exploitation et d'un régime incitatif à court terme ainsi que d'un environnement de travail qui favorise la satisfaction du personnel.

Or, la rémunération de ces professionnels tend à augmenter à un taux bien supérieur à celui de l'inflation et à celui observé dans d'autres secteurs. Fiera Capital prévoit que ces coûts continueront de représenter une partie importante de ses charges. Par conséquent, une telle hausse des charges pourrait avoir des répercussions défavorables sur les activités, la situation financière ou la rentabilité de Fiera Capital.

### *Pressions concurrentielles*

La concurrence est vive dans le secteur de la gestion d'actifs (y compris dans le secteur des placements non traditionnels). Certains des concurrents actuels et éventuels de Fiera Capital disposent ou pourraient disposer de ressources techniques et financières et de ressources de marketing, de distribution et autres bien plus considérables que celles de Fiera Capital. Ils pourraient également proposer ou mettre au point une panoplie de produits et de services plus attrayants pour les clients existants ou éventuels de Fiera Capital.

Cette concurrence pourrait nuire considérablement aux honoraires de gestion ou honoraires de performance de Fiera Capital et rien ne garantit que Fiera Capital pourrait livrer une forte concurrence.

### *Secteur de la gestion d'actifs*

La capacité de Fiera Capital de dégager des produits d'exploitation a beaucoup été influencée par la croissance qu'a connue le secteur de la gestion d'actifs et par la performance relative de la Société dans ce secteur. La croissance que nous avons connue jusqu'à présent dans le secteur de la gestion d'actifs pourrait ne pas se poursuivre, et une conjoncture défavorable ainsi que d'autres facteurs, notamment un recul important des marchés des capitaux, pourraient nuire à la popularité des services de Fiera Capital ou faire en sorte que les clients se retirent des marchés ou diminuent le montant ou la fréquence de leurs investissements.

Un quelconque repli du secteur de la gestion d'actifs ou un quelque autre changement touchant le secteur qui aurait pour conséquence de dissuader les investisseurs de faire appel aux services de Fiera Capital pourrait nuire à la capacité de celle-ci d'attirer des clients et ainsi contribuer à une baisse de ses produits d'exploitation.

### *Client important*

Dans le cadre de la transaction de Natcan, Fiera Capital a conclu la Convention régissant les actifs sous gestion et la Banque Nationale est devenue le principal client de Fiera Capital, représentant une part importante des 136,7 milliards de dollars d'actifs sous gestion de Fiera Capital. La résiliation de cette convention pourrait faire baisser considérablement les actifs sous gestion de Fiera Capital, ce qui ne manquerait pas de porter un grand préjudice à ses affaires, à sa situation financière à venir et à ses résultats d'exploitation.

## Facteurs de risque

---

### *Conflits d'intérêts*

Certains des Fonds et des comptes gérés ont des objectifs de placement qui se recoupent, et les décisions quant à la répartition des occasions de placement parmi ces Fonds pourraient entraîner des conflits d'intérêts. Il se pourrait aussi que des conflits d'intérêts réels, éventuels ou perçus entraînent l'insatisfaction des investisseurs ou encore des litiges ou des sanctions réglementaires. Le défaut par Fiera Capital de gérer et de résoudre adéquatement ces conflits d'intérêts, ainsi que les réclamations découlant de conflits d'intérêts pourraient nuire considérablement à la réputation de Fiera Capital, ce qui pourrait, à son tour, nuire à ses activités de plusieurs façons, y compris en entraînant la perte de clients.

### *Erreur ou inconduite du personnel*

Ces dernières années, plusieurs cas de fraude ou d'autres genres d'inconduite de la part d'employés du secteur des services financiers ont retenu l'attention du public et, malgré les mesures d'envergure que Fiera Capital a mises en place pour empêcher et prévenir ce genre d'activités (dont l'instauration d'un code de conduite), la Société reste toujours exposée aux risques liés aux cas d'inconduite de la part de membres de son personnel. L'inconduite de la part du personnel peut comporter plusieurs facettes, notamment lier Fiera Capital à des opérations qui excèdent les limites autorisées ou qui présentent des risques inacceptables, ou lui cacher certaines activités qui ne sont pas autorisées ou qui n'ont pas donné les succès escomptés et qui peuvent, dans un cas comme dans l'autre, entraîner des risques ou des pertes inconnus et non gérés. L'inconduite de la part de membres de son personnel pourrait également comprendre l'utilisation abusive de renseignements confidentiels, ce qui pourrait entraîner des sanctions réglementaires et entacher considérablement sa réputation. Fiera Capital pourrait également subir des pertes à la suite d'une erreur d'un membre de son personnel.

Il n'est pas toujours possible de prévenir l'inconduite de la part d'un employé ou d'empêcher les erreurs des employés, et les précautions que Fiera Capital prend pour empêcher et détecter ce genre d'activités pourraient ne pas être efficaces dans tous les cas, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, sa situation financière ou sa rentabilité.

### *Évaluation des placements*

L'évaluation de certains titres et autres placements peut comporter des incertitudes et des décisions qui sont basées sur des jugements et, si les évaluations en question devaient se révéler inexactes, la valeur liquidative d'un Fonds pourrait être mal évaluée. Des renseignements de tiers indépendants sur les cours pourraient ne pas tout le temps être disponibles à l'égard de certains des titres et des autres placements. De plus, les Fonds pourraient investir dans certains biens qui, en raison de leur nature, pourraient être extrêmement difficiles à évaluer avec exactitude, notamment les placements en capital-risque détenus par Fiera Capital dans des sociétés de portefeuille à capital fermé ainsi que les placements non traditionnels (p. ex., en immobilier, dans les infrastructures et dans le financement privé) et sur les marchés émergents de même que certains types de fonds de couverture.

Fiera Capital pourrait devoir engager des coûts considérables pour corriger les erreurs de prix découlant de l'évaluation inexacte de la valeur des placements.

Les Fonds sont audités par des auditeurs externes, afin d'établir si leurs états financiers sont préparés de façon fidèle dans tous leurs aspects significatifs et conforme aux principes comptables généralement reconnus.

## Facteurs de risque

---

### *Engagement des clients*

Les ententes aux termes desquelles Fiera Capital gère l'actif de ses clients peuvent être résiliées à bref préavis, conformément à la pratique du secteur. Les clients dont l'actif est investi dans des Fonds peuvent également faire racheter leurs parts à bref préavis. La perte de clients importants ou d'un nombre significatif de clients existants pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Fiera Capital.

Rien ne garantit que Fiera Capital serait en mesure d'atteindre ou de conserver un certain montant d'actifs sous gestion, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur sa capacité d'attirer et de conserver les clients ainsi que sur les honoraires de gestion, les honoraires de performance potentiels et sa rentabilité globale.

### *Politiques, procédures et capacité de sécurité de l'information*

Fiera Capital dépend de l'efficacité de ses politiques, de ses procédures et de ses mesures concernant la sécurité de l'information pour protéger ses systèmes informatiques et systèmes de télécommunications ainsi que les données qui s'y trouvent ou qui sont transmises par leur entremise. Les services administratifs fournis par Fiera Capital dépendent de logiciels fournis par des tiers. Un quelconque incident concernant la sécurité de l'information dont la cause est externe, notamment une attaque informatique, un virus ou un programme-ver informatique, ou un incident dont la cause est interne, notamment l'incapacité de contrôler l'accès à des systèmes sensibles affectant de tels services administratifs pourrait perturber de façon importante les activités de Fiera Capital ou entraîner la diffusion ou la modification de renseignements critiques ou confidentiels.

Une faille de sécurité, un problème de sécurité ou un défaut de tiers clés, la perte de la capacité d'utiliser les produits de tiers, des problèmes ou des erreurs liés à ces produits, ainsi que la résiliation ou le non-renouvellement d'une convention avec des tiers pourraient entraîner des pertes financières importantes, la prise de sanctions réglementaires, la rupture des contrats conclus avec des clients, des dommages à la réputation de Fiera Capital ou des obligations juridiques qui, à leur tour, pourraient avoir des répercussions défavorables importantes sur les activités, la situation financière ou la rentabilité de Fiera Capital.

Fiera Capital a mis en place des contrôles en matière de sécurité informatique qui sont définis par un cadre de gouvernance et des processus instaurés dans le but de protéger les systèmes d'information et les systèmes informatiques, notamment les appréciations du risque à la sécurité d'information et les évaluations des répercussions sur la vie privée. Nonobstant ces mesures, les menaces à la cybersécurité sont en constante et rapide évolution. Il existe une possibilité que les processus et contrôles mis en place ne puissent pas prévenir une infraction à la sécurité. Fiera Capital peut être vulnérable et elle travaille de concert avec des tiers qui peuvent également être vulnérables aux virus informatiques et à d'autres types de logiciels malveillants, à des cyberattaques et à des tentatives de piratage de personnes non autorisées, à des vols matériels de systèmes informatiques, à des problèmes de programmation interne ou à des erreurs humaines, à de la fraude ou à la survenance d'autres problèmes ou événements imprévus. Il y a également un risque que certains contrôles internes échouent, ce qui pourrait aussi exacerber les conséquences de tels événements.

### *Gestion des risques d'entreprise*

Fiera Capital surveille, évalue et gère les principaux risques liés à l'exercice de ses activités. Ces risques comprennent les risques externes des marchés auxquels tous les investisseurs sont exposés ainsi que les risques internes découlant de la nature même des activités de Fiera Capital. Comme certaines méthodes de gestion des risques utilisées par Fiera Capital reposent sur des observations des antécédents du marché, ces méthodes pourraient ne pas être à même de prévoir l'exposition future au risque, laquelle pourrait se révéler, à terme, bien plus élevée que celle prévue à partir des antécédents.

## Facteurs de risque

---

D'autres méthodes utilisées pour la gestion du risque d'entreprise reposent sur l'évaluation de l'information concernant les marchés, les clients ou d'autres éléments dont les renseignements ont été rendus publics ou auxquels Fiera Capital peut accéder autrement. Ces renseignements pourraient ne pas se révéler exacts, complets, à jour ou bien évalués dans tous les cas. La gestion des risques stratégiques, technologiques, d'exploitation, financiers, juridiques et réglementaires nécessite, entre autres, des politiques et des procédures, y compris la séparation des tâches, qui pourraient ne pas être entièrement efficaces. L'incapacité de Fiera Capital à gérer les risques de ses portefeuilles et de ses activités pourrait avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, sa situation financière ou sa rentabilité.

Afin d'atténuer ces risques, Fiera Capital a adopté des pratiques de gestion des risques sous la supervision du comité d'audit et de gestion des risques de Fiera Capital.

### *Charges d'exploitation des Fonds*

Si la valeur des actifs sous gestion des Fonds devait diminuer au point que l'imputation de la totalité des charges d'exploitation aux Fonds affaiblisse les ratios de frais de gestion ou rende les Fonds non concurrentiels, Fiera Capital pourrait alors choisir d'absorber certains de ces frais.

Toute décision discrétionnaire de ce type ferait augmenter ses charges et baisser sa rentabilité.

### *Systèmes d'information et de télécommunications*

Fiera Capital dépend de la disponibilité de son personnel et de ses bureaux ainsi que du bon fonctionnement de ses systèmes informatiques et systèmes de télécommunications.

Une catastrophe telle que des dégâts causés par l'eau, une explosion ou une panne d'électricité prolongée pourrait perturber considérablement les activités de Fiera Capital et entraîner des pertes financières importantes, la perte de ressources humaines, l'imposition de sanctions réglementaires, la rupture de contrats conclus avec des clients et des dommages à la réputation ou des obligations juridiques qui, à leur tour, pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière ou la rentabilité de Fiera Capital. Bien que nous le revoyions tous les ans, rien ne garantit que le plan de reprise après sinistre dont s'est dotée la Société sera adéquat pour atténuer l'incidence d'une telle catastrophe.

### *Risques relatifs à la structure et aux actions*

#### *Actionnaires importants*

À la date des présentes, la Banque Nationale détient environ 18,0 % des droits de vote en circulation de Fiera Capital par l'entremise de sa société entièrement détenue, Natcan. M. Jean-Guy Desjardins détient indirectement environ **36,5 %** des titres avec droit de vote en circulation de Fiera S.E.C., actionnaire dominant de Fiera Capital détenant 26,2 % des actions avec droit de vote en circulation de Fiera Capital. Desjardins Holding financier Inc. (« DHF »), filiale directe entièrement détenue de la FCD, détient 28,3 % des titres avec droit de vote en circulation de Fiera S.E.C. DFH a proposé l'élection de deux des huit administrateurs de Fiera Capital que les porteurs d'actions de catégorie B avec droit de vote spécial ont le droit de nommer.

M. Desjardins est en position d'exercer un contrôle notable sur les décisions de Fiera Capital nécessitant l'approbation des actionnaires, notamment l'élection des administrateurs et la prise de mesures stratégiques importantes.

## Facteurs de risque

---

### *Dilution potentielle*

Fiera Capital est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de catégorie A avec droit de vote subalterne, d'actions de catégorie B avec droit de vote spécial et d'actions privilégiées, et elle peut décider d'émettre des actions ou des actions privilégiées additionnelles afin de financer ses projets d'investissement ou d'accroître ses liquidités, ce qui pourrait avoir un effet dilutif sur l'actionnariat.

En outre, aux termes de la convention des investisseurs avec Sceptre, Fiera S.E.C. bénéficie des droits antidilution de Fiera S.E.C. (définis ci-après), lesquels sont décrits dans la notice annuelle à la rubrique « Description des contrats importants – Convention des investisseurs avec Sceptre ». En conséquence d'une émission effectuée aux termes des droits antidilution de Fiera S.E.C., l'actionnariat de Fiera Capital pourrait être dilué.

De plus, Fiera Capital peut décider de rembourser les débetures en circulation (définies ci-après) contre des actions avec droit de vote subordonné de catégorie A ou de rembourser les montants du principal impayé à l'échéance des débetures en émettant des actions avec droit de vote subordonné de catégorie A. L'émission d'actions avec droit de vote subordonné de catégorie A pourrait avoir un effet dilutif pour les actionnaires de Fiera Capital et des répercussions négatives sur le cours des actions avec droit de vote subordonné de catégorie A.

### *Risques relatifs à la situation de trésorerie et à la situation financière de la Société*

#### *Endettement*

La cinquième convention de crédit modifiée et mise à jour contient des clauses restrictives qui limitent la capacité de Fiera Capital et de certaines de ces filiales (collectivement, les « **emprunteurs** ») d'exécuter certains types de transactions et elle impose des restrictions importantes sur le plan de l'exploitation, ce qui pourrait empêcher les emprunteurs de saisir certaines occasions d'affaires et de prendre certaines mesures pouvant servir leurs intérêts.

Ces clauses restrictives peuvent limiter la capacité des emprunteurs de prendre des mesures qui, selon elle, seraient dans l'intérêt de son entreprise et pourraient faire en sorte qu'il soit difficile pour Fiera Capital d'exécuter avec succès sa stratégie d'affaires ou de livrer une concurrence efficace aux sociétés qui ne sont pas assujetties à de telles restrictions.

En outre, la cinquième convention de crédit modifiée et mise à jour prévoit que Fiera Capital doit respecter certains critères et ratios financiers et qu'une acquisition du contrôle de Fiera Capital constituerait un cas de défaut.

Le défaut de respecter ces clauses restrictives, notamment le défaut de respecter les critères ou les ratios financiers, pourrait occasionner un cas de défaut aux termes de la cinquième convention de crédit modifiée et mise à jour.

Ces clauses restrictives n'empêchent pas Fiera Capital d'exercer ses activités commerciales de la façon dont elle le fait en ce moment, mais rien ne garantit que, à l'avenir, la capacité de Fiera Capital à apporter des changements à ses activités commerciales ou concurrentielles ou à procéder à des fusions, à des acquisitions ou à des aliénations d'actifs ne serait pas limitée.

## Facteurs de risque

---

### *Risque de taux d'intérêt*

Une partie de la dette de Fiera Capital, notamment les emprunts effectués aux termes de la cinquième convention de crédit modifiée et mise à jour, porte intérêt à des taux variables et expose Fiera Capital à un risque de taux d'intérêt. En cas d'augmentation des taux d'intérêt, les obligations liées au service de la dette à taux variable de Fiera Capital augmenteraient même si le montant emprunté demeurait le même, et le résultat net et les flux de trésorerie diminueraient.

Le défaut de gérer les risques de taux d'intérêt pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière ou la rentabilité de Fiera Capital.

Pour couvrir une partie du risque de taux d'intérêt à laquelle elle est exposée par l'intermédiaire de son emprunt aux termes de la cinquième entente de crédit révisée et mise à jour, Fiera Capital a conclu des swaps de taux d'intérêt pour fixer une portion de ses versements d'intérêts. Étant donné que les variations des justes valeurs des dérivés doivent être présentées dans les états financiers de la Société, les fluctuations du taux d'intérêt peuvent avoir une incidence sur les profits et les pertes présentées trimestriellement par Fiera Capital, se traduisant par une certaine volatilité du résultat.

### *Risque de change*

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours du change. Une partie importante du résultat et des actifs nets de la Société est libellée en dollars américains. Pour la Société, ce risque découle principalement de la trésorerie, des obligations au titre du prix d'achat et de la dette à long terme libellées en dollars américains ainsi que des activités de ses filiales et de Fiera Europe aux États-Unis qui sont surtout effectuées en dollars américains. La Société et certaines de ses filiales gèrent le risque de change en concluant des contrats de couverture de change liés au dollar américain et à diverses autres monnaies.

Les événements futurs qui pourraient faire augmenter ou diminuer de manière importante le risque de fluctuations futures des cours du change pour ces devises ne peuvent être prédits. Les fluctuations des cours du change entre le dollar canadien et ces devises pourraient avoir des répercussions négatives sur les résultats et sur la situation financière de la Société.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.



Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.





**FIERA**CAPITAL